

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

LE PROBLÈME
DES
RELATIONS COMMERCIALES
ENTRE
L'INDOCHINE ET LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 31 mai 1938

PAR

Paul RENY

Rédacteur des Services Civils de l'Indochine

MEMBRES DU JURY :

Président.....	MM. DE MENTHON, professeur.
Assesseurs.....	MARCHAL, agrégé.
	GUITTON, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS

Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1938

*Thèse Nancy
1938.*

Le Problème des Relations commerciales

entre

l'Indochine et la France



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

LE PROBLÈME
DES
RELATIONS COMMERCIALES
ENTRE
L'INDOCHINE ET LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 31 mai 1938

PAR

Paul RENY

Rédacteur des Services Civils de l'Indochine

MEMBRES DU JURY :

Président..... MM. DE MENTHON, professeur.

Assesseurs..... } MARCHAL, agrégé.
GUITTON, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS

Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1938

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ✚, ☉ I).

Assesseur du Doyen: M. HENRY (*, ☉ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ☉ I), MICHON (*, ☉ I)

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (*, ☉ I).

GÉNY (C *, ☉ I).

RENARD (☉ I).

MICHON (*, ☉ I).

TROTABAS (✚ ☉ A).



Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. SENN (*, ✚, ☉ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☉ I), professeur de Droit criminel.

KRCELL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (☉ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (✚, ☉ I), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON (☉ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GUITTON, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

REUTER, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

LAMBERT, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

PERRET, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

INTRODUCTION

Le problème de l'Indochine est actuel, l'Extrême-Orient est à l'ordre du jour...

Les graves paroles que prononça le 4 janvier 1938 l'amiral SUETSUGU, chef des Forces nippones, opérant actuellement en Chine, ne sont point sans inquiéter le monde européen en général et la France en particulier. Car, en fait, il n'a fait que répéter en d'autres termes mais avec plus de netteté ce que, en août 1902, le général KODAMA, alors gouverneur de Formose, écrivait dans un rapport confidentiel adressé au comte KATSURA, Président du Conseil «... Dans quelques années, les Français auront construit en Indochine 3.000 kilomètres de voies ferrées, creusé et outillé les ports de guerre et de commerce de Kouang-Tchéou, Honghaï, Haïphong, Tourane et de Saïgon; ils auront assaini, irrigué le pays. Des emprunts émis par la Colonie, auront donné au commerce et à l'industrie un vif essor. L'Indochine alors organisée et pourvue de tous ses moyens de production, vaudra la conquête... ».

Ainsi le rapport du général KODAMA, bien qu'il date de trente-cinq ans reprend un singulier intérêt d'actualité. Le général prévoyait la conquête de l'Indochine: l'ère des réalisations va-t-elle sonner? Grave

et angoissant problème, la mainmise du Japon sur le Gouvernement de la Chine est une menace de plus, non seulement pour nous, Français, mais pour toutes les nations d'Occident qui ont des colonies en Extrême-Orient.

L'Indochine française, joyau précieux de notre Empire, est donc l'objet de convoitises étrangères, jusqu'à présent réfreinées, mais qui peuvent dans un avenir plus ou moins lointain se réaliser à notre détriment si nous ne savons y veiller ni organiser sa défense.

Notre possession asiatique, il est vrai, est susceptible de faire naître l'envie dans l'esprit de quelques-uns, car elle a connu, sous l'action bienfaisante de notre Administration, un essor remarquable. Si l'on veut bien se rappeler qu'en 1892, année où fut établi le premier régime douanier rationnel, le commerce extérieur de l'Indochine s'élevait seulement à 164 millions de francs, alors qu'en 1936, au sortir de la crise, il atteignait plus de 2.600 millions de francs, l'on reste à la fois confondu devant l'effort de mise en valeur accompli en quarante-cinq années et en même temps prodigieusement intéressé par les perspectives d'avenir presque illimitées d'un marché de plus de vingt et un millions d'habitants, à la puissance de production et à la capacité de consommation unique dans notre domaine colonial.

Que de changements survenus depuis l'époque où « le Tonkinois » imposa à la France ce magnifique « balcon sur le Pacifique ». Jules FERRY avait compris, mieux que tout autre, l'importance capitale

jouée par les colonies. Mais l'opinion publique, son propre cabinet même s'étaient élevés, en de véhémentes protestations, contre sa politique pourtant si clairvoyante... Il fallut sa mort pour que la France sentit son esprit s'éveiller et se tourner vers la chose coloniale, comme il fallut les terribles épreuves de la Grande Guerre pour émouvoir l'opinion publique et lui prouver combien étaient étroits les liens qui unissaient la MèrePatrie à ses territoires épars à travers le monde.

Sous l'influence toujours grandissante de la pensée coloniale, la France a conçu une politique que nous pouvons qualifier de juste milieu entre, d'une part, la théorie inefficace et égoïste du pacte colonial, qui correspondait à une période où le fait de la conquête et l'esprit de la souveraineté prédominaient et d'autre part, la théorie du devenir autonome des colonies, qui est une réaction plutôt qu'une correction du pacte colonial.

D'ailleurs le monde ne se divise plus, au point de vue économique, selon les seules définitions de la politique. Au siècle dernier, l'Europe, profitant largement de sa supériorité industrielle, dirigeait l'expansion économique du monde; depuis lors, une évolution technique de plus en plus accélérée a modifié profondément la face du monde en bouleversant gravement les assises du passé et en affirmant, surtout depuis la dernière crise, l'existence de blocs économiques nouveaux. Le nouveau continent, sans faire appel pour cela à la doctrine de Monroë, s'oppose économiquement au vieux monde; l'Asie, sous l'active impulsion

de son génie nippon, s'organise contre l'Amérique et l'Europe et se réserve le débouché oriental; l'Empire britannique, sans parler des droits d'allégeance à la Couronne, constitue un ensemble de plus en plus cohérent au point de vue économique...

La France métropolitaine a été ainsi amenée par l'évolution qui se poursuivait en dehors même de son Empire, comme par les difficultés que cette évolution lui créait, à reconnaître la nécessité d'une politique impériale, d'une organisation impériale, d'un programme sur lequel la Métropole et ses possessions d'outre-mer établiraient la communauté de leurs vies et la jonction de leurs efforts.

La Conférence Impériale (1) qui s'est réunie en 1934-1935 pour donner « sa figure définitive à l'Empire » a failli à la lourde tâche qui lui incombait. La Conférence des Gouverneurs lui a succédé sans que nous ayons même accéléré notre effort d'argent, d'outillage, de production et de colonisation; tandis que le nouvel Ottawa britannique, « l'Ottawa du réarmement » a procédé à un nouveau rassemblement de toutes les ressources de l'Empire anglais.

La raison principale de cet échec réside surtout dans la difficulté de définir exactement cette politique impériale. Il semblerait résulter, des divers rapports qui ont été présentés devant la Conférence impériale, en particulier du rapport DAYRAS, que la Métropole entend par ce terme une politique dont le but essen-

(1) Officiellement: Conférence Economique de la France Métropolitaine et d'Outre-mer.

tiel est d'élaborer, avec le concours entier de ses possessions extérieures, des mesures propres, d'une part, à permettre un renforcement des échanges commerciaux réciproques des deux parties et d'autre part, à assurer sur les territoires extérieurs le développement d'une économie complémentaire. C'est de l'autarcie, mais la grande difficulté qui freina jusqu'à présent cette « organisation impériale » n'est point encore en passe de disparaître prochainement bien que des emprunts récents soient venus y pallier dans une certaine mesure.

Les différentes économies intéressées, en effet, ne sont point au même stade de l'évolution politique et économique. L'Empire anglais, quand il s'est organisé pour la première fois à Ottawa en 1932, comprenait des pays parvenus au même degré de civilisation et d'organisation économique. Il lui était donc facile d'obtenir quelque résultat positif, d'autant plus que ses Dominions, à part l'Inde, étaient de race blanche anglo-saxonne et parlaient le langage de la Mère-Patrie.

Une constitution impériale de nos possessions d'Outre-Mer doit tenir compte, non seulement de nos tendances politiques et administratives, mais aussi du cours inévitable, bien qu'imprévisible, de l'évolution des peuples qui nous sont confiés, et que nous cherchons à associer d'une manière étroite à nos destinées nationales. Elle doit également concilier les intérêts divergents qui existent entre les différents membres qui la composent et ce n'est point là la moindre tâche comme l'a noté la Conférence Impériale de 1934.

Il est certain que les colonies ne sont rentables que si elles enrichissent solidairement la métropole et ses dépendances. Or, cette solidarité d'intérêts n'est point un fait naturel, mais exige une construction progressive et continue au moyen de durs sacrifices, de renoncements, de limitations réciproques consentis dans un souci élevé de la communauté française.

« Une politique d'Empire n'est point chose spontanée, ainsi que nous le voyons à l'existence des antagonismes qui divisent les relations franco-coloniales actuelles. Une politique d'Empire implique coordination, intervention et équilibre continu, selon un plan d'ensemble déterminé, elle est la négation même d'un système libéral » (2).

Voilà les raisons pour lesquelles l'organisation impériale française n'a point connu le succès en 1935 mais il est certain que la vraie destinée de la France est et demeure « impériale », qu'il n'y a pour elle, hors de la notion d'Empire, ni progrès, ni salut et qu'elle doit s'attacher, enfin, à « penser impérialement ».

La France doit coordonner ses efforts dans ce but et non plus les disperser au hasard de ses conquêtes, comme elle l'a trop fait, hélas, jusqu'à présent. L'Empire doit devenir une réalité tangible, fut-ce même au prix de quelques sacrifices consentis par la métropole, et pouvoir ainsi opposer son organisation constructive aux divers blocs économiques en présence de par le monde.

(2) René HOFFHERR : « Comment organiser une économie française d'Empire », dans *Politique Etrangère*, numéro d'avril 1938.

La sauvegarde de l'économie tant métropolitaine que coloniale doit nous inciter gravement à recourir à cette voie de salut suprême: organiser notre Empire. Il faut nous y engager avec foi, utiliser enfin au maximum toutes nos ressources présentes, mettre résolument les 100 millions d'êtres solidaires dans le monde, capital et travail unis, à l'œuvre commune de la prospérité française.

*
* *

Nous nous proposerons, au cours de cette étude, ramenée à un horizon moins vaste: celui de l'Indochine, d'exposer le délicat problème des relations commerciales de l'Union Indochinoise avec la Métropole.

Nous nous efforcerons de mettre en lumière, en une première partie, les différentes sphères de l'action économique qu'a entreprise la France sur sa terre d'Asie dans le but d'assurer le développement de ses échanges commerciaux avec elle.

Nous verrons, à cet effet, que sa politique douanière n'a évolué que légèrement avec le temps: la dernière loi organique des douanes, la loi du 13 avril 1928 n'étant que la suite logique des lois de 1892 et de 1910, basées déjà sur le principe de l'assimilation.

La politique monétaire que la métropole a suivie en Indochine relève encore de la même idée, bien que son intervention en 1930 se soit effectuée sur la pression de circonstances en passe de devenir catastrophiques. L'argent-métal voyait la confiance millénaire

dont il avait été entouré jusqu'alors, s'effriter peu à peu; les nations d'Extrême-Orient se tournant délibérément vers le métal-or plus stable et beaucoup plus commode pour leurs échanges.

A un examen attentif de la politique économique de mise en valeur de l'Union Indochinoise, il appert également que la Mère-Patrie n'a point agi, surtout dans les débuts, sans une arrière-pensée égoïste d'hégémonie économique.

L'action combinée de ces trois grands facteurs devait inévitablement exercer une influence profonde sur l'orientation du commerce extérieur de l'Indochine. Nous rechercherons et nous décrirons à cet effet dans une seconde partie, les changements multiples survenus dans les échanges commerciaux de l'Union Indochinoise. Nous verrons que le commerce de la colonie s'est orienté peu à peu dans le cadre de la Métropole et ses possessions en délaissant par trop les débouchés magnifiques de l'Extrême-Orient.

C'est en posant la question: Quel est l'avenir du commerce franco-indochinois? que nous terminerons cette étude. Nous verrons que les perspectives de développement réciproque des échanges entre la métropole et sa colonie sont encore vastes, surtout dans le sens colonie-métropole; car dans le courant inverse se dresse la grave menace, pour la France, d'une colonie qui cherche et aspire grandement à s'industrialiser devant les magnifiques richesses encore inexploitées de son sous-sol et de son sol.

Certes des liens économiques étroits doivent exister entre la Métropole et sa colonie, mais organiser

n'est pas synonyme d'imposer sa propre organisation. La France doit, définitivement, se départir des dernières pensées égoïstes d'hégémonie qu'elle a puisées dans l'histoire du passé et poursuivre avec foi et confiance, la politique d'association qu'elle inaugura en Indochine dès l'après-guerre et qui porte déjà des fruits si magnifiques qu'elle fait l'admiration de tout le monde colonial étranger.

PREMIÈRE PARTIE

L'action économique de la France en Indochine

L'activité de la Métropole dans une colonie est des plus diversifiée. Elle s'exerce aussi bien sur le plan social et politique que sur celui de l'économie. Par des mesures adroites et bien appropriées elle étend et renforce son autorité à l'intérieur du pays, tandis qu'elle s'efforce d'acquérir la sympathie ou mieux l'amitié de l'indigène en le soulageant de ses misères physiologiques ou en le mettant à l'abri des aléas quotidiens d'une existence parfois difficile.

Si, à ces deux points de vue, la France colonisatrice se montre éprise d'une pensée altruiste à l'égard des différents peuples de son Empire; il semble bien qu'il n'en soit point de même sur le plan économique, le seul qui nous intéresse présentement. Les souvenirs lointains du pacte colonial hantent encore l'esprit du législateur et derrière le vernis de libéralisme qui enveloppe les diverses sphères de l'activité économique de la France à l'égard de ses possessions, se cache une arrière pensée d'égoïsme, d'hégémonie métropolitains.

Sa politique douanière, en effet, où domine le principe de l'assimilation tend beaucoup plus à favoriser son propre commerce que celui de ses colonies.

La politique monétaire qu'elle poursuit à l'égard de ces dernières, dans un but précis d'unification de monnaie à l'intérieur de l'Empire, relève de l'idée de faciliter et de renforcer les rapports de dépendance des colonies vassales à la Métropole suzeraine.

La politique économique même, n'échappe point à cette arrière-pensée, bien que plus faiblement, car la mise en valeur et le développement économique d'une colonie bénéficient beaucoup plus aux sujets français qui voient ainsi leur niveau de vie s'élever d'autant et leurs conditions d'existence s'améliorer, qu'aux intérêts plus ou moins proches de la Métropole.

Voyons, relativement à l'Indochine, ces trois aspects de l'activité économique de la Métropole.

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE DOUANIÈRE

Pour apprécier le système douanier actuel de l'Indochine et par suite son influence sur les relations commerciales entre la métropole et cette colonie, un exposé historique de ce régime est indispensable afin de le situer dans l'évolution des idées, des faits et des lois.

SECTION I

De la conquête à la loi du 13 avril 1928

Sous l'influence grandissante des idées de libéralisme, qui venaient, par le traité franco-anglais du 23 janvier 1860, de marquer un renversement de l'orientation de la politique commerciale de la France, le Gouvernement Impérial étendit à nos possessions coloniales l'application des théories libre-échangistes.

Ce fut l'œuvre de la loi du 3 juillet 1861, renforcée quelques années plus tard par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866: ils abrogeaient implicitement les derniers vestiges subsistant alors du pacte colonial.

Cependant la Cochinchine, dont la conquête était inachevée, fut tenue à l'écart de ces dispositions nou-

velles, bien qu'elle put se prévaloir, pour ses importations dans la métropole, du décret du 6 octobre 1862. Ce dernier admettait en franchise tous les produits des colonies autres que les sucres, mélasses non destinées à être converties en alcool, les confitures et fruits confits au sucre et au miel, le café et le cacao.

Quant aux importations en Cochinchine des marchandises françaises et étrangères, le régime de la porte ouverte était la règle courante à l'exception des alcools, armes et poudres qui donnaient lieu à la perception de taxes locales relevant du régime de l'octroi de mer.

Cette politique libre-échangiste dura ainsi une vingtaine d'années. Mais sous l'influence de plus en plus manifeste du principe protectionniste et aussi devant les résultats peu encourageants obtenus durant cette période, une évolution, vers 1883, apparut dans la politique douanière coloniale. Deux projets d'instauration d'un régime douanier protecteur en Indochine furent successivement abandonnés, l'un en 1884, l'autre en 1885. Les milieux administratifs et parlementaires hésitaient entre l'application d'un tarif spécial primitivement proposé et celle du tarif métropolitain. Le conflit devait être tranché deux années plus tard, grâce à un amendement proposé, lors de la discussion du budget de 1887, par les députés protectionnistes de la Seine-Inférieure.

Le régime douanier de l'Indochine se trouva défini dans l'article 47 de la loi de finances du 26 février 1887, ainsi conçu :

« Les produits étrangers, importés dans la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam, le Tonkin seront soumis à partir du 1^{er} juin 1887, aux droits inscrits au tarif général de la Métropole.

« Des règlements d'administration publique détermineront les produits qui, par exception à la présente disposition, seront l'objet d'une tarification spéciale et les localités où les entrepôts pourront être établis ».

Ainsi le Parlement s'était prononcé pour l'assimilation alors que les milieux coloniaux auraient souhaité l'essai d'un système préférentiel octroyant, non la franchise aux importations métropolitaines, mais seulement des pourcentages de réduction sur le tarif appliqué aux produits étrangers.

Les exceptions au tarif général des douanes métropolitaines, furent déterminées par le décret du 8 septembre 1887, pris après avis du Conseil d'Etat. Des erreurs de taxation furent commises, le taux souvent en fut exagéré. Aussi cette première assimilation aboutit-elle à un désastre pour l'économie de la jeune colonie : importations et exportations fléchirent aussitôt, une crise commerciale apparut, les faillites se multiplièrent... (1).

Devant les unanimes protestations des colons, soutenus par les Chambres de commerce de Saïgon et de Haïphong, le décret du 9 mai 1889, en son article 1^{er} remplaça le tableau annexé au décret précédent du 8 septembre 1887, par un nouveau tarif et des apai-

(1) De 1887 à 1888 les importations tombèrent de 59 millions et demi de francs à 42 millions pendant que les exportations fléchissaient durant la même période de 30 millions de francs.

sements furent donnés aux milieux indochinois en attendant l'élaboration d'une nouvelle loi douanière.

Ce ne fut qu'au début de l'année 1892, exactement le 11 janvier, que cette loi fut votée. Elle posa le principe de l'assimilation douanière des colonies à la Métropole: franchise réciproque des produits métropolitains et coloniaux sauf exception, application aux produits étrangers pénétrant en Indochine des droits prévus par la législation métropolitaine sauf dérogations adoptées, soit sur la demande du Conseil de Gouvernement de l'Indochine, soit sur l'initiative du Gouvernement Général, mais après consultation du Conseil de Gouvernement, par un règlement d'administration publique, sous le contre-seing du Ministre des Colonies et du Ministre du Commerce (art. 4 et 3, alinéa 4 de la loi du 11 janvier 1892).

L'application de cette loi en Indochine eut lieu par le décret du 29 novembre 1892, auquel était annexé le tableau des dérogations. Mais sous l'influence grandissante du protectionnisme les tarifs métropolitains furent l'objet d'une revision générale en vertu de la loi du 29 mars 1910. Cette réforme, rehaussant sensiblement le tarif général et le tarif minimum, atteignait par contre-coup l'Indochine dans ses relations avec les pays étrangers, ses fournisseurs; aussi le législateur, dans son article 7, permit-il à la colonie de conserver ses dérogations à condition qu'elles fussent rendues publiques par décret. Le décret du 30 juin 1911 arrêta donc le tableau des exceptions admises pour l'entrée en Indochine des produits étrangers.

La guerre allait tout remettre en question, la France, en effet, devant les difficultés qu'elle traversait, dut, par la loi du 6 mai 1916, prohiber l'entrée des marchandises étrangères et augmenter ses droits de douane. Elle le fit par de nombreux décrets rehaussant les tarifs et par l'adoption du système des coefficients de majoration des prix des diverses marchandises en conformité avec la hausse.

L'Indochine, à vrai dire, se trouvant être dans une situation moins critique que celle de la Métropole, et commerçant surtout avec ses voisins asiatiques, ne promulgua que partiellement ces multiples décrets. Même un de ces derniers, en date du 6 janvier 1921 a admis en Indochine, sans coefficient de majoration, certaines marchandises étrangères énumérées dans un tableau annexé. En outre il y a lieu de noter que l'Indochine, à l'exemple de la Métropole et des Puissances étrangères, a inauguré en 1920 une politique de rehaussement de son tarif spécial en vue de le mettre en harmonie avec le niveau général des prix.

SECTION II

La loi du 13 avril 1928

Cette loi douanière de 1892 était en butte à de nombreuses critiques, tant de la part des coloniaux que des métropolitains. On y dénonçait l'unilatéralité de l'assimilation en faveur de la France et l'arbitraire dans la répartition entre colonies assimilées et colonies non assimilées sans considération des contingen-

ces locales. Ce mouvement d'opinion a suscité diverses initiatives de réforme du régime douanier colonial qui s'épanouirent surtout aux congrès coloniaux et qui furent l'objet de nombreuses délibérations des Chambres de commerce, tant métropolitaines que coloniales.

Le projet de loi qui est devenu la loi du 13 avril 1928 n'a pas fait l'objet de sérieuses discussions devant les Chambres. A peu de choses près, elles ont voté sans modification les textes proposés par la Commission des douanes (2).

Détailler cette loi ne rentre point dans notre programme, d'ailleurs des auteurs éminents (3) l'ont commentée en termes excellents avant nous, aussi nous ne pouvons qu'en souligner les caractéristiques essentielles, reportant nos lecteurs aux ouvrages précités pour une analyse plus approfondie.

I. — MAINTIEN DE LA DUALITÉ DES RÉGIMES DOUANIERS COLONIAUX

La loi du 13 avril 1928 n'a pas bouleversé le régime douanier des colonies, comme l'y invitaient des groupements divers. Elle a maintenu la dualité de régimes douaniers inaugurée par la loi du 11 janvier 1892 tout en y apportant certains assouplissements. L'Indochine demeurerait ainsi sous le régime de l'assimilation malgré les protestations et les vœux émis par les Chambres de commerce de Saïgon et Hanoï.

(2) In *Journal Officiel* du 21 avril 1928, page 4606.

(3) Cf. ALLIX et LECERCLE: *Traité des douanes*, tome I (1932). — TOURNAN: *Le nouveau régime douanier colonial* (1928).

II. — RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LES COLONIES

Le double principe de l'admission en franchise douanière de la totalité des produits importés, d'une part, dans les Colonies du premier groupe par la France et l'Algérie, d'autre part en France et en Algérie par ces mêmes Colonies, est posé en termes excluant toute ambiguïté par l'article 2 de la loi.

III. — RELATIONS ENTRE COLONIES ET ETRANGER

La loi du 13 avril 1928 dans son article 4 confirme l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892 qui édictait l'identité du tarif douanier applicable aux produits étrangers importés dans les territoires de la Métropole et des Colonies du premier groupe. Nous lisons, en effet, dans cet article: « Les droits à l'importation en tarif général et en tarif minimum ainsi que les prohibitions d'entrée du tarif des douanes de la Métropole, sont applicables aux produits étrangers importés dans les colonies du premier groupe.

L'article 5 contient, relativement aux dérogations apportées au tarif métropolitain, une modification à la procédure jusqu'alors suivie en cette matière:

Sous le système de la loi de 1892, quand une colonie sollicitait une dérogation, les pouvoirs publics métropolitains n'étaient pas contraints de répondre, en outre la nécessité de recourir à l'avis du Conseil d'Etat était une source de retards préjudiciables. Devant ces inconvénients renforcés du fait de la dua-

lité d'initiative en la matière de la part des Conseils locaux des Colonies et du Gouvernement métropolitain, la loi du 13 avril 1928 remania complètement la procédure particulière instituée pour leur obtention.

Elle supprima, tout d'abord, cette double source d'initiative, en édictant, article 5, § 1 « les Conseils locaux pourront solliciter que, par dérogation au tarif de la Métropole, des produits déterminés soient l'objet, dans la colonie, de tarifications spéciales ». Il se posait alors une question fort importante en ce qui concerne les délais impartis d'une part au Gouvernement local pour l'application d'une loi de douanes et d'autre part au Gouvernement métropolitain pour statuer sur les demandes de dérogation.

La loi a résolu le problème en accordant aux Colonies, pour présenter leurs demandes de dérogations, un délai maximum de quatre mois à partir de la promulgation dans la Métropole. Elle n'accorda au Gouvernement, pour statuer sur ces demandes, qu'un délai maximum de trois mois à compter de l'arrivée du dossier au Ministère des Colonies.

Si les demandes de dérogations sont formulées dans le délai utile c'est-à-dire avant la promulgation des tarifs dans la Colonie, elles ont, à l'égard des articles qui en font l'objet, un effet suspensif sur l'obligation de promulgation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur admission ou sur leur rejet.

La nature de ce délai est essentiellement de suspendre pendant quatre mois l'application du tarif métropolitain, aussi son expiration n'entraîne-t-elle point déchéance pour la Colonie de la faculté de pré-

senter plus tard des demandes d'exceptions : ainsi en découle-t-il de la lecture de l'article 5 « Il (article) permet aux colonies intéressées de demander à toute époque des tarifications spéciales, soit entièrement nouvelles et dérogeant, pour la première fois au tarif métropolitain, soit destinées à modifier un tarif spécial déjà en vigueur. »

En outre la loi du 13 avril 1928 a simplifié la forme du décret qui accorde la dérogation. Il n'est plus besoin d'un décret, pris en Conseil d'Etat, comme l'exigeait la loi de 1892, un décret simple suffit à condition toutefois qu'il soit rendu après avis conforme des autres ministres intéressés, et qu'il soit revêtu du contre-seing du Ministre des Colonies. Cette simplicité dans la procédure a pour but d'éviter les longs retards connus autrefois et qui provenaient de l'examen devant le Conseil d'Etat.

En vue de combattre cet « abus du silence » du Gouvernement, relativement aux sollicitations de dérogations fournies par les Colonies, la loi de 1928 innova en admettant le principe de l'approbation tacite automatique (4), par l'expiration du délai, des délibérations des Conseils locaux « Faute par le Gouvernement métropolitain de s'être prononcé dans le délai imparti sur les dites demandes, les délibérations des assemblées locales relatives à cet objet seront considérées comme approuvées. »

Le dernier paragraphe de l'article 5 de la loi du

(4) René THÉRY : Questions douanières. Rapport présenté à la Semaine de la politique commerciale. Exposition Coloniale Internationale de Paris, 1931.

13 avril 1928 institue, à l'inverse de la loi de 1892, le principe de la relativité constante du tarif métropolitain et des tarifs coloniaux. Ceux-ci doivent se modeler sur celui-là, suivant ses pourcentages d'augmentation ou de diminution ; mais les colonies conservent toutefois la faculté de demander, suivant la procédure ordinaire, les dérogations qu'elles estiment opportunes en ce cas.

Il pare ainsi à la situation anormale dont l'industrie métropolitaine avait été maintes fois victime, sous la législation de 1892 qui considérait le tarif spécial des colonies, une fois accordé, comme définitif et non susceptible de modification corollaire à l'évolution subie par le tarif métropolitain.

IV. — RELATION DE COLONIE A COLONIE

Reprenant pour son compte les grands principes contenus dans l'article 5, paragraphe 2 de la loi du 11 janvier 1892, le Législateur a maintenu ces dispositions en édictant que les produits originaires d'une colonie française, importés dans une autre colonie, bénéficieront dans cette dernière de la franchise douanière, sous réserve de l'accord des stipulations des traités internationaux. De plus il a étendu cette franchise intercoloniale même aux territoires africains placés sous notre mandat.

V. — PRODUITS ÉTRANGERS RÉEXPÉDIÉS
APRÈS NATIONALISATION

L'article 8 de la loi fixe le régime des produits étrangers, réimportés dans un territoire français après avoir acquitté déjà les droits de douane lors de leur première entrée sur un autre territoire français.

Sous l'empire de la loi du 11 janvier 1892 on distinguait alors trois catégories :

1° Régime de la franchise pour les produits étrangers qui, introduits en France ou en Algérie et nationalisés par le paiement des droits, étaient réimportés dans une colonie assimilée ou non.

2° Paiement de la différence entre les droits de la seconde et de la première colonie pour les produits étrangers qui, introduits dans une colonie, étaient réexpédiés dans une autre.

3° Acquit des droits du tarif métropolitain pour les produits étrangers qui, après avoir acquitté les droits dans une colonie, étaient introduits en France ou en Algérie.

Cette différence était injuste et trop rigoureuse pour la troisième catégorie, la loi de 1928 y remédia en soumettant les articles qu'elle contenait au même régime que ceux de la deuxième catégorie.

Cette innovation libérale laissait cependant subsister un défaut de réciprocité entre la première catégorie et les deux autres désormais confondues. La loi de 1928 intervint une fois de plus en étendant aux produits de la première catégorie le régime appliqué

aux articles de la deuxième. L'article 8 de la loi dit, en effet : « tous les articles nationalisés par le paiement des droits dans un territoire français, sont soumis à l'entrée dans un autre territoire français, au paiement du supplément des droits établis dans le second territoire en plus de ceux qu'ils ont déjà acquittés en entrant dans le premier. »

VI. — INTERVENTION DU PARLEMENT

L'article 12 de la loi soumet à la ratification des Chambres les décrets statuant sur toutes les demandes de dérogations au tarif métropolitain ainsi que les délibérations des assemblées locales considérées comme approuvées, en vertu de l'alinéa 4 de l'article 5, après silence gardé par le Gouvernement durant le délai imparti. Cette ratification par le Parlement a surtout pour but de permettre une critique à la tribune des mesures prises par un Gouvernement qui ne se préoccuperait pas suffisamment de maintenir l'unité de vues dans les relations économiques entre la Métropole et ses Possessions.

SECTION III

Les particularités du régime indochinois

Dans les sections précédentes nous avons étudié la formation et l'évolution du régime douanier des colonies assimilées. Nous avons vu que la loi du 11 janvier 1892, tout en posant le principe de l'assimilation, permettrait aux colonies d'y déroger. La législation

de 1928 est venue faciliter encore l'exercice de cette faculté, en renforçant le droit d'initiative des Conseils locaux des colonies, en organisant une procédure plus simple et plus rapide pour l'obtention de ces dérogations, en imposant au Gouvernement un délai de réponse, dont le défaut vaut autorisation.

L'Indochine, colonie assimilée, forme avec la Métropole, l'Algérie et les Colonies une véritable union douanière. Les échanges entre ces diverses portions du territoire français s'effectuent en franchise réciproque de tous droits de douane sauf, bien entendu, pour le cas où un acte international ne permet point l'application de ce régime.

Cette franchise a toujours existé pour les produits métropolitains pénétrant en Indochine, mais depuis la loi de 1928, qui proclama en termes formels la franchise des droits de douane, elle est aussi devenue complète pour les produits indochinois exportés en France.

A l'égard des relations suivies par l'Indochine avec les pays étrangers, la législation de 1928 a permis une extension des dérogations dans l'application du régime douanier de la Métropole. En l'absence de ces dernières, en effet, les importations d'origine étrangère en Indochine sont soumises aux droits prévus par le tarif métropolitain, prohibitions d'entrée, prohibitions de sorties inscrites à ce tarif sont applicables également au territoire indochinois bien plus, d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, les règlements douaniers de la Métropole sont applicables *ipso facto* aux colonies assimilées. Aussi toutes les modifica-

tions : relèvement ou réduction de droits, abrogation ou création de prohibitions, introduites dans le régime organique des douanes par des lois ultérieures s'étendent-elles à ces colonies.

L'Indochine s'est empressée tout naturellement de revendiquer le bénéfice de ces dérogations, en invoquant la nécessité d'adapter plus exactement le nouveau tarif à ses besoins économiques.

I. — LE TARIF SPÉCIAL INDOCHINOIS

Se conformant à l'article 5 de la loi nouvelle, le Gouvernement Général de l'Indochine, avant de promulguer dans la colonie le régime douanier innové, consulta les assemblées locales sur l'opportunité d'une application immédiate et complète de ce tarif ou de dérogations à y apporter. En outre il était nécessaire de mettre le tarif douanier indochinois en harmonie avec le tarif métropolitain remanié récemment par des conventions passées avec l'Italie, le 26 janvier 1927 et le 7 mars 1928, avec l'Allemagne le 27 août 1927 et la Belgique le 23 février 1928, ainsi que par la loi du 2 mars 1928.

Le Service des Douanes et Régies d'Indochine élaborait un projet de tarif qui, après examen favorable du Conseil colonial et des Chambres de commerce et d'agriculture de la colonie, fut approuvé par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 23 novembre 1928.

Ce projet comprenait deux groupes de positions :

1° Le premier contenait tous les articles pour lesquels la colonie acceptait les droits du tarif métropolitain, conformément à l'article 4 de la loi du 13 avril 1928. Il fut promulgué par l'arrêté du 25 décembre 1928, complété par l'arrêté du 10 juillet 1929.

2° Le second groupe comprenait les autres postes du tarif pour lesquels des dérogations avaient été demandées.

Pour ces derniers, conformément à l'article 5, alinéa 2 de la loi du 13 avril 1928, la promulgation et l'application du tarif métropolitain restèrent suspendues jusqu'à la décision du Ministre des Colonies. Les anciens coefficients et la majoration de 30 % restaient provisoirement applicables.

Le tarif spécial, approuvé par le décret du 29 juin 1929 fut promulgué dans la colonie par l'arrêté du Gouvernement Général du 10 juillet 1929 (5).

Devant les facilités de procédure accordées par la loi du 13 avril 1928 les demandes de dérogations furent beaucoup plus nombreuses que par le passé. Des changements furent ainsi sollicités pour 300 postes environ, ils ne soulevèrent point trop de difficultés de la part du Gouvernement français car dans leur ensemble, ils comportaient des demandes de droits plus élevés que ceux de la Métropole, ce qui procurait à l'économie métropolitaine un surcroît de protection à l'égard des produits étrangers importés en Indochine.

Cependant on dut recourir à de nombreux échanges de vue entre métropolitains et coloniaux avant

(5) In *J. O. de l'Indochine française* du 10 juillet 1929, p. 2405.

d'aboutir à un accord conciliant les intérêts en conflit pour deux articles dont le projet envisageait une réduction des droits d'entrée: d'une part, les caisses en bois contreplaqué destinées à l'exportation du caoutchouc, d'autre part, les tissus de coton imprimés.

Le tarif spécial indochinois suit la nomenclature du tarif métropolitain tout en éliminant les articles qui n'intéressent pas ses échanges avec les pays étrangers.

Sa spécialisation est assez poussée puisqu'il comprend 1.300 rubriques; dont 101 exemptions et 6 prohibitions; en outre il se divise comme le tarif métropolitain, en deux colonnes: tarif général et tarif minimum. Le tarif général frappe tous les articles énumérés au tarif spécial pour lesquels n'existe pas de convention de commerce étendue à l'Indochine. Le tarif minimum s'applique aux produits étrangers qui bénéficient en Indochine, en vertu de traités de commerce, du tarif minimum.

Ainsi le tarif spécial indochinois présente, comme le tarif métropolitain, le caractère d'autonomie. Cette qualité réserve à la colonie la liberté de demander des modifications à son tarif spécial, de solliciter des dérogations pour des articles nouveaux, en un mot de le remanier à tout moment pour le tenir toujours conforme aux besoins économiques présents de l'Union indochinoise.

Aussi n'y a-t-il point lieu d'être étonné, outre mesure, devant le nombre de plus en plus grand de demandes de dérogations qui ont été formulées depuis quelques années par le Conseil de Gouver-

nement de l'Indochine. A l'inverse du tarif général, en effet, le tarif spécial est indépendant à l'égard de la législation douanière de la Métropole, n'en subissant pas les modifications qui y sont apportées : tels les relèvements ou les réductions de droits.

Or, l'Union indochinoise, après avoir connu une dépression économique qui avoisina, à certains moments, la catastrophe, se trouve avoir retrouvé depuis plus d'une année non seulement son équilibre vital, mais encore une activité économique des plus encourageantes. C'est bien en vue de faciliter cette reprise, constatée par la progression constante de son commerce extérieur, que le Conseil de Gouvernement de l'Indochine adressé au Ministre des Colonies ces demandes de dérogations portant indistinctement sur des réductions de droits de sortie (décret du 27 mars 1937 sur l'exportation d'Indochine d'animaux vivants) sur des réductions de droits d'entrée (décret du 22 mai 1937 visant application en Indochine du décret du 20 octobre 1936 portant réduction de droits de douane dans la Métropole) ou sur des fixations de contingents.

L'Union indochinoise recherche actuellement la stabilité dans ses tarifs douaniers très naturellement, elle est amenée à élargir son tarif spécial tout en majorant certains droits de douane dans un but de protection des industries de la colonie : telles la porcelaine, faïence, poterie, soie et papier.

II. — DROITS DE SORTIE

Les Economistes ne parviennent jamais à s'entendre unanimement sur l'utilité des droits de sortie. D'une façon générale ils condamnent cette pratique comme peu conforme au mouvement des échanges internationaux et seulement justifiable dans le cas où le pays qui les établit jouit d'un monopole ou d'un quasi-monopole pour la production de certains articles (tels le nickel pour le Canada, le café pour le Brésil) à condition toutefois que le taux en soit modéré.

Cependant il ne fait plus de doute que ces droits de sortie appliqués à un pays neuf qui s'industrialise, permettent, sans supprimer complètement l'exportation comme le fait la prohibition, de la maintenir à un étiage en rapport avec les facultés de production et les besoins de consommation du pays. Ils procurent au Trésor, en outre, des ressources d'une certaine importance. Finalement les nécessités budgétaires des diverses colonies ayant primé l'intérêt commercial poussèrent le législateur à étendre ces droits de sortie. Ainsi, à l'égard de l'Indochine, par un arrêté du 9 septembre 1878, complété par celui du 19 septembre 1883, nous établissions un droit de sortie de 15 cents par picul de riz exporté de Cochinchine. C'était le premier pas vers une extension souhaitée par le Gouvernement local, malgré les véhémentes protestations des exportateurs et des Chambres de commerce, en particulier celle de Saïgon. Dès 1896 la liste de ces produits taxés et le montant des droits de sortie étaient fixés dans un tableau annexé au dé-

cret du 24 mars 1896, rendu sur avis de la Commission permanente du Conseil du Gouvernement.

Jusqu'alors les droits de sortie tenaient à la fois des taxes locales et des droits de douane, ce qui avait le double inconvénient de grever les relations intérieures et d'empêcher les expéditions vers la Métropole. Pour parer à ces deux entraves de tout essor économique l'Administration locale obtint du Gouvernement métropolitain le décret du 29 décembre 1898, qui unifiait les taxes de sortie pour tous les pays de l'Indochine et leur donnait la forme légale des droits de douane. Toutes les sorties, à destination de la France et des colonies, étaient exemptes, sous l'obligation du transport en droiture.

Après la guerre une revision de tarif s'imposait d'autant plus que l'établissement de ces droits était effectué en franc et non en piastre, ce qui présentait les plus grands inconvénients pour le commerce et le budget. Le décret du 24 mars 1926 devait apporter la réforme souhaitée en donnant d'une part la liste des produits taxés et d'autre part le montant des nouveaux droits libellés désormais en piastre indochinoise.

La crise que connut l'Indochine ces diverses années devait encore en ce domaine exercer une influence profonde et remettre tout en question. Pour parer, en effet, à la déficience de son commerce, pour rendre son activité plus conforme à ses besoins actuels et pour stimuler ses exportations le Gouvernement local eut recours à une diminution ou même en certains cas à une suppression totale de ces droits de sortie. C'est

ainsi tout d'abord qu'un décret, en date du 14 mars 1931, vint exempter de tout droit l'exportation de l'anthracite ainsi que celle du riz et ses dérivés, cette mesure fut rendue indispensable par suite de l'attitude du Japon qui, pour protester contre l'application à ces produits de droits trop élevés, s'abstenait de les importer. Or, le Japon, surtout en ce qui concerne le charbon, avait toujours été jusqu'alors le principal client de l'Union indochinoise et il lui importait souverainement qu'il le demeura à l'avenir.

Cependant devant le résultat désastreux qui s'ensuivit pour les finances de l'Union, on dut rapporter ce dernier décret tout au moins partiellement pour le riz. Un nouveau décret en date du 25 septembre 1933, promulgué le 30 du même mois, rétablissait une taxe de sortie sur les paddys, riz et dérivés exportés, allant de 0,8 % à 6,4 % ad valorem.

Ce fut surtout à partir de 1935 qu'on assista à des demandes de suppression de droits de sortie ou à leur diminution. Divers articles du tarif de sortie se trouvèrent supprimés : le cacao par le décret du 5 novembre 1933, les porcs et cochons de lait par le décret du 27 mars 1937 (6), les nattes de chine, le cunao (couleur), le poivre, par ceux du 21 avril 1937 (7), les pâtes et saumures de poisson par le décret du 25 août 1937 (8), les graisses de poisson par celui du 17 février 1938 (9).

(6) *J. O.* du 2 avril 1937, p. 3834.

(7) *J. O.* du 25 avril 1937, p. 4669.

(8) *J. O.* du 31 août 1937, p. 10002.

(9) *J. O.* du 19 février 1938, p. 2103.

D'autres articles ont vu leur droit de sortie en légère diminution: éléphants, buffles, bœufs, volaille morte et vivante, les poissons salés ou fumés, la cannelle.

Aujourd'hui les seuls produits imposés sont: les chevaux, les bœufs, les buffles, la volaille vivante ou morte, les éléphants, les soies, les nids d'hirondelle, les poissons frais ou salés, les ailerons de requin, les crevettes sèches ou en pates, les biches de mer, les coquillages, le maïs, le riz en paille, paddy, cargo et blanc, brisures et farines de riz, les sucres, cannes à sucre et mélasse, la cannelle, les amones et cardamones, les huiles et sucres végétaux, la badiane, le coton brut, les joncs, roseaux et rotins bruts et les pierres calcaires.

III. — DROITS DE TRANSIT

Dérogeant aux principes admis par la plupart des législations douanières le transport en transit des marchandises étrangères à travers le territoire indochinois donne lieu à la perception d'un droit.

Ce droit de transit qui figurait déjà dans les décrets du 7 septembre 1887 et 9 mai 1889, a été maintenu par le décret du 29 novembre 1892 sous forme d'une détaxe de 80 % sur les droits du tarif à l'importation qui seraient perçus si la marchandise entraient en Indochine pour y être livrée à la consommation (10).

(10) *Bulletin de l'Agence économique de l'Indochine*: numéros de novembre 1930 et juillet 1931.

Un décret du 8 novembre 1922 décida que le calcul de la taxation se ferait non sur les tarifs métropolitains sensiblement relevés par le décret du 28 mars 1921, mais sur les anciens tarifs encore en vigueur. La Commission permanente du Conseil de Gouvernement de l'Indochine, voulant simplifier le calcul et la perception de ces droits, proposa aux termes d'une délibération en date du 15 janvier 1931 :

1° qu'à une taxation spécifique portant sur des droits périmés soit substituée une taxation de 4 % ad valorem.

2° et que, pour éviter les contestations inhérentes à la détermination des valeurs, ces dernières soient fixées chaque année par une commission spéciale.

Le gouvernement métropolitain n'étant pas intervenu pendant le délai qui lui était imparti, le Gouvernement général par l'arrêté du 2 mai 1931 a promulgué en Indochine cette délibération.

Les marchandises chinoises transitant en Indochine étaient soumises, conformément à la convention franco-chinoise de Tien-Tsin (25 avril 1886), à une taxe ad valorem de 2 %. Le nouveau traité, que nous avons passé à Nankin le 16 mai 1930 l'a réduite à 1 % et même il accorde la franchise à certaines matières premières, mais seuls bénéficient du tarif de faveur en transit les produits chinois arrivant dans un port indochinois, sous connaissance direct, nonobstant transbordement en cours de route.

SECTION IV

La politique de soutien

Lorsque la loi du 11 janvier 1892 posa le principe de l'assimilation des colonies, on crut qu'une compensation suffisante leur était accordée par l'admission à des droits réduits ou en franchise de leurs produits dans la Métropole. A la vérité il y eut, peut-être, équivalence dans les sacrifices consentis à l'origine : la Métropole renonçant sur le sucre et les denrées coloniales, originaires de nos possessions, à une partie appréciable, puis à la presque totalité de recettes fiscales importantes et nos Territoires d'outre-mer acceptant, par l'assimilation, le renchérissement du coût de la vie ; mais devant la crise on s'aperçut que l'équivalence ainsi établie n'était qu'un leurre.

L'insuffisance de la protection des produits coloniaux s'est plutôt révélée indirectement par la fermeture des marchés étrangers, manifestation du bouleversement économique mondial. La Métropole ne s'était jusqu'alors qu'en partie ravitaillée dans ses possessions du fait de la mise en valeur tardive et lente de nombre d'entre elles ; or, les débouchés extérieurs qui s'étaient élargis un peu partout durant les années de prospérité, se contractèrent de plus en plus pour disparaître enfin en partie...

Nos possessions se tournèrent alors vers la Métropole pour lui demander le secours de son marché, mais pour déloger des adversaires aussi solidement établis sur notre sol et en raison de leur organisation

ancienne à prix de revient aussi bas, sinon plus que ceux de nos Possessions, la libre concurrence était impuissante.

C'est ainsi qu'apparut le problème réel, déjà angoissant. Il pouvait sembler assez imprévoyant de laisser annihiler toutes nos tentatives de mise en valeur..., tous nos efforts de réalisation économique et sociale. D'ailleurs nous étions placés au mieux, pour constater que des organismes viables s'étaient déjà édifiés grâce à des protectionnismes opportuns au cours des années de crise (11).

Aussi devant ces besoins vitaux pour l'avenir de ses Colonies et devant la grande responsabilité qui lui incombait en tant que Nation colonisatrice, la France créa la politique de soutien. Cette nouvelle protection envisagée à l'égard de la production coloniale pour lui permettre la conquête des marchés métropolitains, se présente comme le symétrique de la protection accordée par les Colonies assimilées à la production métropolitaine. Le problème des relations commerciales franco-coloniales évolue ainsi vers des formules d'équité économique.

Toutes les mesures, aussi nombreuses que diversifiées, que le Gouvernement métropolitain mit en œuvre au cours de ces huit dernières années, oscillent autour de ces quatre grandes idées maîtresses :

1° Accroissement de la protection des denrées coloniales par augmentation des droits de douane sur les produits étrangers importés.

(11) Des mesures locales de soutien avaient été prises au cours des crises précédentes par les Gouvernements coloniaux (pendant guerre en Indochine notamment).

2° Système de la priorité d'admission en faveur des produits coloniaux.

3° Contingentement pur et simple des importations étrangères.

4° Taxes spéciales atteignant certaines marchandises importées et versées à des caisses de répartition de primes.

Le relèvement des droits de douane fut la première solution adoptée par le législateur métropolitain. Solution traditionnelle en la matière, mais qui ne laisse pas, le plus souvent, de frapper le consommateur qui voit le prix des denrées s'enfler d'une quantité égale.

La priorité d'admission n'a point ordinairement ce défaut puisque le but de la politique de soutien est d'assurer avant tout la stabilité des débouchés coloniaux beaucoup plus que d'accroître les prix. A qualité égale et à prix sensiblement égaux, on donne la préférence aux produits coloniaux.

Le contingentement pur et simple des produits étrangers est encore une de ces solutions que la pratique administrative imagina pour pallier au plus pressé qui était de protéger avant tout les débouchés coloniaux dans la Métropole, sans se soucier des conditions dans lesquelles ces produits se présentaient sur le marché ni des contingences locales.

Toute autre est la quatrième catégorie de mesures. Nous pouvons dire que là vraiment la France a fait « œuvre impériale » en édictant ces taxes spéciales à certains produits importés sur le marché continental, car elles permettent, de stimuler véritablement

une production à ses débuts, puisque les ressources qu'elles fournissent sont essentiellement prélevées sur l'étranger tant qu'il est prépondérant sur notre marché. Elles ne heurtent point trop les accords commerciaux et lorsqu'elles ne sont plus payées que par le producteur colonial, ce dernier s'efforce d'en obtenir la suppression.

Cette mesure intéresse tout particulièrement l'Union indochinoise puisqu'elle touche au coton, au caoutchouc, au café, sisal et manioc. tous produits, surtout les trois premiers, connus par l'agriculture indochinoise.

Pour toutes ces cultures coloniales les primes sont régies, dans leur grande ligne tout au moins, par les mêmes règles : chaque trimestre la comparaison est faite entre le prix de revient du produit colonial considéré rendu en France, tous frais payés et les cours pratiqués sur le marché métropolitain pendant le trimestre précédent. La différence est, en principe, couverte par la prime, mais dans la mesure où les disponibilités le permettent. Le taux des primes varie ainsi en cours d'année et d'une Colonie à l'autre et ces primes sont suspendues dès que l'équilibre s'est établi entre le prix de revient et les cours de vente.

Nous allons voir pour deux produits : le caoutchouc et le café le fonctionnement d'un tel organisme qui s'avéra excellent dans la pratique.

I. — PRIME AU CAOUTCHOUC

La loi qui se trouve être à la base du système actuel fut promulguée le 31 mars 1931 (12). Elle créait dans chacune des Possessions coloniales intéressées, une caisse de compensation alimentée, au prorata des exportations du caoutchouc produit par chacun de ces territoires, par une taxe spéciale perçue à l'entrée en France du caoutchouc, brut ou refondu en masse, ainsi que des produits manufacturés à base de caoutchouc pour la proportion forfaitaire de caoutchouc qu'ils renferment.

La taxe spéciale fut fixée par les décrets du 3 novembre 1931 et du 26 janvier 1933 ainsi que par le décret-loi du 12 juillet 1934 à 30 francs aux 100 kilogrammes pour le caoutchouc brut ou refondu en masse et de 12 à 18 francs aux 100 kilogrammes pour le latex liquide ou concentré. Le produit de la taxe est entièrement réparti par le Ministre des Colonies, entre les caisses coloniales de compensation sans que cette répartition donne lieu à l'ouverture de crédits budgétaires.

En outre pour assurer la continuité du fonctionnement des caisses de compensation, la loi a prescrit que les exportations de caoutchouc donneraient lieu obligatoirement au versement aux dites caisses de ristournes trimestrielles lorsque le cours moyen durant les derniers mois dépasserait de 3 francs le prix de revient. Ces ristournes sont calculées comme suit :

4 % du cours moyen trimestriel pour des prix de

(12) In *J. O.* du 4 avril 1931, p. 3820.

vente supérieurs de 3 à 5 francs au prix de revient; 6 % pour les prix supérieurs de 5 à 7 francs; 8 % pour les prix supérieurs de 7 à 9 francs; 10 % pour les prix supérieurs de plus de 9 francs au prix de revient.

Le calcul du cours moyen trimestriel fut modifié par le décret du 19 mars 1937 (13) en son article premier: « Le cours moyen trimestriel est, pour le caoutchouc de plantation, la moyenne des cours cotés à Londres au comptant pour le caoutchouc « feuille fumée » gaufrée pendant le trimestre précédent; et pour le caoutchouc sylvestre, la moyenne des mêmes cours affectée d'un coefficient de réfaction de 25 % ».

Le prix de revient en Indochine du caoutchouc ayant été déterminé à 4 francs 50 le kilogramme, le taux de la prime à payer par la caisse de compensation pour les quantités de caoutchouc exportées de la Colonie à compter du 4 avril 1931 fut fixé successivement:

2 ^e trimestre 1931.....	2 fr. 09 par kg.	
3 ^e trimestre 1931.....	2 fr. 85	—
4 ^e trimestre 1931.....	3 francs	—

Pour 1932: 1 ^{er} trimestre	3 francs par kg.	
2 ^e trimestre	2 fr. 50	—
3 ^e trimestre	2 fr. 50	—
4 ^e trimestre	1 fr. 50	—

(13) In *J. O.* du 24 mars 1937, p. 3462.

Pour 1933: 1 ^{er} trimestre	1 franc	par kg.
2 ^e trimestre	1 franc	—
3 ^e trimestre	1 franc	—
4 ^e trimestre	1 franc	—
Pour 1934: 1 ^{er} trimestre	0 fr. 60	par kg.
2 ^e et ss.	0 fr.	—

Le prix de revient ayant été atteint par le prix moyen de vente, la prime se trouva être supprimée dès lors et même devant la hausse des cours de Londres le fonctionnement des ristournes s'en trouva facilité grandement.

En outre le Gouvernement Général de l'Union indochinoise prit un arrêté créant un droit spécial sur le caoutchouc brut exporté (14), ce droit est assis sur la valeur ou produit dont le taux effectif légèrement progressif varie entre 1 et 4 %.

Pour justifier l'établissement de ce droit fiscal, le Gouverneur Général invoqua l'aide qu'apportèrent les Finances publiques à l'hévéaculture aux heures difficiles: « Les cours du caoutchouc se sont, depuis l'entrée en vigueur de l'accord de Londres, sensiblement élevés, ils réservent actuellement aux planteurs une marge intéressante de bénéfice (15), il est équitable que la fiscalité indochinoise renforce la participation de la collectivité à ces produits ».

(14) Décret du 20 janvier 1937 in *J. O.* du 27 février 1937, p. 2538.

(15) En septembre 1937, on cotait sur le marché de Londres le crêpe 8,38 deniers par livre anglaise (454 gr.) contre 6,03 deniers en 1935.

Par contre par le même décret, le Président de la République, homologuait l'arrêté du Gouverneur Général qui exemptait le caoutchouc brut, utilisé dans la Colonie, de la taxe générale intérieure.

II. — PRIME AU CAFÉ

La consommation du café n'a jamais cessé de croître en France, elle oscille, aujourd'hui, autour de 200.000 tonnes par an. Il n'est donc pas inutile d'insister sur la nécessité impérieuse pour le Gouvernement de tendre tous ses efforts vers une intensification de la production du café dans nos colonies.

En outre, il était urgent d'intervenir en faveur de nos colons incapables de résister à la concurrence des producteurs sud-américains, leur production étant encore beaucoup trop faible pour être d'un poids quelconque dans l'établissement des cours internationaux (20.000 tonnes contre la production massive du Brésil qui dépasse le million de tonnes), ils ne purent donc que subir les cours mondiaux, bien inférieurs à leur prix de revient (16).

D'abord soutenus par les Gouvernements locaux, les planteurs durent faire appel aux Pouvoirs Publics dès que l'ampleur de la crise eut réduit très fortement les ressources fiscales de ceux-là. L'aide qu'ils envisageaient, n'engageait pas les finances publiques, elle se bornait à réclamer du Gouvernement un

(16) On enregistra une baisse de 800 francs par quintal en l'espace de deux ans : de 1.200 francs en mai 1928 à 400 francs en août 1930.

relèvement des droits de douane, les réajustant au coefficient de dévalorisation de notre monnaie.

Avant guerre, en effet, les droits frappant les cafés étrangers, entrant en France étaient de 136 francs au quintal, notre monnaie s'étant dépréciée des $\frac{4}{5}$, il eut été logique que les droits fussent portés à 680 francs. Or, ils ne l'ont été seulement qu'à 231 francs; par contre les cafés des Colonies françaises, tout comme les cafés étrangers et contrairement à toute équité sont frappés d'un droit de consommation de 1 fr. 80 au kilog.

Cette solution ne fut point retenue par le Gouvernement. La loi du 31 mars 1931 a établi comme pour le caoutchouc, sous la forme légèrement différente d'un compte particulier, le système des primes de compensation de la différence entre le prix de revient du café et son cours moyen trimestriel de vente.

La loi du 31 mai 1931 complétée par le décret-loi du 12 juillet 1934 avait fixé la taxe spéciale à 10 francs par quintal de café en fèves et à 15 francs par quintal de café torréfié ou moulu. La loi du 13 août 1936 renforça cette taxe; la portant à 20 francs aux 100 kilog. bruts pour les cafés en fèves ou pellicules et à 30 francs aux 100 kilogs bruts pour les cafés décaféinés, torréfiés et moulus. Le produit de cette taxe, réparti par le Ministre, entre les diverses colonies productrices de café, est versé à un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésorier payeur de la Colonie, sur lequel est également imputé le paiement des primes.

Depuis 1931 le taux des primes fixé trimestriellement par arrêté du Gouverneur Général connut les variations suivantes :

1931	1 ^{er} trimestre	1 fr. 50 par kg.
	2 ^e trimestre	1 fr. 50 —
	3 ^e trimestre	1 fr. 50 —
	4 ^e trimestre	1 fr. 50 —
1932	1 ^{er} trimestre	1 fr. 50 par kg.
	2 ^e trimestre	1 fr. 25 —
	3 ^e trimestre	0 fr. 90 —
	4 ^e trimestre	0 fr. 90 —
1933	1 ^{er} trimestre	1 fr. 60 par kg.
	2 ^e trimestre	0 fr. 80 —
	3 ^e trimestre	0 fr. 90 —
	4 ^e trimestre	1 fr. —
1934	1 ^{er} trimestre	0 fr. 55 par kg.
	2 ^e trimestre	0 fr. 10 —
	3 ^e trimestre	0 fr. 10 —
	4 ^e trimestre	0 fr. 10 —
1935	1 ^{er} trimestre	0 fr. 10 par kg.
	2 ^e trimestre	0 fr. 10 —
	3 ^e trimestre	0 fr. 20 —
	4 ^e trimestre	0 fr. 20 —
1936	1 ^{er} trimestre	0 fr. 60 par kg.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La crise mondiale a attiré l'attention des gouvernements et des peuples sur l'importance du facteur monétaire dans la vie économique de chaque nation. L'Indochine n'a point échappé à cette loi universelle et même croyons-nous le problème monétaire a soulevé et soulève encore en Indochine des discussions et des polémiques plus âpres que partout ailleurs. Cela tient à son passé, et aussi il faut bien le dire, à notre politique monétaire qui fut plus souvent imposée que librement acceptée par les Indigènes.

SECTION I

La piastre indochinoise jusqu'à sa stabilisation

Lors de la pénétration du corps expéditionnaire en Indochine, la monnaie courante en circulation pour les échanges entre indigènes était représentée par les « Sapèques ». Ces pièces de cuivre ou de zinc, de forme ronde et percées en leur milieu d'un trou carré, pouvaient être réunies sous forme de chapelet en « ligature » qui comprenait suivant les régions de

600 à 1.000 pièces. L'or et l'argent figuraient aussi dans la circulation, sous forme de lingots, mais ils n'étaient employés que pour les règlements importants.

En outre les Espagnols qui commerçaient alors beaucoup avec l'Indochine, y avaient introduit « la piastre aux colonnes » dite « Carolus », qui circulait à peu près uniquement dans les ports, en raison de la présence des commerçants chinois. Cependant cette monnaie n'existait pas en quantité suffisante pour satisfaire aux exigences de l'essor des transactions. Le Commandant français dut alors introduire dans la Colonie, les anciennes piastres mexicaines, auxquelles le cours légal fut conféré en 1862; six années plus tard, une nouvelle piastre mexicaine dite « à l'aigle » jouit du même avantage. De plus d'autres monnaies étrangères firent aussi leur apparition: ducats hollandais et les « trade dollars » américains.

La situation monétaire se trouvait compliquée par la circulation de ces différentes espèces de pièces: en raison de leur diversité de poids et de titre, des opérations de change s'imposaient et entraînaient une spéculation intensive. Aussi, dès 1864, le Gouvernement français, voulant simplifier le système et désireux de rapprocher le régime monétaire local du régime métropolitain, avait introduit l'écu de 5 francs dans la circulation avec l'équivalence d'un écu pour 90 centièmes de piastre. Cette tentative connut l'échec par suite de l'opposition du commerce indigène.

C'est alors que l'administration eut recours en 1878, à la création d'une piastre française dite « de com-

merce » de même poids et de même titre que le « trade dollar ». En pratique la frappe des nouvelles piastres ne commença qu'en 1885 car elle avait été précédée, dès 1879, par celle de ses subdivisions; mais en raison de leur forte teneur en argent les nouvelles piastres furent exportées ou passèrent dans le « sac de jute » des commerçants chinois. En vue d'éviter la disparition totale de la piastre de commerce, le Gouvernement français décida d'en réduire le poids et le titre, de 27 grammes au titre de 900 millièmes elle passa à 24 grammes 3 de fin. En outre la teneur en argent des monnaies divisionnaires fut réduite à 0,835. Enfin un décret du 29 décembre 1898 créa un droit « ad valorem » de 3 % sur les exportations de numéraire et de métaux précieux.

Alors qu'après plusieurs tentatives infructueuses, l'Indochine se trouvait, enfin, dotée d'une monnaie à étalon-argent, plusieurs Etats voisins retirèrent leur confiance au métal blanc: tels furent l'Inde dès 1893, le Japon en 1895, le Siam, les Settlements et les Philippines. Tous se tournèrent vers le métal jaune devant la chute de l'argent qu'on essaya vainement d'enrayer. La situation monétaire devenait critique et pour y pallier le Gouvernement français réunit en 1903 une Commission interministérielle présidée par M. Doumergue. Elle concluait à la nécessité de dissocier le cours de la piastre de celui de l'argent métal.

Une des premières mesures qui s'imposaient, consistait à réglementer la circulation et l'importation des piastres mexicaines. Une double barrière empêcha leur circulation: le droit « ad valorem » de

3 % perçu à la sortie de la Colonie fut supprimé et l'importation de ces pièces fut prohibée. En outre, un arrêté du Gouvernement Général, en date du 3 janvier 1905 interdit l'exportation des lingots d'argent et des piastres françaises, qui, en raison de la démonétisation des piastres mexicaines, ordonnée par décret du 3 octobre 1905, restèrent la seule monnaie courante.

Ces mesures furent considérées comme les préliminaires d'une stabilisation par rapport à l'or. Ce ne fut, cependant qu'au début de 1914 que la Commission interministérielle, reprenant les dispositions essentielles sises dans le rapport dressé par M. DETIEUX, étudiait un projet qui devait permettre d'effectuer la stabilisation dans le courant de l'année 1916.

La guerre empêcha la réalisation de ce projet, qui prévoyait la création d'une caisse de garantie grâce à un emprunt de 90 millions de francs, autorisé par le Parlement en 1913. « Grâce à cet emprunt et aux fonds que nous pourrions laisser provisoirement dans la Métropole, le Gouvernement Général de l'Indochine se trouvera vis-à-vis de la France créancier de sommes qui constitueront une véritable caisse de garantie. Nous constituerons nous-mêmes en Indochine une réserve permanente d'une dizaine de millions que la Direction des finances trouve suffisante pour stabiliser la piastre » (1).

En l'absence de cette stabilisation si désirable, on vit la piastre passer, d'août 1914 à novembre 1918,

(1) Déclaration du Gouverneur général de l'Indochine, M. Albert SARRAUT, à « *l'Information* » le 11 février 1914.

de 2 fr. 50 à 4 francs, avec un maximum de 4 fr. 75 en août-septembre 1918. Cette hausse s'accroît dans les premiers mois de 1919 et le cours de 5 francs fut atteint le 30 avril puis ce mouvement s'accroissant par la suite, on cota 10 fr. 70 le 3 novembre pour atteindre le 13 février 1920 le cours le plus élevé: 16 fr. 50. A ce moment les variations changèrent de sens et les cours baissèrent régulièrement, sauf de rares soubresauts, pour retrouver sensiblement la même cote qu'au début de 1919.

« La hausse de la piastre avait eu pour causes, celle des prix en or du métal-argent, la dépréciation du franc et un excédent important des exportations. La baisse fut entraînée par la chute verticale du métal-blanc et par la crise économique mondiale de 1920-1921 » (2).

Cette situation n'était pas sans créer des répercussions profondes sur toute l'économie indochinoise; aussi ces différentes fluctuations de la devise locale n'avaient pas laissé le Gouvernement français indifférent? Plusieurs mesures fort importantes furent prises au cours des années de l'après-guerre.

Outre des solutions de détail, telles que des aides à des entreprises ou à des colons, dont la situation était gravement compromise, il y avait lieu d'étudier une réforme complète du système monétaire. C'est ce que firent successivement la Commission Outrey convoquée par le Gouvernement Général: M. Albert

(2) Roger SOURDILLE dans « La baisse du métal-argent et ses répercussions sur le système monétaire indochinois », p. 174.

SARRAUT en mai 1919 et la Commission interministérielle réunie en juillet-août de la même année.

« Cette dernière, d'accord avec la Commission Outrey, demanda :

1° Que l'on donnât à la piastre un taux nominal qui devrait être égal au taux réel du jour où commencerait la réforme, ou très voisin de ce taux.

2° Que l'on décidât, en cas de hausse ultérieure de la piastre, le cours forcé des billets.

3° Que l'on procédât sans tarder au tirage et à la mise en circulation de coupures divisionnaires de 10, 20 et 50 cents et que l'on préparât la frappe d'une monnaie divisionnaire métallique, notablement moins riche que la monnaie actuelle.

4° Que l'on arrêtât définitivement la frappe de la piastre actuelle et que l'on préparât la fabrication d'une nouvelle piastre qui, en principe devrait contenir un poids d'argent fin sensiblement égal à celui du strait dollar, soit 12 gr. 13 de fin » (3).

On hésitait à proclamer le cours forcé, dans la crainte qu'une telle mesure n'entraîne des troubles graves. Mais devant la continuation de la hausse spéculative, le Gouverneur Général Long fut contraint à le faire : ce fut l'objet de la convention du 20 janvier 1920, entrée en vigueur le 27 mars. Par cette convention le Gouvernement Général s'engageait à fournir à la Banque de l'Indochine à la fin du cours forcé, la contre-partie des piastres pour lesquelles elle n'aurait pu se couvrir, pour faire face à la totalité des demandes qui lui auraient été présentées. Le Gou-

(3) SOURDILLE, ouvrage cité, p. 79.

vernement Général se réservait le droit d'abroger le cours forcé au jour choisi par lui, de plus il pouvait diminuer ses risques en achetant avec les piastres sans contrepartie, dont il était crédité, une couverture en or.

La Banque ne conservait ainsi qu'un rôle d'exécution dans l'émission des billets, effectuée au compte du Gouvernement Général qui se substituait entièrement à elle, conformément à l'arrêté du 27 mars 1920.

Le cours forcé prit fin en janvier 1922 lorsque, après reconstitution de l'encaisse métallique de la Banque, le Gouverneur Général put, au moyen des deux arrêtés des 31 décembre 1921 et 11 janvier 1922, mettre fin au régime de l'inconvertibilité des billets.

Entre temps la Commission Berrue, qui avait été chargée par l'arrêté du Gouverneur général LONG, du 5 juin 1920 « d'établir et d'adresser au Gouvernement Général un rapport sur la situation monétaire et sur l'opportunité d'une réforme à y apporter » avait terminé ses travaux. Elle concluait à la nécessité d'adoption de l'étalon-or sur un taux de la piastre compris entre 3,50 et 4 francs-or; cette réforme devait se trouver facilitée du fait que la colonie en possession d'un stock important d'or et de devises-or pouvait se constituer un fonds de garantie au moins égal à 20 millions de francs-or.

La Commission Berrue avait insisté sur l'urgence de la réforme; or, cette dernière ne fut effectuée que dix ans plus tard, par le décret du 31 mai 1930. Ce

retard apporté à la réforme était dû à la situation monétaire de la Métropole. Le franc, en effet, après avoir subi de multiples variations de cours, se trouva stabilisé enfin par la loi du 25 juin 1928 et il avait paru bon au Gouvernement de ne point effectuer pendant ce temps la réforme de la piastre indochinoise. Mais le franc stabilisé, rien ne devait entraver la réforme immédiate de la piastre. M. Octave HOMBERG, déclarait en juillet 1928 à *La Dépêche coloniale*: « Il ne sert à rien de la retarder. Qui nous dit que si nous attendons quelques mois, de brusques variations de l'argent ne nous y acculeront pas de la façon la plus dommageable? ».

Les événements allaient bientôt permettre la réalisation de ces prévisions: de juin 1928 à décembre 1929 l'argent subissait, en effet, une baisse de 21 %, rétrogradant de 27 d 1/2 à 21 d 7/8; la devise indochinoise se trouva entraînée par la baisse du métal: de 12 fr. 95 en juin 1928 elle passa à 11 fr. 10 en juin 1929 et 10 francs en décembre 1929.

Par suite du retard apporté à effectuer la réforme, la perte qui devait résulter pour les capitaux publics de la vente de l'argent destiné à être remplacé par de l'or était estimée dès juin 1929 à plus de cent millions de francs. La mesure la plus urgente qui s'imposait alors, consistait à arrêter la baisse de la piastre car les conséquences extrêmement graves de celle-ci concernaient:

1° Les charges budgétaires, en raison des emprunts contractés en francs avant la guerre et celles des emprunts futurs; elles augmentaient arithmétiquement en proportion de la baisse de la monnaie.

2° Les traitements des fonctionnaires fixés en piastres ayant une valeur diminuée, comporteraient des relèvements d'un ordre de grandeur comparable à l'augmentation générale du coût de la vie, estimée déjà en juin 1928 à 15 %.

3° Les pertes importantes subies par les importateurs qui avaient accumulé des stocks au cours des années précédentes.

4° L'épargne constituée en piastres métalliques ou en billets par les Indigènes (4).

Le remède proposé consistait à « dissocier sans tarder la piastre de l'argent », c'est-à-dire à proclamer de nouveau le cours forcé des billets. Le précédent de 1920 permettait de s'inspirer des procédés employés à cette époque en donnant au Gouvernement Général les pouvoirs nécessaires pour lui permettre de fixer lui-même le taux de la piastre et en autorisant un emprunt dont une partie serait affectée à la création d'une « Caisse de stabilisation ». A ces deux conditions M. le député OUTREY y ajoutait une troisième consistant à obtenir le renouvellement du privilège de la Banque de l'Indochine, qui disposait des réserves nécessaires à l'achat des devises indispensables aux opérations de stabilisation.

SECTION II

La stabilisation de la piastre

C'est en mai 1929 que le Gouvernement Général entrait en rapport avec la Banque pour étudier avec

(4) SOURDILLE, ouvrage cité, p. 94.

elle les opérations préparatoires à la stabilisation et pour en régler les modalités. Le projet qui fut admis posait le principe de la reprise en charge par le Gouvernement du stock métallique en excédent des besoins et de la totalité des avoirs argent détenus par la Banque, en vue de les convertir en devises-or.

Le succès de l'opération était soumis à sa réalisation rapide, afin d'éviter la spéculation; aussi dès la signature de la convention ainsi passée le 16 novembre 1929, des ventes d'argent furent effectuées et la piastre qui le, 31 décembre 1929, cotait 9 fr. 85, remonta facilement pour se fixer le 10 janvier 1930 à 10 francs.

Un communiqué du Gouvernement Général inséré le 14 janvier dans la presse de l'Union, exposait la situation: « Aux termes d'une convention intervenue en novembre dernier, la Banque de l'Indochine s'était engagée, dès que certaines conditions seraient réalisées, à satisfaire tous les besoins normaux du marché des changes en pratiquant l'achat et la vente au comptant et à vue de francs sur Paris à des cours ne s'écartant pas de plus de 1 % en plus ou en moins d'un taux de base qui lui aurait été préalablement indiqué. Un stock important de devises-or ayant pu être constitué au cours du dernier mois, le taux de 10 francs a été, conformément aux dispositions qui précèdent, indiqué à la banque d'émission. La stabilisation de fait de la piastre se trouve ainsi réalisée ».

La stabilisation légale pouvait intervenir, elle fut opérée par le décret du 31 mai 1930 (5).

(5) *Journal Officiel de l'Indochine* du 7 juin 1930. — *Journal Officiel de la République Française* du 1^{er} juin 1930.

D'après l'article premier de ce décret la piastre stabilisée est constituée par un poids d'or de 655 milligrammes, au titre de 0,900, soit en réalité 589,5 milligrammes d'or fin, ce qui donne l'équivalent de 10 fr. français, selon la définition de la loi du 25 juin 1928. Il ne parut point nécessaire de mettre des pièces d'or en circulation, les billets étant admis couramment par la population indigène. Cependant pour faciliter les échanges, un décret postérieur, en date du 12 août 1930 (6), institua une pièce métallique en argent.

Conformément à l'article 2 la Banque de l'Indochine est tenue d'assurer aux porteurs et à vue la convertibilité en or de ses billets, mais que pour une valeur minima, fixée postérieurement au décret précité, de 50.000 piastres. Elle a, d'ailleurs, la faculté de livrer cet or à Paris, sous déduction des frais de transport et d'assurance de Saïgon à Paris qui sont de l'ordre de 12 pour mille. En outre « la Banque est tenue d'acheter de l'or aux guichets de sa succursale de Saïgon, sur la base d'une piastre par 655 milligr. d'or au titre de 0,900 et sans retenir d'intérêt; elle a la faculté de retenir au vendeur les frais de monnayage au tarif de la monnaie de Paris, les frais d'essai sont à la charge du vendeur » (7).

Par modification au régime antérieur, l'encaisse de garantie égale précédemment au cinquième du montant cumulé des billets en circulation et des dépôts a été porté au tiers (8).

(6) Cf. *Journal Officiel* du 19 août 1930, p. 9623.

(7) Article 2 in fine du décret du 31 mai 1930.

(8) Article 3 du décret précité.

Pour éviter un changement trop brusque dans les habitudes de la population, on maintint en circulation avec pouvoir libératoire illimité l'ancienne piastre du commerce. Cette mesure entraînait pour la Banque l'obligation de la rembourser à un prix supérieur à celui de l'argent fin qui y était contenu; la perte qui en résultait était à la charge du Gouvernement Général (9). Un arrêté du Gouvernement Général du 12 novembre 1931 (10) fixa au 31 décembre 1931, la date à partir de laquelle la piastre de commerce cesserait d'avoir cours légal entre les particuliers, et d'être reçue dans les caisses publiques.

Les caractéristiques de la nouvelle piastre, monnaie fiduciaire, furent données par le décret du 12 août 1930, promulgué dans la colonie par arrêté du 6 septembre 1930 (11). Elle est constituée par un poids d'argent de 20 grammes, au titre de 0,900 et a un diamètre de 35 millimètres. Les subdivisions, créées par un arrêté du Gouverneur Général du 11 novembre 1930 (12) comprennent des pièces de 20 et 10 cents en argent, au titre de 0,680; elles pèsent respectivement 5 grammes et 2 gr. 5 et ont un diamètre de 26 et 19 millimètres.

Ce ne fut que sept années plus tard, en mars 1937, que le Gouvernement Général mit en circulation sur le territoire de l'Union les pièces de 50 cents, réclamées par le commerce depuis plusieurs années déjà. La pièce de 50 cents, représente exactement en poids

(9) Article 4 du décret précité.

(10) *Journal Officiel de l'Indochine* du 14 novembre 1931.

(11) *Journal Officiel de l'Indochine* du 20 septembre 1930.

(12) *Journal Officiel de l'Indochine* du 19 novembre 1930.

13 gr. 15 et en teneur argent, au titre de 0,900 la moitié de l'ancienne piastre-argent dite: « piastre de commerce ».

En outre dans le but de favoriser la diminution du coût de la vie pour la population indigène et dans le souci de faciliter les minimas transactions commerciales des indigènes, pour qui le cent actuel est souvent une unité trop forte, le Gouvernement général jugea utile de remplacer les sapèques qui n'avaient plus cours par une nouvelle monnaie de billon: la pièce d'un demi cent.

Ces nouvelles pièces, fabriquées avec le métal provenant de l'ancienne monnaie de billon française qui n'a plus cours à l'heure actuelle dans la Métropole, sont établies sur le modèle de l'ancienne pièce française de 5 centimes en cupro-nickel, trouée en son milieu. Elles présentent comme caractéristiques poids 3 grammes; diamètre: 19 millimètres; épaisseur: 1 mm. 2.

L'accueil fait à cette réforme fut des plus contradictoires. Le taux de la stabilisation de la piastre à 10 francs entraîna des critiques de sens d'ailleurs opposé: les uns le trouvant trop bas, les autres trop élevé. Cependant, dans l'ensemble, le taux de 10 fr. avait été accepté (13) cela tenait surtout au fait que la piastre devenait une des monnaies les moins chères d'Extrême-Orient (14) et favorisait ainsi les expor-

(13) Général MANJOT dans « *Asie française* » d'octobre 1930: « Le budget et le commerce indochinois ».

(14) Poids comparatifs de quelques autres monnaies à l'époque:

Dollar britannique de Malaisie	854 milligr. d'or fin		
Peso des Philippines	812	—	—

tateurs qui se trouvaient en meilleure situation vis-à-vis des producteurs de riz de Birmanie et du Siam. Ce furent, cependant, les riziculteurs qui menèrent la campagne la plus vive contre la stabilisation, la déclarant responsable de la mévente des riz indochinois car, dirent-ils « le cours mondial du riz étant fixé en monnaie-argent par le marché chinois et la stabilisation étant survenue à un moment où la chute du métal-argent réduisait de moitié les possibilités pour certains clients de l'Indochine d'acheter avec une monnaie d'argent dépréciée, leur riz payé dorénavant en or aux producteurs annamites, il était inévitable que de graves perturbations ne naquissent dans l'économie indochinoise » (15).

D'aucuns proposèrent alors une réduction de 50 % de la nouvelle valeur de la piastre afin de permettre aux producteurs de riz indochinois de concurrencer les pays voisins qui, à la faveur des répercussions apportées sur leurs monnaies nationales par la chute de la livre, en septembre 1931, s'étaient emparés du marché chinois. En outre bénéficieraient grandement de cette nouvelle mesure les débiteurs (16) qui, ayant contracté au temps de la prospérité de fortes dettes, auraient trouvé intérêt à rembourser en une

Baht du Siam	665	—	—
Guilder des Indes néerlandaises	604	—	—
Piastre indochinoise	589	—	—
Roupie des Indes britanniques	549	—	—

(15) Lettre ouverte adressée au Gouverneur général par le Président du Syndicat des riziculteurs de Cochinchine, publié par *L'Opinion* du 18 décembre 1931.

(16) Surtout les agriculteurs annamites.

monnaie dont la baisse facilitait l'acquittement de leurs obligations envers leurs créanciers.

Aussi devant ces doléances nombreuses et contradictoires, le Ministre des Colonies, par un arrêté en date du 16 juin 1933, chargea une commission de trancher le débat: « étudier le problème de la remonetisation de l'argent en ce qui concerne l'Indochine et examiner les répercussions des fluctuations de l'argent-métal sur la situation économique de l'Extrême-Orient et spécialement l'Indochine ».

Dans son rapport la Commission conclût au maintien du statut-quo. Aux déstabilisateurs, elle répondit par des arguments d'ordre général et d'ordre particulier, leur énonçant que la stabilisation est la première qualité d'une monnaie et que l'on doit tout faire pour l'assurer; que la crise dans laquelle se débat l'Indochine ne lui est pas spéciale et n'est imputable, en aucune façon, à la stabilisation de sa monnaie. En outre, réfutant l'argumentation des riziculteurs indochinois, la Commission assure que l'abandon de l'argent n'est pas la seule cause d'abaissement des prix, car il est inexact de prétendre qu'ils sont fixés par le seul port de Hong-Kong; d'ailleurs les cours du riz ont également subi une forte réduction en dollar-argent. La baisse du riz est dû surtout à la substitution du blé au riz, en particulier en Chine, principal acheteur de la denrée asiatique.

Aussi malgré ces multiples doléances le Gouvernement métropolitain jugea bon d'affirmer que le taux de stabilisation de la piastre ne serait pas modifié. Il se refusa à discuter les données du problème et à

répondre aux arguments présentés par les déstabilisateurs. Les choses restèrent ainsi en l'état jusqu'au décret du 2 octobre 1936 (17).

SECTION III

La dévaluation de la piastre

Puisqu'en fait la piastre indochinoise avait été définie par un poids d'or dix fois supérieur à notre franc stabilisé par la loi du 25 juin 1928, elle était devenue un satellite de notre monnaie subissant son influence oscillatoire sans aucune réaction contraire. La dévaluation du franc, survenue alors en 1936, a eu son effet immédiat sur le taux de la piastre qui fut alignée avec le franc par une dévaluation exactement parallèle.

Ce fut l'œuvre du décret du 2 octobre 1936 qui, en son article 1, suspendit l'application des dispositions des articles 1 et 2 du décret du 31 mai 1930. Ce qui revient à dire que la piastre, stabilisée en 1930 au taux de 655 milligrammes au titre de 0,900, représentant alors une valeur de change de 10 francs, n'était plus désormais réglée sur une valeur-or fixe mais sur une relation fixe, avec le franc dévalué, de 10 francs nouveaux pour une piastre indochinoise. Ainsi la piastre abandonna l'étalon-or pour se fixer sur un étalon-franc qui lui-même n'était plus régi par le gold standard.

Conformément à l'article 3 du nouveau décret: la Banque de l'Indochine est tenue d'assurer la conver-

(17) *Journal Officiel* du 3 octobre 1936.

tibilité de ses billets en francs français sur la base de 10 francs français pour une piastre indochinoise jusqu'au jour où un décret, pris sur le rapport du Ministre des Colonies et du Ministre des Finances, fixera la nouvelle teneur en or de la piastre (18).

La piastre se trouve donc revenue à une situation analogue à celle où elle se trouvait avant le décret du 8 janvier 1895, qui lui attribuait pour la première fois une fixité en valeur-argent. « Toutefois muée, à nouveau, en monnaie fluctuante, ni le cours du métal, ni comme par le passé les cours de la livre, du dollar ou des monnaies asiatiques, n'influent sur son destin; elle est et elle sera liée aux oscillations du franc, tant que, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 2 octobre 1936, une nouvelle teneur en or ne lui aura pas été attribuée » (19).

La teneur en or de la nouvelle piastre n'ayant point été définie, les nouvelles mesures adoptées en juillet 1937 à l'égard du franc (20) ont été également étendues à la piastre. Aussi, en même temps que le franc voit sa valeur diminuer progressivement sur la cote des changes, la piastre, qui demeure immuablement stabilisée à 10 francs (21), suit la même courbe.

(18) Article 2 du décret du 2 octobre 1936.

(19) M. P.-B. DE LA BROUSSE dans un article : « Dévaluation du franc et piastre indochinoise », paru dans *Asie Française* de novembre 1937.

(20) Le décret du 30 juin 1937 (in *J. O.* du 1^{er} juillet, p. 7431) complété par celui du 22 juillet 1937 (*J. O.* du 23 juillet, p. 8335) supprime la limite inférieure de 43 milligrammes qui avait été fixée par la loi du 30 septembre 1936 et fait du franc une monnaie flottante.

(21) Le lien entre la piastre et le franc est devenu plus rigide depuis le 2 octobre 1936 qu'il ne l'était auparavant: la piastre étant alors définie par un poids d'or, sa valeur pouvait osciller entre les deux « gold points », environ de 3 pour cent. Depuis octobre 1936, ces

Or, durant la même époque, la livre sterling ne subit pas de fluctuations appréciables et par voie de conséquence la plupart des grandes monnaies d'Extrême-Orient, ses satellites, non plus, si bien que, stabilisée en fonction d'un franc, qui se déprécie par rapport à la livre, la piastre est dans la situation d'une monnaie qui, vis-à-vis de ses voisines d'Asie, s'affaiblit peu à peu (22).

L'Indochine, devant l'avilissement progressif de sa monnaie, sut tirer tous les avantages qu'une telle situation est susceptible de procurer. A l'inverse de la Métropole en proie à de sérieuses difficultés financières et commerciales, au budget en déséquilibre, à la balance des comptes en déficit, l'Indochine restaurait son économie et accroissait régulièrement ses échanges commerciaux avec l'étranger, tout en maintenant ou renforçant ses relations avec la métropole.

La culture cochinchinoise, en particulier, a bénéficié beaucoup de la chute de la piastre par rapport aux monnaies des pays d'Extrême-Orient vers lesquels se dirigent ses exportations. Celles-ci s'écoulent d'autant mieux sur les marchés de Chine, du Japon, des Indes Néerlandaises, que la monnaie de ces pays correspond à un nombre plus élevé de piastres.

Mais l'incertitude du sort de la piastre plonge un grand nombre de personnalités indochinoises dans

oscillations sont supprimées et le taux de conversion est fixé immuablement à 10 francs pour une piastre. Rapport Reynaud sur le budget des colonies, exercice 1938.

(22) Fin 1935 une piastre était à la cote des changes l'équivalent de 2 dollars de Hongkong. Fin 1937 les deux monnaies sont presque à parité, 1 piastre valant 1,2 dollar de Hongkong.

l'inquiétude et l'appréhension de l'avenir, d'autant plus que sous l'autorité énergique du Gouverneur Général PASQUIER l'assainissement financier du pays fut obtenu. L'Indochine, au budget en équilibre, à l'économie prospère, à la balance commerciale des plus satisfaisante verra-t-elle sa monnaie entraînée par une chute possible du franc de la métropole, au budget obéré d'un lourd déficit, à la balance des comptes défavorable? « N'est-il pas absurde de condamner sa monnaie à épouser fidèlement les variations de la monnaie française? N'est-il pas plus rationnel de lui restituer l'indépendance et de lui permettre de prendre, à la cote des changes, une valeur qui reflètera l'appréciation réfléchie de la situation locale » (23).

D'où ces vœux multiples et souvent contradictoires, émis par les Assemblées locales, réclamant une réforme à la situation présente... Les uns militant en faveur d'une monnaie-or stable et les autres en faveur d'une monnaie dont la valeur correspondrait à celle de la monnaie de Hong-Kong et du « taël des douanes » chinois.

Le Gouverneur Général BRÉVIÉ fit entendre des paroles sages en rappelant au Grand Conseil que si les aspirations de l'Indochine la portent à développer son commerce avec l'Extrême-Orient et plus spécialement la Chine, il ne faut point cependant perdre de vue les réalités: la France et ses Colonies sont devenues les meilleurs clients de l'Indochine. Il ajoute:

(23) G. PIROU dans: « La piastre et le franc ». *Revue d'Economie politique* de janvier 1938.

« Aussi est-ce bien le moment de soulever une question monétaire qui risque, à tout le moins, d'ouvrir une ère de difficultés avec le plus important acheteur de nos produits, surtout lorsque cet acheteur se trouve être la France qui a consenti tant de sacrifices pour nous venir en aide pendant les temps difficiles et graves que nous venons de traverser » (24).

(24) Discours prononcé par le Gouverneur Général Jules BRÉVIE à l'inauguration de la session 1937 du Grand Conseil des Intérêts Économiques et Financiers de l'Indochine.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Pendant qu'elle poursuivait ses « efforts d'assimilation », tant douanière que monétaire, la Métropole ne restait point inactive sur le terrain économique proprement dit. Cependant, en Indochine comme dans toutes les autres possessions, elle n'exerçait cette activité que d'une manière indirecte.

Il est, en effet, très curieux de constater que le Gouvernement Central se désintéresse toujours de ce problème pourtant si important de l'organisation économique d'une colonie. Alors que par ses interventions directes et répétées en matière de douane et de monnaie, il cherche à développer et faciliter les relations tant commerciales que politiques ou sociales entre la Métropole et ses colonies ; il abandonne l'initiative de l'édification et de l'organisation de la structure économique des diverses colonies aux Gouverneurs qui les dirigent.

Le Gouvernement métropolitain s'en remet ainsi à la sagesse de leurs décisions prises en considération des besoins et des capacités de chaque colonie. Cette politique n'est point sans inconvénient car chaque

Gouverneur qui séjourne quelques années dans une colonie laisse à son passage une empreinte de ses conceptions politiques ou économiques en contradiction, parfois, avec ses prédécesseurs. De là ce manque d'unité de vue dans la réalisation de mise en valeur grandement préjudiciable à tout essor économique.

Par une « politique d'Empire », le Gouverneur Général : Paul DOUMER, inaugurait en 1898 une mise en valeur technique de l'Indochine en la dotant d'un premier outillage économique, perfectionné par la suite surtout par M. Albert SARRAUT. Par une politique d'extension de crédit où s'illustra le Gouverneur PASQUIER, le Gouvernement local permit aux indigènes de vivre moins misérablement que par le passé, tout en assurant un développement plus intensif de l'activité économique de la colonie.

SECTION I

Développement de l'outillage économique

Les formes d'activité déployées par le Gouvernement Général dans ce but, furent des plus diversifiées. Nous pouvons les concrétiser autour de ces trois points essentiels : Voies de communication ; Travaux publics ; Services des Recherches.

I. — VOIES DE COMMUNICATION

L'Administration française n'a jamais perdu de vue le principe que la situation économique de l'Indochine et en particulier son commerce dépendent au-

tant du développement des voies de communication que des ressources naturelles et de la production proprement dite. Son effort a porté sur les voies de terre : routes et chemins de fer, et sur les voies d'eau : navigation fluviale et organisation des ports maritimes.

Les chemins de fer

Le rôle des voies ferrées est double en Indochine : à la fois d'ordre économique et politique. Elles marquent la réalité de l'Union indochinoise en lui donnant une empreinte de prestige et de force. La conception d'une telle œuvre remonte à 1898, époque à laquelle le Président DOUMER, alors Gouverneur Général, voulut assurer l'unité de l'Indochine par la construction du transindochinois.

Cette initiative d'une importance capitale pour l'essor économique de l'Union est en voie de réalisation. Les parties déjà construites sont considérables, il ne reste plus qu'à relier Saïgon à Pnom-Penh pour obtenir une voie continue depuis la frontière du Yunnan jusqu'à celle du Siam. L'inauguration, en effet, le 2 octobre 1936 du dernier tronçon de la voie ferrée entre Tuy-Hoa et Dai-Lanh marquera un date dans les annales de l'histoire de l'Indochine. Elle apporte le point final d'un travail de longue haleine : trente-huit années de labeurs presque continus au milieu de difficultés énormes, furent, en effet, nécessaires pour mener à bien cette œuvre magnifique.

Les premières réalisations furent, entre 1904-1914, le tronçon nord de Hanoï à Vinh ; le tronçon central de Tourane à Hué, avec prolongement sur

Quang-Tri et Dongha; le tronçon sud de Saïgon à Nhatrang. Construits sur les fonds d'un emprunt de 200 millions, émis à cet effet, ces trois tronçons laissaient entre eux une lacune au nord, entre Vinh et Dongha et une autre au sud, entre Tourane et Nhatrang.

Interrompus pendant la guerre, les travaux entrepris pour combler la première ne purent être achevés qu'en 1927, époque à laquelle fut ouverte à l'exploitation, la ligne entière de Hanoï à Tourane. Sur la deuxième lacune la construction ne fut commencée qu'en 1931, elle vient d'être terminée ce 2 octobre 1936, permettant ainsi la continuité du rail depuis la frontière chinoise jusqu'à Saïgon et mettant Hanoï à 36 heures de la capitale de la Cochinchine.

L'importance de ce long ruban d'acier s'annonce comme devant être des plus grandes: outre son rôle d'assurer l'unité politique du pays, il doit se montrer d'une grande utilité dans l'émigration Tonkin-Cochinchine et dans l'extension du commerce intérieur.

En 1936 l'Indochine française possède 2.680 km. de voies ferrées; mais le rail français s'étend en territoire chinois de Lao-Kay à Yunnanfou, sur 465 km. portant le total du réseau ferroviaire en exploitation à 3.145 km.

Les routes

La route est l'orgueil de la colonisation française, et l'Indochine le proclame. Avant notre arrivée elle ne connaissait que des pistes ou sentiers, impraticables.

bles durant la saison des pluies. « La fameuse route mandarine, commencée au début du XIX^e siècle par Gia LONG, pour cimenter l'unité des terres annamites fraîchement reconquises, n'était elle-même qu'une piste non empierrée; jalonnée de relais où l'on changeait de porteur, elle franchissait les éperons de la chaîne annamitique, par des sections à pente très raide, ou même par d'interminables escaliers... les rivières étaient passées en barque, la traversée durant plus d'une heure parfois sur les estuaires de l'Annam » (1).

La Cochinchine bénéficia la première de notre activité et les nombreuses routes tracées depuis trente ans ont permis la mise en valeur de la région et le développement des plantations. Les autres pays de l'Union étaient plus en retard dans leur aménagement routier que la Colonie du Sud et jusqu'en 1912 il n'existait pas de voies de communication d'intérêt général reliant les différents Etats de l'Union indochinoise.

A cette date, sous l'impulsion du Gouverneur Général SARRAUT, l'élaboration d'un vaste réseau routier fut dressée pour toute la colonie. Le budget général prit à sa charge les grandes voies d'intérêt commun et les différents réseaux se soudèrent les uns aux autres. L'arrêté du 18 juin 1918 détermina le classement des routes coloniales.

Les résultats actuels sont des plus encourageants pour l'avenir. Le réseau routier indochinois a plus que

(1) « L'Indochine Française » de M. Charles ROBEQUAIN. Librairie Armand Colin, Paris, 1935.

triplé depuis 1912, il comptait près de 35.000 km. de routes en 1936, dont 16.000 kilomètres environ sont empierrés ou même asphaltés; il faut y ajouter 8.500 km. de pistes praticables aux véhicules en saison sèche. Seulement, 200.000.000 de francs furent nécessaires pour mener à bien cette œuvre et l'effort indispensable pour conduire à son achèvement ce programme routier, condition de la mise en valeur du domaine agricole de réserve, doit s'étendre encore sur une dizaine d'années et nécessiter une dépense évaluée à 20.000.000 de piastres.

Ces grandes routes coloniales répondent à un intérêt général pour la colonie, résultant des nécessités économiques, administratives, politiques ou stratégiques. Leur nombre d'abord fixé à 19 sera progressivement porté à 24; la plus importante de toutes est la route n° 1. C'est la « route mandarine » qui s'étend de la Porte de Chine à la frontière du Siam et qui relie entre elles les quatre capitales: Hanoï, Hué, Saïgon et Phnom-Penh. Elle se développe sur une longueur de 2.585 kilomètres.

Avec le développement du réseau routier, l'automobilisme a fait en Indochine de rapides progrès. Le nombre des voitures en circulation est devenu considérable, surtout en Cochinchine et au Tonkin; en 1936 plus de 25.000 voitures automobiles étaient en circulation. Depuis 1920, les services automobiles de transport en commun connaissent un grand essor, les indigènes appréciant particulièrement ce moyen de locomotion. Ils font une vive concurrence aux chemins de fer, aussi le Gouvernement Général est-il

intervenu en 1933 (2) pour coordonner les transports routiers et ferroviaires.

Grâce à la souplesse de ses modalités et à la modicité des redevances qu'elle impose, la coordination n'a eu aucun effet fâcheux sur l'industrie des transports automobiles : aucune diminution du nombre de véhicules en circulation, mais un changement dans la répartition géographique des diverses entreprises, diminution du trafic routier sur les itinéraires desservis par le chemin de fer, augmentation sur les autres.

Nul doute que cette coordination rail-route, qui fut un succès en Indochine, ne permette un surcroît d'activité dont toute l'économie du pays en retirera un plus large profit.

Les voies d'eau

Avant la venue des Français, en raison de la grande indigence des voies routières et en l'absence de chemins de fer, il est naturel que les centres urbains internes se soient établis au bord des cours d'eau. L'activité des communications fluviales est démontrée amplement par la situation des grandes villes, généralement nées à des carrefours de voies d'eau.

L'action de la France en ce domaine n'a fait que confirmer cet état de choses antérieur et la construction des routes et des chemins de fer n'a, en fait, qu'amplifier le rôle de ces anciens centres urbains, sans en créer de nouveaux.

(2) Décret du 6 mai 1933, entré en application effective qu'au début de 1935.

Les voies d'eau naturelles navigables, complétées par des canaux artificiels, ne prennent un grand développement que dans les bassins inférieurs du Fleuve Rouge et du Sông Thai-Binh au nord, du Mékong et du Dong-Nai au sud. Les cours supérieur et moyen des fleuves et de leurs affluents ne sont que très exceptionnellement des voies d'eau praticables à la batellerie, sauf sur des biefs limités, généralement fermés par des rapides ou des gorges étroites. L'amélioration de ces voies naturelles par la fixation d'un lit mineur destiné à assurer un chenal navigable constitue un problème très ardu, du fait même des écarts considérables présentés par ces fleuves dans leur débit.

Le delta tonkinois et surtout les deltas du Mékong et du Dong-Nai sont couverts de canaux multiples qui se développent sur plusieurs milliers de kilomètres, les principaux ayant 40 mètres de large et une profondeur minimum de 2 m. 50.

La navigation y est des plus actives, le trafic fluvial des plus importants. D'ailleurs, le service des fleuves et des canaux est assuré par une batellerie importante de chaloupes à vapeur ou à moteur pour le transport de passagers, de jonques et de sampans pour le transport des indigènes et des marchandises. Des services réguliers fonctionnent tant sur le Fleuve-Rouge que sur les biefs navigables du Mékong, assu-

(3) Au Tonkin, les deux principales Sociétés de navigation sont : la Société de Chalandage et de Remorquage de l'Indochine (S.A.C.R. I.C.) et la Société des Transports maritimes et fluviaux (S.M.F.). — En Cochinchine : La Compagnie saïgonnaise de navigation et de transports.

rés par des sociétés de navigation fluviale bien outillées et subventionnées par le Gouvernement Général (3).

Les Ports

L'action de la Métropole ne s'est point bornée uniquement à cette extension de la navigation intérieure. Pendant qu'elle dotait sa colonie de toutes ces voies d'eau et en améliorait leur efficacité, elle poursuivait un effort, vraiment remarquable, de création ou d'aménagement de ports maritimes indispensables à tout essor commercial avec l'extérieur.

Saïgon, à l'arrivée des Français, n'était qu'un gros bourg défendu par une citadelle, mais où déjà les Chinois avaient concentré leurs magasins et dépôts de riz dont ils faisaient le commerce dans tout le delta. L'organisation de la double ville Saïgon-Cholon et du port fut immédiatement entreprise par les Amiraux. Dès 1859 l'Amiral Page traça les lignes de défense de Saïgon, conçut le plan d'extension de la ville et ouvrit le port au commerce international le 18 février 1860. En 1861 Saïgon reçut 251 navires jaugeant 81.600 tonneaux.

En même temps que l'administration française favorisait l'extension de la capitale cochinchinoise ; elle aménageait et modernisait peu à peu le port, le rendant accessible aux gros paquebots et cargos par l'amélioration du chenal d'accès qui offre maintenant une profondeur utile de 10 m. aux plus basses marées et une largeur variant de 250 à 300 mètres, en

outre l'outillage était renforcé, les ouvrages d'accostage développés et des postes d'amarrage créés.

Le port de Saïgon fut constitué en établissement public autonome par arrêté du 2 janvier 1914. Il jouit de la personnalité civile et se trouve géré par un conseil d'administration de quatorze membres. Il est doté d'un budget spécial autonome alimenté par les recettes de l'exploitation, par les contributions et subventions de la Colonie, par les emprunts possibles et surtout par les taxes et péages frappant la marchandise et le bateau.

Le trafic du port, le premier de l'Indochine, est très important en 1936 le poids total des marchandises transportées ressortait à 2.597.700 tonnes.

Saïgon, port du Sud, équipé d'une façon moderne débouché naturel d'un arrière pays de 300.000 km², peuplé de sept millions d'habitants, ne peut manquer de voir son trafic s'accroître encore dans l'avenir au fur et à mesure de la mise en valeur des territoires de l'intérieur.

En dehors de Saïgon, le port le plus important est Haïphong: le port du Nord. Il fut entièrement l'œuvre des Français, sa création définitive ayant été décidée par le Gouverneur Général Paul Doumer. Sa situation à 25 km. de la mer, à l'aboutissement de tout le système fluvial Sông Thai-Binh, Fleuve Rouge, présente le grave inconvénient d'être d'un accès difficile. Des dragages fréquents sont nécessaires pour maintenir des fonds suffisants à l'entrée des grands navires par suite de l'envahissement des chenaux par les vases drainées par le fleuve Cua-Nam.

La Chambre de Commerce de Haïphong a été autorisée par arrêté du 26 octobre 1921 à contracter un emprunt de 3 millions de francs pour exécuter les travaux d'aménagement du port: appontement des docks offrant un front d'accostage de 800 mètres; construction de nouveaux quais et de dépôts. Depuis le 1^{er} avril 1927 le port de commerce de Haïphong jouit de l'autonomie administrative.

Sa situation particulière lui permet un trafic assez élevé: 1.382.900 tonnes de marchandises entrées et sorties en 1936, mais il se trouve très sérieusement concurrencé par le port charbonnier de Hongay doublé du port de Campha. Construits par la Société des Charbonnages du Tonkin et abrités derrière les rochers de la baie de Ha-Long, ces deux ports voient d'année en année leur trafic enfler régulièrement. En 1936, 1.361.100 tonnes furent à la base de leur activité due presque uniquement à l'exportation de houille anthraciteuse.

D'autres travaux poursuivis par la politique de mise en valeur des diverses régions de l'Union ont permis l'amélioration de ports d'importance moindre: tels Tourane abrité au fond de sa baie: Qui, Nhon et plus au sud Ba-Ngoi au fond de l'immense baie de Cam-Ranh. Ce dernier port, de création récente, est sans doute appelé à jouer dans un avenir plus ou moins lointain un rôle de premier plan, la situation de la baie étant sur le passage des grandes routes maritimes Singapour-Hongkong (4).

(4) Il est très fortement question de faire de Ba-Ngoi un port de guerre qui servirait de base navale à la flotte française opérant en Extrême-Orient.

II. — TRAVAUX PUBLICS AGRICOLES

La très grande majorité de la population indochinoise vit surtout du travail de la terre, c'est dire quel intérêt s'attache à l'extension de la superficie cultivée, à l'augmentation des rendements, à l'introduction de plantes nouvelles, bien adaptées à la diversité des sols et des climats.

Dès son arrivée sur les terres cochinchinoises et ensuite sur les diverses autres étendues acquises tout au long de la conquête, la France s'est efforcée d'améliorer les conditions de l'agriculture indochinoise par une politique d'hydraulique agricole très largement comprise.

Cette action contre l'eau tend à deux fins suivant la situation des terrains : drainer et assécher les terres basses inondées où l'eau est en surabondance ; irriguer et alimenter en eau les terres hautes ou trop sèches.

Drainage et assèchement des terres basses

Ces travaux ont pris une grande ampleur dans les anciennes régions inondées des deltas du Fleuve Rouge et du Mékong et plus particulièrement dans les terres de la Basse-Cochinchine.

Au Tonkin.

Le problème est double : il s'agit de préserver contre l'invasion des eaux salées les terrains le long de la côte et d'assurer l'écoulement des eaux douces. Le résultat cherché est atteint par la construction de digues et de nombreuses écluses d'évacuation fonc-

tionnant au moment des marées basses. En outre il s'agit de mettre à l'abri des crues des cours d'eau certains terrains bas qui les environnent, comme c'est le cas pour le Fleuve Rouge. Les désastreuses inondations de 1926 incitèrent le Gouvernement Général à concevoir un programme de renforcement des digues principales et d'assèchement par gravité des terrains bas des provinces de Son-Tây, Nam-Dinh, Ninh-Binh, en abaissant le plan d'eau dans le Day. Cet abaissement du plan d'eau du Day, obtenu en fermant, après chaque crue, le lit de cette rivière près de son origine, au moyen d'un barrage automatique qui s'efface pendant les crues (5), a permis ainsi de gagner 50.000 hectares de terrains inondés d'août à novembre.

En Cochinchine.

A l'inverse du delta tonkinois la Cochinchine n'a pas de digues de protection le long de ses fleuves, car les crues lentes, puissantes et régulières du Mékong n'exposent pas le plat pays aux mêmes dangers.

A notre arrivée toute la Basse Cochinchine était inculte, couverte en partie de marécages, de « forêts noyées », c'est que cette vaste région dont la superficie atteint plus de quatre millions d'hectares se trouve à un niveau général inférieur au niveau des hautes mers. Grâce à l'existence de cordons littoraux et aux digues construites par les habitants, le flux marin est

(5) Le barrage du Day, inauguré en juillet 1937 par le Gouverneur général BRÉVIE, est l'un des plus importants « barrages en toit » du monde. Il mesure 260 mètres de long et présente une différence de niveau maximum de 9 mètres.

arrêté. Les travaux d'hydraulique agricole consistent dans l'établissement de canaux à écluses destinés par le jeu des marées, à évacuer l'excédent d'eau et à régler le niveau d'eau utile aux rizières.

Ces canaux servent à la fois à la navigation et au drainage d'où leur grande utilité; dès que les canaux sont construits, les terres sont immédiatement mises en culture. Ces travaux de dragage très pénibles sont facilités aujourd'hui par l'emploi de puissantes dragues. Le progrès de l'œuvre accomplie se mesure à quelques chiffres: la moyenne annuelle des cubes extraits passait de 824.000 m³ pour la décade 1890-1900 à 7.233.000 m³ pour la décade 1920-1930. Les frais se trouvaient en partie compensés par les ventes immédiates de terrains et le capital foncier de la Colonie était accru de plusieurs millions de piastres par an, mais avec la crise l'équilibre se trouva rompu.

Ces canaux ont ainsi permis, pour une dépense totale de 48 millions de piastres la mise en valeur d'environ 1.250.000 hectares nouveaux.

Par suite de la loi du 22 février 1931 permettant à l'Indochine d'emprunter en vue d'améliorer son outillage économique, 380 millions de francs ont été affectés à l'assèchement, endiguement et irrigation des terres indochinoises. En outre à ces autorisations d'ouverture de travaux et d'engagement des dépenses est venue s'ajouter, à la demande du Gouverneur Brevié, l'autorisation (6) relative à des travaux d'aménagement hydraulique en Cochinchine jusqu'à concurrence de 18.700.000 francs.

(6) Décret du 21 septembre 1937.

Les travaux projetés consistent à diviser les régions de l'Ouest en casiers endigués en spécialisant les canaux existants, les uns en canaux de drainage, les autres en canaux d'amenée d'eau douce et de navigation. Les canaux de drainage aboutiront en des points où la marée se fait sentir même en période d'inondation et seront munis d'ouvrages d'évacuation qui ne laisseront pas entrer l'eau à marée montante. Les canaux d'amenée d'eau alimenteront des artérioles qui traverseront les digues par des petits ouvrages appropriés; ces artérioles seront fermées dès qu'il y aura excès d'eau dans les casiers. L'exécution de ces travaux doit permettre la mise en culture de 500.000 hectares, mais il faudra encore un effort de plus de dix ans, pour que les terres de l'Ouest cochinchinois soient entièrement mises en culture.

Irrigation des terres hautes

L'irrigation a été pratiquée de tout temps par les indigènes qui élevaient l'eau concentrée dans les parties basses au moyen de l'écope, du panier à cordes ou de norias rudimentaires. La technique française est venue moderniser ces procédés d'irrigation qui tendent :

à rendre productifs des terrains qui sans eau resteraient incultes toute l'année.

à obtenir une seconde récolte sur certains terrains qui, manquant d'eau en saison sèche, n'en produisent qu'une.

à améliorer les rendements des récoltes en amenant

l'eau supplémentaire lorsque les pluies sont insuffisantes.

Le problème de la pénurie d'eau est résolu par la construction de barrages de retenue d'eau élevant le niveau de certaines rivières, une partie de leur débit peut ainsi s'écouler vers les champs par un réseau de canaux utilisant au mieux la topographie. Ces irrigations pratiquées principalement au nord du delta tonkinois : Song-Thuong et du Song-Cau ont permis ainsi la mise en culture de 60.000 hectares jusqu'alors incultes.

Lorsque le simple jeu de gravité ne permet pas l'écoulement, on y supplée par le pompage déjà employé à Son-Tay, c'est la formule de l'avenir ; l'électrification progressive du delta tonkinois, permettra de multiplier les postes de pompage et d'irriguer une surface de 230.000 hectares.

Les deltas de l'Annam, si souvent éprouvés par la sécheresse n'ont pas été oubliés, 85 mille hectares sont ainsi irrigués (7). Le Cambodge bénéficia aussi de travaux d'irrigation fort importants par l'aménagement de la coupure de Bovel ; divers travaux sont en cours et permettront l'irrigation de 25.000 hectares nouveaux.

Les résultats obtenus jusqu'à présent, grâce aux différents travaux d'hydraulique agricole, sont à l'honneur de la technique coloniale de la France. Depuis 1925 1.800.000 hectares furent ainsi mis en valeur, dont 1.550.000 en Cochinchine et 180.000 au

(7) Ces terrains irrigués font partie des réseaux d'irrigation du Thanh-Hoa, du Phu-Yên et de la rivière de Hué.

Tonkin. « L'ensemble des travaux projetés et devant être achevés avant 1940, permettra de mettre en valeur 1.200.000 ha nouveaux pour l'ensemble des cinq pays de l'Union. On estime à 2.500.000 hectares l'aire des terres de cultures qui ont été transformées avant 1930 en Indochine pour une dépense totale de 145 millions de piastres » (8).

III. — SERVICES DES RECHERCHES AGRICOLES

A leur arrivée sur les terres indochinoises, les Français furent frappés par le faible rendement obtenu dans la culture du riz. Il fallait rénover l'agriculture indigène. Les rizières à deux récoltes du Tonkin donnaient en moyenne 20 quintaux de paddy à l'hectare, et les meilleurs champs de la Cochinchine 18 quintaux. Dans l'ensemble des deltas, le rendement moyen actuel oscille entre les chiffres de 10 à 12 quintaux à l'hectare.

Les causes de cette médiocrité tiennent principalement aux aléas climatiques, excès ou insuffisance d'eau, mais surtout aux semences non sélectionnées, au manque d'engrais et aux façons culturales trop souvent superficielles.

L'Administration porta tout d'abord son attention au problème de l'eau; puis, à mesure qu'il progressait, elle chercha à organiser scientifiquement l'agriculture indochinoise: de là les créations de bureaux de climatologie et de météorologie agricoles, d'Institut des

(8) « L'Union Indochinoise Française en Indochine Orientale » de A. AGARD, Hanoï, 1936.

Recherches agronomiques et forestières et de l'Office indochinois du riz.

Par la météorologie agricole qui détermine la connaissance complète du climat des différentes régions de l'Indochine et plus particulièrement de celui des zones de grand avenir agricole, le colon sait quelle culture il peut et doit entreprendre dans la région où il a établi son exploitation. L'agriculteur trouve assez vite quelles sont les meilleures variétés de plantes et quelles méthodes culturales il doit adopter pour obtenir les plus forts rendements des terres qu'il cultive (9).

Les recherches proprement dites concernant l'agriculture indochinoise, sont confiées à deux établissements analogues: l'Office du riz, chargé des travaux concernant la riziculture, dont l'importance en Indochine a paru justifier un établissement spécial et l'Institut des Recherches agronomiques et forestières pour l'ensemble des autres cultures et pour la sylviculture.

Les problèmes que pose l'amélioration de toutes les grandes productions restent très sensiblement les mêmes:

fixation pour chaque région des cultures qu'il est possible d'y entreprendre dans des conditions rémunératrices;

détermination des méthodes optima de culture à employer dans chacune de ces régions;

(9) C'est en 1927 que fut créé le premier bureau de climatologie et de météorologie agricoles à l'observatoire de Phu-Liên; en 1936 il existait plus de 100 stations du même genre.

amélioration des variétés cultivées, sélection ou création de variétés à grand rendement adaptées à chacun de ces milieux ;

étude des fumures, lutte contre les maladies et les insectes ;

enfin questions concernant la préparation des produits pour la vente, leur conditionnement et leur économie particulière.

L'Institut des Recherches agronomiques et forestières étudie les différents problèmes posés par chacune des grandes cultures indochinoises, dans les laboratoires et stations expérimentales dont il dispose dans les cinq pays de l'Union. Créé en 1925 cet organisme a vu son importance croître avec les années, si bien que, par un arrêté en date du 20 octobre 1937, le Gouvernement Général lui a fixé une organisation interne, tout en le plaçant sous la direction de l'Inspecteur Général de l'Agriculture, de l'Élevage et des Forêts. Outre ses attributs anciens il reçut celui d'assurer la police sanitaire végétale.

L'Office indochinois du riz a été créé (10) pour donner une impulsion nouvelle à cette principale ressource du pays. Il a pour but essentiel d'améliorer toutes les conditions de culture portant sur l'aménagement des terres, le choix des espèces, la sélection et le triage des graines de semence, l'action des engrais et leur vulgarisation, l'amélioration des procédés cultureux et d'usinage de la récolte.

(10) Décret du 10 avril 1930 pour la création ; arrêté du 31 mai 1930 pour son organisation.

Son action s'est déjà avérée très efficace, surtout sur l'étude des sols et des engrais à y apporter (11) et sur la sélection des semences. Cependant il ne saurait être question pour lui d'obtenir, à très bref délai, des résultats pratiques considérables. M. Yves HENRY, inspecteur général de l'agriculture et promoteur de cet office du riz, insiste justement sur ce point.

« L'exposé des objectifs assignés à l'Office et des méthodes de travail qu'il doit s'imposer pour atteindre sûrement le but, met au premier plan le facteur temps. Son importance est particulièrement grande aux colonies, à cause non seulement des difficultés spéciales qu'y rencontre la création de toute entreprise, mais aussi de l'opinion publique toujours impatiente de résultats immédiats.

En matière agricole, le travail est discontinu. Il est fragmenté par campagne. La recherche et l'expérimentation doivent subir cette loi, et, à cause de cela, être conduites avec une grande sûreté et procéder par étapes, dont les dernières sont souvent éloignées.

Utiliser à chaque étape les résultats obtenus, cela va de soi; vouloir les doubler ou tirer de faits non confirmés des conclusions qu'ils ne comportent pas, écarte immanquablement de la voie qui conduit au but. L'Indochine, qu'elle le veuille ou non, ne réalisera cette entreprise considérable de la rénovation de sa riziculture que par les méthodes connues, qui ont fait leurs preuves et en ouvrant à ceux qui en sont chargés un large crédit de temps ».

(11) L'Office du riz a procédé à une expérience très intéressante dans la province de Bac-Giang; grâce à l'azolle, légumineuse qui sert d'engrais pour la fertilisation des rizières, le rendement à crû de 50 %.

SECTION II

Crédit en faveur de l'Économie

I. — CRÉDIT POPULAIRE AGRICOLE

Il est peu de populations rurales au monde, à qui le crédit soit plus nécessaire qu'à celles d'Extrême-Orient. Les principales causes doivent être recherchées dans les conditions précaires de l'agriculture, la densité de la population, le développement de l'usure, la fréquence des inondations, des typhons ou parfois même de la sécheresse. L'imprévoyance du paysan annamite ou cambodgien est à la fois touchante et déplorable. Avant la moisson même, une bonne partie du paddy est vendue et la période de soudure entre les récoltes est pénible à traverser pour beaucoup.

Sur cette masse imprévoyante, prospère une merveilleuse usure, le taux normal étant de 2 à 3 % par mois, souvent même plus. Aussi le créancier cherche-t-il à proroger d'année en année la dette existante... la rizière se trouve ainsi accablée.

Ce fléau de l'usure a été depuis longtemps dénoncé et le Gouvernement, en 1907, favorisa la création en Cochinchine de Sociétés indigènes de Crédit agricole mutuel, une par province. Elles ont rendu et rendent encore les plus précieux services à la colonisation de l'Ouest et du Sud de la Cochinchine. Elles permirent un défrichement des zones jusqu'alors incultes, abaissèrent le taux d'intérêt et jouèrent un rôle de relèvement du niveau de vie des indigènes, en permettant aux paysans atteints par l'inondation ou la sécheresse

d'échapper aux griffes avides des usuriers indigènes ou étrangers.

Par l'effet d'un arrêté du 23 janvier 1930, la moyenne des prêts d'abord élevée, diminue d'année en année et par une évolution lente et continue le crédit agricole est devenu plus populaire: stimulant heureux de développement et de consolidation de la petite propriété.

Ce ne fut qu'en 1927 que le Gouvernement Général fonda, pour les autres pays de l'Indochine, le Crédit populaire agricole après étude des institutions similaires créées aux Indes Néerlandaises. Les prêts sont consentis pour une durée maximum de 18 mois et un montant maximum de 500 piastres, le taux ne pouvant être supérieur à 12 %; 24 banques de crédit populaire sont actuellement ouvertes au Tonkin, Annam et Cambodge. Elles disposent d'un crédit de 4 millions de piastres qui leur a été affecté par la Banque de l'Indochine.

Le nombre des prêts a crû très rapidement, progression suivie malheureusement d'une augmentation parallèle de non-remboursement des sommes prêtées; ceci amena le Gouvernement Général (12) à créer un organisme à caractère administratif très marqué. La Caisse centrale de crédit agricole mutuel, fut chargée d'apurer la situation et d'opérer à l'avenir tous les prêts dépassant 3.000 \$, d'assurer une communauté de vue et d'action en même temps qu'une tutelle sur la gestion et l'administration des diverses sociétés mu-

(12) Arrêté du 5 août 1932 appliquant à l'Indochine la loi du 26 avril 1932, dans *J. O.* du 28 avril, p. 4507.

tuelles, qui semblaient trop portées à penser qu'à la faveur de la crise, le crédit pouvait se transformer en œuvre d'assistance et de bienfaisance.

Dans le courant de l'année 1933 (13), le Crédit populaire agricole qui avait jusque-là constitué un service du Gouvernement Général fut transformé en Office, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, sous le nom d'Office indochinois du Crédit mutuel agricole. Cet Office indochinois du Crédit mutuel agricole a permis une meilleure gestion des diverses caisses de crédit qu'il contrôle et a contribué ainsi très largement au soulagement des infortunes de nombre de petits propriétaires indigènes. La récente nomination du Directeur des Services Economiques de l'Indochine (14) comme président du Conseil d'administration de l'Office, marque l'importance grandissante de cet organisme, qui est appelé à devenir un des facteurs essentiels dans la mise en valeur définitive de notre grande colonie d'Extrême-Orient.

CRÉDIT COLONIAL

Dans une économie capitaliste, l'importance du crédit n'est plus à prouver. Or, si en France une organisation du crédit existait depuis longtemps déjà, il en était tout autrement pour la France extérieure. Ce ne fut, en effet, qu'en février 1931 que pour la première fois le Parlement jeta les bases d'un crédit colonial par une loi du 27 février 1931 (15). Elle autorisait les

(13) Décret du 20 mai 1933, dans *J. O.* du 25 mai 1933, p. 5472.

(14) Décret du 8 décembre 1937, dans *J. O.* du 14 décembre, p. 13.625.

(15) Dans *J. O.* du 28 février 1931.

Ministres des finances et des colonies à passer avec le crédit national des conventions, accordant des prêts à des exploitations agricoles, commerciales ou industrielles appartenant à des citoyens, sujets ou protégés français et situées dans les colonies ou pays de protectorat.

Le Crédit colonial ne marquait ainsi qu'une branche des nombreuses activités du Crédit national. La situation économique exigeait la création d'un organisme bien défini et strictement chargé de distribuer le crédit colonial; la loi du 27 février 1931 n'apportait qu'un remède infime. La crise économique mondiale qui a affecté durement les diverses économies coloniales, a eu, entre autres conséquences, celle de mettre en lumière l'insuffisance et les nombreuses lacunes d'une telle organisation du crédit aux colonies.

L'absence d'une Institution de crédit colonial n'a pas été sans influencer très défavorablement l'économie coloniale durant cette crise et par voie de conséquence, l'état des finances locales.

La Conférence impériale, comprenant l'importance du problème demanda, entre autres résolutions, la création d'un crédit colonial qu'elle définissait elle-même.

Malgré l'urgence d'une telle réalisation, il fallut attendre encore de longs mois avant d'obtenir le résultat si vivement souhaité. Le décret du 8 août 1935 (16) créait, enfin, le Crédit colonial, « institution destinée à distribuer aux entreprises coloniales les

(16) Dans *J. O.* du 3 septembre 1935, p. 9706.

crédits à moyen et à long terme qui leur sont indispensables ».

Le Crédit colonial a été constitué en société anonyme au capital de 20 millions de francs, divisé en 4.000 actions, réparties entre les banques coloniales et le Crédit national, article 6. L'article 2 des statuts définit comme suit l'objet social: « consentir des prêts portant intérêt d'une durée qui ne pourra être ni inférieure ni supérieure à dix ans, en vue de faciliter la création, le développement, la remise en marche ou le fonctionnement d'exploitations ou d'entreprises exerçant leur activité dans les territoires dépendant du Ministère des Colonies et appartenant à des citoyens, sujets ou protégés français ».

Le taux des prêts à consentir ne peut excéder de plus de 2 % le prix de revient du dernier emprunt réalisé au moment de la conclusion des prêts. Ces derniers doivent être garantis par une hypothèque de premier rang, un engagement de caution solidaire, la garantie de la colonie, un nantissement ou des titres. Dans chaque colonie ont été institués, pour l'instruction des demandes de crédits, des comités de prêts et, en outre, dans les colonies constituées en Gouvernements généraux, un comité central au chef-lieu de la fédération.

Le Crédit colonial est entré en fonctionnement au début de l'année 1936, il ne nous est donc pas possible d'en commenter ses résultats, mais il est certain que la facilité, la souplesse et le bon marché du crédit permettront au petit propriétaire de conserver ou de racheter son domaine, au fermier et au métayer d'en

acquérir un, à tous de le mieux cultiver par l'achat d'animaux domestiques, d'outils, de semences sélectionnées et d'engrais. Il sera également d'un précieux concours pour les diverses exploitations ou entreprises qui voudront se créer ou se développer sur les différents points de l'Union, et contribuera ainsi puissamment au nouvel essor économique qui fera de notre colonie asiatique la perle la plus précieuse d'Extrême-Orient.

DEUXIÈME PARTIE

Répercussions de l'action économique de la France sur le commerce extérieur de l'Indochine

L'Indochine française est en plein essor économique, en plein développement.

Le grand effort commencé par la France dès notre installation dans ce pays et continué depuis avec des vicissitudes passagères, plus ou moins grandes, a permis la réalisation de ce développement économique. Vouée jadis à la léthargie orientale, aux traditions hostiles à toute innovation et à tout progrès venant de l'Occident, elle connaît, de nos jours, les méthodes capables de développer intensément les ressources, les forces productives des régions où elles sont appliquées.

Le commerce extérieur de l'Indochine jusqu'en l'année 1928, année record, n'a cessé de progresser, à peine ralenti dans son ascension par la guerre de 1914-1918. De 163.700.000 francs en 1892, le commerce indochinois atteignait en 1936, au sortir d'une crise sans précédente pour l'Union, le chiffre respectable de 2.682.000.000 francs.

La France peut être fière de son œuvre, mais comme l'écrivait M. René MOREUX, directeur du *Journal de la marine marchande*: « La prospérité actuelle de l'Indochine n'est qu'un prélude et qu'un commencement; un avenir que nous espérons très proche, semble réserver à « notre grand balcon sur le Pacifique » une prospérité exceptionnelle dans le monde colonial » (1).

Pour apprécier les résultats de l'activité économique suivie par la Métropole en Indochine, nous analyserons successivement, au cours de cette partie, l'influence qu'elle a exercée sur le développement général de ses échanges, puis sur ses relations mutuelles avec la Métropole et les autres colonies françaises ainsi qu'avec les pays étrangers, surtout ceux d'Extrême-Orient.

Nous insisterons principalement sur les changements survenus au cours de ces quarante dernières années dans les courants commerciaux de l'Indochine qui s'orientent, sous l'emprise de l'assimilation, vers une union de plus en plus étroite avec la Métropole.

(1) M. René MOREUX dans : « L'Indochine, ses trafics et ses ports » (Paris, 1929).

CHAPITRE PREMIER

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE INDOCHINE

Si on juge réellement la vitalité d'une Nation d'après son économie et l'essor de son commerce, nous sommes fondés, à juste titre croyons-nous, à nous montrer des plus satisfaits du sort actuel de notre magnifique possession asiatique à l'économie en plein développement et au commerce des plus prospère.

Sans doute l'Indochine, comme tant d'autres Nations du reste, a connu la crise avec son cortège de ruines et de misères; sans doute, elle a souffert douloureusement de la dépréciation des cours mondiaux, de la fermeture des frontières, en un mot de cette « guerre économique » livrée par les Nations les unes aux autres. Mais aujourd'hui l'Union indochinoise a retrouvé sa prospérité d'antan, et même depuis plus de deux années elle s'est tournée délibérément vers l'avenir qui s'annonce pour elle brillant et des plus prometteur.

SECTION I

Caractères généraux de ce commerce

De l'examen des tableaux relatifs au commerce extérieur de l'Indochine, il appert de toute évidence que le mouvement des échanges n'a cessé de progresser régulièrement de 1906 à 1929, passant de 324 millions au joli chiffre de 5.215 millions, atteint en cette dernière année de prospérité. Si, depuis la crise, le montant total des échanges s'est aussi largement effondré que ne l'indique la statistique (2) il semble bien qu'il faille plutôt en rechercher la raison dans l'effondrement survenu aux cours mondiaux que dans un ralentissement sensible de l'activité économique indochinoise (3).

Il convient donc de reconnaître que, sous le régime de l'assimilation, l'ensemble des échanges extérieurs de l'Indochine a considérablement augmenté. Les craintes qu'avaient énoncées bruyamment les adversaires de ce régime semblaient donc sans fondement puisque l'assimilation n'a pas empêché de se produire le développement commercial de notre possession. Mais doit-on attribuer exclusivement la cause de cet essor au système d'assimilation?

Il faut bien se garder d'en donner une conclusion

(2) 1.928 millions de francs, chiffre le plus bas, atteint en 1933 (nous le verrons plus loin).

(3) Si nous considérons, en effet, non plus la valeur, mais le volume des échanges, nous constatons qu'en cette année 1933 le volume global du commerce extérieur spécial de l'Union indochinoise atteignait 3.554 milliers de tonnes alors qu'en 1913 il n'était que de 2.355 milliers de tonnes.

hative car le mouvement des échanges est largement fonction d'éléments non douaniers: richesses naturelles du sol et du sous-sol, mise en valeur plus scientifique, organisation technique plus poussée, main-d'œuvre plus nombreuse et plus intelligente, afflux des capitaux, réalisation d'un plan d'outillage, etc., facteurs les plus diversifiés qui ont tous leur importance particulière dans l'essor d'une économie nationale.

D'ailleurs si nous considérons, durant le même laps de temps, deux colonies anglaises: Ceylan et les Straits Settlements, beaucoup moins étendues et moins peuplées que l'Indochine, mais où le régime de libre-échange était en application, nous sommes en droit de nous demander si l'assimilation n'a pas atténué l'action de ces facteurs et si un régime douanier plus libéral n'aurait pas favorisé davantage l'essor commercial de l'Indochine (4).

En outre, on a constaté, dans l'ensemble des colonies assimilées, à l'exception toutefois de l'Indochine et de Madagascar, un état sensiblement stationnaire du commerce extérieur, compte tenu de la dépréciation du franc entre 1900 et 1924. La progression est nette, au contraire dans les colonies à régime préfé-

(4)		Commerce total	En francs 1 = 100 fr.
		—	—
Ceylan :	1899	11.772.370	1.177.237.000
	1923	88.036.000	8.803.600.000
Straits Settlements :	1899	48.623.447	4.862.344.700
	1923	174.091.000	17.409.100.000
Indochine :	1900		341.644.000
	1923		2.988.000.000

rentiel et les colonies placées sous le régime de la porte ouverte ainsi qu'il en ressort au tableau ci-dessous (5).

COLONIES ASSIMILÉES

Indochine	1.100 ‰
Madagascar	1.160 ‰
Martinique	500 ‰
Guadeloupe	790 ‰
Réunion	550 ‰
Guyane	430 ‰
Nouvelle-Calédonie	500 ‰
Gabon	330 ‰
Saint-Pierre et Miquelon	50 ‰

COLONIES A RÉGIME PRÉFÉRENTIEL

Sénégal	1.100 ‰
Guinée	400 ‰
Soudan (depuis 1908)	2.250 ‰
S ^t -Pierre et Miquelon (depuis 1913)	2.800 ‰
Océanie	1.300 ‰

COLONIES AU RÉGIME DE LA PORTE OUVERTE

Côte d'Ivoire	1.100 ‰
Dahomey	600 ‰
Moyen-Congo	230 ‰
Inde (Territoires français)	470 ‰
Somalis	7.200 ‰

(5) D'après le *Bulletin du Congrès permanent du régime douanier colonial*, décembre 1926, Statistiques, tableau 1 : pourcentages des valeurs absolues, sans correction pour dépréciation du franc.

D'après ces tableaux, il semblerait bien que l'Indochine eut retiré des résultats beaucoup plus tangibles encore relativement à son marché extérieur, si elle avait connu un régime de libéralisme économique. Par contre, l'avantage qu'elle en aurait retiré se serait fait au détriment du commerce de la Métropole qui, jusqu'en 1935, avait une balance des échanges favorable de l'ordre de 500 millions de francs. Il est à noter, d'ailleurs, que, malgré le système de l'assimilation, la proportion, au point de vue de la provenance, des importations métropolitaines en Indochine a bien peu changé depuis 30 ans: de 49,10 % en 1906 elle est passée à 56,3 % en 1936.

Cette quasi-stabilité, malgré toutes les mesures prises, tant dans la Métropole que dans la colonie démontre une fois de plus que l'Indochine est et restera dépendante, pour une partie, au moins, de son commerce des pays d'Extrême-Orient, ses voisins.

Il semble que cette donnée essentielle qui domine toute l'économie de l'Union ait été perdue de vue, lors de l'élaboration du tarif spécial prévu par la loi du 13 avril 1928, surtout dans la détermination des taux du tarif général. Le Gouverneur Général PASQUIER, dès 1932 (6), déclarait: « Lacune d'autant plus essentielle que, jusqu'à une date récente, il n'existait pas d'accord commercial, en ce qui concerne l'Indochine, entre la France, la Chine et le Japon, aucune position particulière ne permet d'appliquer des droits réduits aux produits spécifiquement asiatiques, qui n'ont pas

(6) Extrait du discours d'ouverture de la session ordinaire 1932 du Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers.

de similaires en Europe et intéressent directement la clientèle indigène. Le tarif indochinois, en frappant de droits particulièrement élevés des marchandises que produisent, seuls, nos voisins d'Extrême-Orient et que le plus souvent aucune industrie locale n'est encore apte à obtenir, aboutit dès lors à une véritable prohibition de fait ».

« Cette attitude, pourrait sans doute se concevoir sans danger, si l'Indochine appuyée sur la Métropole constituait comme les possessions nord-africaines de la France, un ensemble économique autonome, mais il n'en est rien, et la plupart des grands produits indochinois, riz, charbons, trouvent en Chine et au Japon, un débouché dont ils ne peuvent se passer ».

Certes depuis 1932 l'orientation générale du commerce indochinois n'a point connu de changement complet, mais il est de fait que l'Union indochinoise devant les difficultés qu'elle rencontrait dans ses débouchés, s'est largement tournée vers la Métropole en négligeant quelque peu les marchés asiatiques. Cependant le Gouverneur Général BREVIÉ, reprenant la grande idée de ses prédécesseurs, déclarait à la session de décembre 1937 du Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers: « Tenant compte des intérêts légitimes des producteurs de blé métropolitains, le Gouvernement Général a poursuivi une politique tendant à ouvrir des débouchés nouveaux au riz d'Indochine et plus particulièrement à rétablir le courant ancien des ventes sur les marchés traditionnels d'Extrême-Orient ».

Ayant passé en revue ces quelques caractéristiques du commerce extérieur de l'Union indochinoise, nous allons, sans plus tarder, observer la progression continue des échanges commerciaux : conséquence logique de notre activité colonisatrice, preuve irréfutable de l'expansion du génie créateur de notre race.

SECTION II

Développement du Commerce extérieur indochinois

Laissant de côté le commerce général, présentant bien peu d'attrait, nous n'envisagerons, au cours des lignes qui vont suivre, que le commerce spécial, beaucoup plus conforme à la réalité (7).

Envisageons, d'abord, l'ensemble du commerce spécial des importations et des exportations (8).

1906...	324 millions de fr.	1922...	4.018 millions de fr.
1907...	444 —	1923...	3.444 —
1908...	429 —	1924...	4.138 —
1909...	449 —	1925...	4.236 —
1910...	440 —	1926...	5.372 —
1911...	401 —	1927...	5.579 —

(7) Les définitions de commerce spécial et de commerce général sont celles qui ont été données par la convention internationale de Genève du 14 décembre 1928 (Annexe 1, partie I, paragraphe IX).

(8) Les chiffres de ce tableau et des suivants ont été relevés dans le « Tableau du Commerce Extérieur de l'Indochine » publié par l'Administration des Douanes et Régies du Gouvernement général de l'Indochine ». Imprimerie d'Extrême-Orient, Hanoï, année 1936.

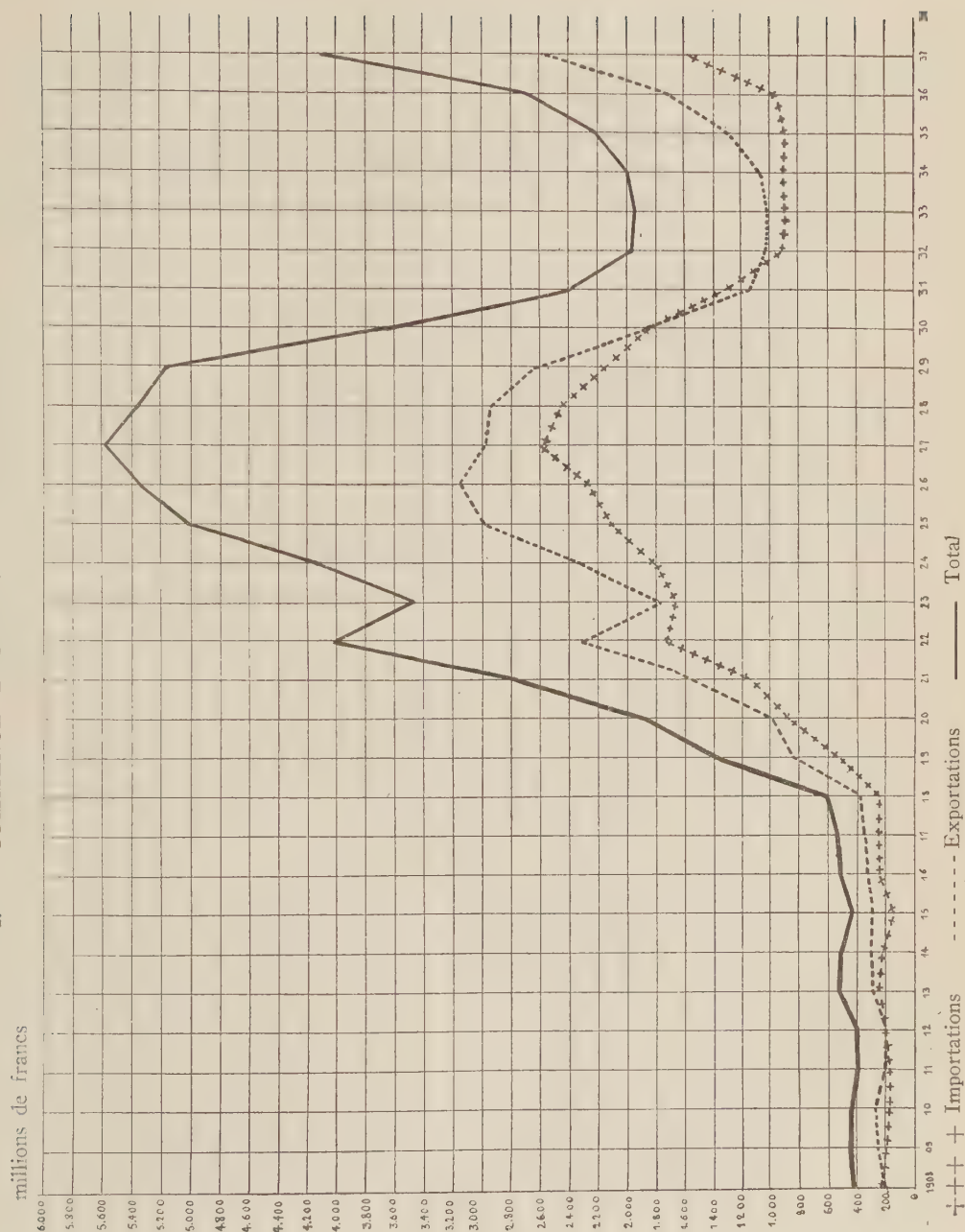
1912... 402	—	1928... 5.386	—
1913... 519	—	1929... 5.162	—
1914... 499	—	1930... 3.652	—
1915... 448	—	1931... 2.406	—
1916... 532	—	1932... 1.955	—
1917... 560	—	1933... 1.926	—
1918... 594	—	1934... 1.975	—
1919... 1.378	—	1935... 2.199	—
1920... 1.830	—	1936... 2.682	—
1921... 2.092	—	1937... 4.107	—

(Données provisoires)

A part quelques fluctuations, le commerce spécial de l'Indochine n'a cessé de progresser depuis 1906 jusqu'en 1927 où il atteignait alors 5.579 millions de francs. L'accroissement énorme constaté depuis 1919 et poursuivi suivant une cadence constante jusqu'en 1927, tient, il est vrai, pour une part à la dépréciation de plus en plus marquée du franc; malgré tout l'augmentation du commerce spécial est sensible.

A partir de 1928 le montant du commerce accuse une diminution, peu sensible les deux premières années, mais qui va en s'amplifiant, jusqu'en l'année 1933, l'année cruciale de l'Indochine. Cependant sous l'action bienfaisante et énergique du Gouverneur Général ROBIN, d'abord, et du Gouverneur Général BRÉVIE, ensuite et devant la reprise de la plupart des cours mondiaux, le commerce indochinois de l'expor-

I. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'INDOCHINE



tation se relève dès l'exercice 1934, entraînant avec lui le montant total du commerce qui atteint en 1936 un chiffre sensiblement égal à celui de 1931 et en 1937 un total supérieur à celui obtenu en 1930.

Il est juste de dire qu'une double dévaluation est venue, depuis cette date, amputer notre unité monétaire du tiers de sa valeur d'alors; mais, malgré tout, il n'en est pas moins certain que notre possession d'Asie est sortie grandement victorieuse de la crise.

D'ailleurs ce sentiment de reprise des échanges commerciaux de notre colonie est vivement renforcé par l'observation du tableau suivant, qui marque, cette fois, le volume de ces échanges et non plus leur valeur, sujette, par trop, à des aléas nombreux et imprévisibles et le plus souvent indépendante de l'essor économique.

Années	POIDS (milliers de tonnes)		
	Importation	Exportation	Total
1913	279	2.076	2.355
1928	540	3.434	3.974
1929	590	3.287	3.877
1930	521	2.864	3.385
1931	444	2.648	3.092
1932	351	3.008	3.359
1933	333	3.221	3.554
1934	383	3.437	3.820
1935	402	4.046	4.448
1936	440	4.475	4.915
1937	526	4.358	4.884

Ces chiffres sont éloquentes par eux-mêmes et ne paraissent point avoir besoin d'être commentés:

cependant nous tenons à faire observer qu'il y eut parallélisme absolu entre, d'une part, la progression régulière en poids du commerce extérieur de 1913 à 1929 et d'autre part, la valeur correspondante des divers produits importés et exportés durant le même laps de temps. A partir de 1930 et jusqu'en 1932 inclus : disproportion manifeste, car à un ralentissement en poids de l'ordre de 13 % (de 3.877 milliers de tonnes à 3.359 milliers de tonnes) a correspondu une baisse en valeur un peu supérieure à 165 % (9). Ensuite il y eut discordance en l'année 1933, le montant total des échanges commerciaux reprenait très nettement une marche ascendante en poids, progressant de 195 milliers de tonnes, alors qu'en valeur on notait un nouveau recul.

En outre il y aurait lieu de s'étendre plus longuement que nous ne le ferons, sur le développement de plus en plus manifeste des exportations, que nous vîmes progresser très régulièrement durant les années de crise de 1931 à 1934, alors que les importations baissaient régulièrement jusqu'en 1933 pour se redresser ensuite et atteindre en 1936 un chiffre très voisin de celui de 1931.

Il semblerait que l'Indochine fut contrainte, devant l'avalissement des prix de son marché d'exportation, d'accroître ses débouchés d'une façon sensible, pour obtenir une somme à peu près égale (10).

(9) De 5.215 millions de francs en 1929 le commerce spécial est tombé à 1.955 millions de francs en 1932.

(10) Les exportations passèrent, en effet, de 2.648 milliers de tonnes en 1931 à 3.437 milliers en 1934 pour des valeurs respectives de 1.120 millions de francs et de 1.061 millions de francs.

Il est certain que la progression normale, à peine ralentie durant les années de crise, du volume total des échanges commerciaux de l'Union, est une preuve tangible du développement rationnel de l'économie indochinoise.

Prenons maintenant le mouvement des importations et des exportations pour les comparer et en dégager la balance commerciale de l'Indochine.

Années	Importations millions de francs	Exportations millions de francs
1906	177	147
1910	191	249
1913	234	285
1920	848	982
1925	1.780	2.456
1927	2.686	3.855
1930	1.811	1.841
1931	1.286	1.120
1932	938	1.017
1933	911	1.015
1934	917	1.061
1935	901	1.298
1936	975	1.708
1937	1.578	2.589

De 1906 à 1913 les importations et les exportations suivirent une progression identique, quoiqu'elle ait été un peu plus marquée pour les exportations. Après un fléchissement, au début de la guerre des importations et un ralentissement dans les exportations, les deux catégories reprirent une marche ascendante de 1917 à 1927, suivant la proportion observée ci-dessus. Un léger recul dans les deux mouvements est alors observé de 1927 à 1929, puis à l'éclatement de la crise, devant l'effondrement des prix mondiaux et la surproduction, la régression des deux postes s'accrut, surtout pour les exportations (baisse de 150 % en l'espace de deux ans). Dès 1932 les échanges étaient stabilisés, les importations ne fléchissant en quatre années que de 37 millions (11), alors que les exportations se relevaient très légèrement, gagnant 281 points (12).

Les cours mondiaux ayant repris leur marche ascendante, la valeur des échanges commerciaux de l'Indochine s'amplifia et l'année 1936 assista au réveil magnifique de notre possession qui vit avec joie une reprise généralisée de ses exportations, lui permettant ainsi d'accroître favorablement sa balance commerciale.

La balance commerciale, d'abord défavorable en 1906, 1907 et 1908, devint favorable en 1909 et ne cessa plus de l'être, sauf un léger déficit en 1931. La progression ressort des chiffres suivants :

(11) De 1932 à 1935 les importations passèrent, en effet, par les chiffres suivants : 938 millions et 901 millions.

(12) De 1.017 millions en 1932 les exportations passèrent à 1.298 millions de francs en 1935.

Années	Déficitaire millions de francs	Favorable	Années	Déficitaire millions de francs	Favorable
—	—	—	—	—	—
1906..	— 30		1922..		+ 273
1907..	— 8		1923..		+ 62
1908..	— 13		1924..		+ 383
1909..		+ 33	1925..		+ 676
1910..		+ 58	1926..		+ 988
1911..		+ 44	1927..		+ 295
1912..		+ 25	1928..		+ 340
1913..		+ 51	1929..		+ 9
1914..		+ 77	1930..		+ 31
1915..		+ 124	1931..	— 166	
1916..		+ 64	1932..		+ 79
1917..		+ 72	1933..		+ 104
1918..		+ 108	1934..		+ 147
1919..		+ 314	1935..		+ 397
1920..		+ 134	1936..		+ 733
1921..		+ 476	1937..		+ 1.011

Sauf pendant les années 1906, 1907, 1908 et 1931, la balance du commerce de l'Indochine a toujours été favorable dans la période que nous envisageons. L'excédent en valeur des exportations sur les importations a atteint près d'un demi-milliard en 1926. Les excédents subsistent jusqu'en 1931, année où la balance commerciale accusa un brusque déficit de 166 mil-

lions. Heureusement pour les finances indochinoises ce dernier n'eut pas de suite et dès 1932 l'excédent de la balance faisait renaître un espoir qui ne fut point déçu. Chaque année qui s'écoulait, en effet, voyait grandir le solde créditeur de la balance qui atteignait en 1936 733 millions de francs et en 1937 plus d'un milliard : 1.011 millions, chiffre qui n'avait été jamais atteint jusqu'alors.

De cette statistique résulte la constatation que l'Indochine a une économie bien équilibrée, entretenant avec l'ensemble des pays des relations à peu près sur le pied d'égalité entre ses fournisseurs et ses clients. Toutefois elle a besoin d'eux comme débouchés un peu plus que comme fournisseurs.

Voyons, à présent, l'évolution suivie dans la nature des produits, tant importés qu'exportés entre l'Indochine et la Métropole, d'une part, les pays étrangers, de l'autre.

De ces tableaux il se dégage une considération d'ordre général, qu'il est normal de relever dans un pays neuf à économie essentiellement agricole comme l'Indochine. Elle importe en grande quantité (13) des objets fabriqués, indispensables pour sa mise en valeur et le développement de son économie, alors qu'elle exporte des objets d'alimentation dans la proportion de 70 % environ de ses exports totales.

Si nous considérons dans le détail les différentes colonnes de ces tableaux, il appert que, dans la répar-

(13) 62 % des importations indochinoises portent sur des objets fabriqués, 13 % seulement sur des objets d'alimentation (d'après les chiffres du commerce spécial indochinois de 1936).

Répartition des échanges par catégories et par groupes de pays

I. — IMPORTATIONS

Désignation des catégories d'articles	POIDS (milliers de tonnes)										VALEURS (millions de francs)									
	1936	1935	1934	1933	1932	1931	1930	1929	1928	1913	1936	1935	1934	1933	1932	1931	1930	1929	1928	1913
<i>Objets d'alimentation:</i>																				
France et Colonies	16	14	15	11	13	13	15	18	19	19	57	56	64	56	69	71	89	115	118	71
Etranger	66	64	55	60	65	78	92	103	110	42	73	69	61	80	93	127	161	391	436	128
TOTAL	82	78	70	71	78	91	107	121	129	61	130	125	125	136	162	198	250	506	554	199
<i>Matières nécessaires à l'industrie.</i>																				
France et Colonies	48	45	51	28	36	40	60	80	45	30	47	45	52	34	37	53	87	124	71	37
Etranger	198	168	160	151	167	181	217	232	230	106	198	165	182	182	200	251	338	472	468	187
TOTAL	246	213	211	179	203	221	277	312	275	136	245	210	234	216	237	304	425	596	539	224
<i>Objets fabriqués:</i>																				
France et Colonies	57	55	58	46	52	57	85	89	82	35	446	426	429	430	450	559	890	1026	941	406
Etranger	55	56	44	37	18	75	52	68	54	47	154	140	126	129	89	225	238	422	414	312
TOTAL	112	111	102	83	70	132	137	157	136	82	600	566	555	559	539	784	1128	1448	1355	718
<i>Totaux:</i>																				
France et Colonies	121	114	124	85	101	110	160	187	146	84	550	527	545	520	556	683	1066	1265	1130	514
Etranger	319	288	259	248	250	334	361	403	394	195	425	374	369	391	382	603	737	1285	1318	627
TOTAL	440	402	383	333	351	444	521	590	540	279	975	901	914	911	938	1286	1803	2550	2448	1141

II. — EXPORTATIONS

Désignation des catégories d'articles	POIDS (milliers de tonnes)										VALEURS (millions de francs)										
	1936	1935	1934	1933	1932	1931	1930	1929	1928	1913	1936	1935	1934	1933	1932	1931	1930	1929	1928	1913	
<i>Objets d'alimentation:</i>																					
France et Colonies	1642	857	1258	909	617	400	349	361	420	451	867	359	464	414	323	281	361	438	501	318	
Etranger	666	1378	791	724	817	707	950	1320	1564	1025	332	578	295	332	467	527	1087	1627	1937	769	
TOTAL	2308	2235	2049	1633	1434	1107	1299	1681	1984	1476	1199	937	759	746	790	808	1448	2065	2438	1087	
<i>Matières nécessaires à l'industrie.</i>																					
France et Colonies	339	289	220	212	139	132	82	63	67	53	148	103	79	75	45	65	88	128	115	70	
Etranger	1718	1468	1158	1295	1397	1367	1426	1503	1334	507	314	220	182	157	150	199	237	321	282	148	
TOTAL	2057	1757	2378	1507	1536	1499	1508	1566	1401	560	462	323	261	232	195	264	325	449	397	218	
<i>Objets fabriqués:</i>																					
France et Colonies	10	9	5	4	4	3	3	3	3	2	32	24	25	21	17	27	32	41	41	9	
Etranger	100	45	5	77	34	39	54	37	46	38	15	14	16	16	15	21	36	57	62	91	
TOTAL	110	54	10	81	38	42	57	40	49	40	47	38	41	37	32	48	68	98	103	100	
<i>Totaux:</i>																					
France et Colonies	1991	1155	1483	1125	760	535	434	427	490	506	1047	486	568	510	385	373	481	607	657	397	
Etranger	2484	2891	1954	2096	2248	2113	2430	2860	2944	1570	661	812	493	505	632	747	1360	2005	2281	1008	
TOTAL	4475	4046	3437	3221	3008	2648	2864	3287	3434	2076	1708	1298	1061	1015	1017	1120	1841	2612	2938	1405	

tition des produits échangés avec la métropole et les pays étrangers, l'argument du droit de douane n'y entre que pour une part, de multiples facteurs économiques y agissant avec intensité. Car les courants commerciaux s'établissent surtout d'après des facteurs naturels, tant géographiques et ethniques, qu'économiques et empruntent ainsi à la nature des choses un certain caractère de nécessité, qui ne permet pas d'envisager leur bouleversement complet au moyen d'artifices douaniers.

D'une manière générale, les objets fabriqués sont les marchandises qui renferment la plus grande valeur sous le moindre poids et le moindre volume; par contre les objets d'alimentation et surtout les matières premières nécessaires à l'industrie, sont ordinairement plus lourdes ou plus encombrantes pour une valeur moindre.

Il est facile de s'en rendre compte en comparant aux importations de 1936, par exemple, les poids et valeurs des marchandises de chaque catégorie.

Désignation des marchandises	Poids (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Valeur en moyenne d'une tonne
Objets d'alimentation...	82	130	1.585 fr.
Matières premières....	246	245	996 fr.
Objets fabriqués	112	600	5.357 fr.

Aussi le transport par mer des marchandises lourdes ou encombrantes, de faible valeur comme les deux premières catégories, augmente leur prix de revient

proportionnellement beaucoup plus que celui des marchandises de grande valeur, sous un poids minime. Il en résulte que l'Indochine peut trouver un intérêt plus grand à s'approvisionner chez ses voisins en produits d'alimentation ou en matières premières, car même grevées de droits d'entrée, ces marchandises lui reviennent à un prix inférieur à celui qu'il lui faudrait verser pour les faire revenir de France. Pour les objets fabriqués, le coût du fret est relativement moindre, à valeur égale de la marchandise, la franchise permet aux importateurs indochinois de le supporter.

D'autres considérations encore peuvent intervenir : caractère de particularisme dans l'alimentation indigène qui rend indispensable l'importation de ces produits spéciaux de pays les produisant ; caractère de spécificité uniforme, présentée souvent par les objets d'alimentation et les matières premières, ce qui a pour résultat de rendre indifférent leur achat à tel ou tel autre pays ; danger de voir périr certaines denrées alimentaires durant leur traversée plus ou moins longue. Les objets fabriqués, au contraire, présentent toujours des caractéristiques différentes suivant leur origine et le consommateur acceptera d'acquitter des frais de transport plus élevés, s'il obtient des produits plus conformes à ses goûts ou de fabrication plus parfaite.

Si nous considérons le tableau des importations, nous notons, en effet, que pour les deux premières catégories de marchandises : objets d'alimentation et matières nécessaires à l'industrie, l'Indochine fait un

appel très large à l'étranger (14) tandis qu'elle restreint considérablement son marché à son égard en ce qui touche les objets fabriqués (15).

Par contre la situation des échanges d'exportation paraît avoir été complètement faussée depuis l'apparition de la dernière crise universelle. Il y a lieu, en effet, de noter que jusqu'en l'année 1929 les exportations des denrées alimentaires (16) trouvaient leur débouché normal dans les divers pays asiatiques. Par suite de la fermeture de quelques-uns de ces derniers et par suite du concours apporté par la Métropole, ce marché se trouve être désaxé: la France et les colonies françaises étant devenues le client principal, l'Extrême-Orient l'accessoire (17).

Les matières nécessaires à l'industrie ne connurent point ces fluctuations; les voisins de l'Indochine restant ses meilleurs acheteurs malgré les efforts fournis tant par la Métropole que par la Colonie, pour développer l'exportation de l'anhracite tonkinois sur la France.

Quant aux exportations des objets fabriqués, œuvre de l'artisanat indigène, nous n'avons rien à signaler, sinon qu'en conformité avec les considéra-

(14) 72 % environ du total des produits d'alimentation et des matières premières importés viennent de l'étranger (271 millions de francs sur 375 millions en 1936).

(15) 25 % seulement (154 millions sur un total de 600 millions de francs).

(16) Elles représentent environ 70 % des exportations totales.

(17) En 1929 l'étranger achetait à l'Union indochinoise 78 % de ses produits alimentaires exportés alors qu'en 1936 il ne lui achetait plus que 28 %.

tions étudiées plus haut, ces exportations se font de plus en plus avec la Métropole au détriment de l'étranger.

SECTION III

Parts respectives de la Métropole Colonies et des Pays étrangers dans les échanges de l'Indochine

Avant d'étudier dans le détail, au cours des chapitres qui vont suivre, les différents marchés de l'Union indochinoise nous allons établir les parts respectives de la Métropole et ses Colonies, d'une part, et des pays étrangers, de l'autre, tant dans les importations que dans les exportations.

Années	% des Importations en provenance de		% des Exportations à destination de	
	France et Colonies	Etranger	France et Colonies	Etranger
1906	49,10	50,90	26,53	73,47
1913	45,07	54,30	28,07	71,93
1920	28	72	17,31	82,69
1926	50,80	49,20	22,07	77,93
1927	50	50	21,26	78,74
1928	44,15	55,85	22,39	77,61
1929	49,51	50,49	23,23	72,77
1930	59,24	40,76	26,12	73,88
1931	53,20	46,80	33,40	66,60
1932	59,30	40,70	37,86	62,14
1933	57,10	42,90	50,25	49,75
1934	59,63	40,37	53,54	46,46
1935	58,50	41,50	37,45	62,55
1936	55,39	44,61	61,30	38,70
1937	57	43	52	48

D'après ce tableau, les territoires français et les pays étrangers se partagent à peu près également les entrées en Indochine; toutefois depuis 1930 il y a lieu de noter que l'Indochine a accru de façon sensible ses achats à la Métropole. La moyenne des années 1930 à 1936 ressort à 57,45 % en faveur des territoires français alors qu'elle n'était que de 48,60 % durant la période allant de 1926 à 1930.

Aux exportations, cette égalité est franchement rompue et même depuis 1930 règne une instabilité des plus complète dans cette branche. Nous pouvons noter que jusqu'à l'apparition des dernières perturbations cycliques, l'étranger achetait à l'Indochine plus des 75 % de ses ventes, la métropole et les colonies n'absorbaient, environ que le quart des exportations. Depuis 1930 s'est instaurée une instabilité dans les débouchés, qui pourrait, si l'on n'y prend point garde de suite, occasionner de graves déboires à notre possession dans un avenir plus ou moins lointain. Nous observons, en effet, que la part de l'étranger est passée de 73,88 % en 1930, à 38,70 en 1936, l'étranger n'absorbe plus qu'un peu plus du tiers des ventes de l'Union, alors que six années plus tôt il lui en achetait les trois quarts.

Là n'est point le danger, car si la France assurait un exutoire régulier aux produits indochinois, la Colonie retrouverait sur le marché impérial des débouchés qu'elle a perdus en Extrême-Orient. Or, il n'en est rien, la France n'absorbe les marchandises de l'Union que contrainte et forcée et dès qu'il se trouve une possibilité quelconque à l'Indochine de placer ses

produits à l'étranger, le gouvernement l'y engage fortement. Voilà la raison pour laquelle en 1935 la part de l'étranger se releva à 62,55 % contre 46,46 en 1934 et retomba à 38,70 en 1936.

La France ne pourra indéfiniment jouer ce rôle de régulateur des échanges, il n'est point sans nous honorer, certes, mais il ne peut et doit point s'éterniser, l'avenir de notre magnifique possession asiatique exige que l'on retrouve la stabilité dans ses courants commerciaux.

CHAPITRE II

MOUVEMENT DU COMMERCE DE L'INDOCHINE AVEC LA MÉTROPOLE ET LES COLONIES FRANÇAISES

Après avoir pris en considération les données d'ensemble afférentes à l'activité commerciale de l'Indochine, nous allons nous étendre, à présent, sur le mouvement des échanges commerciaux existant entre l'Indochine, d'une part, et la France et ses possessions coloniales, de l'autre. Nous verrons, au cours de cette étude, que la politique économique poursuivie par la Métropole dans sa colonie a porté ses fruits et que de plus en plus les liens étroits qui se sont forgés à ce contact, se sont affermis peu à peu en donnant essor à un mouvement des échanges, en constant progrès, entre la Métropole et sa possession.

SECTION I

Importance de ce mouvement d'échanges

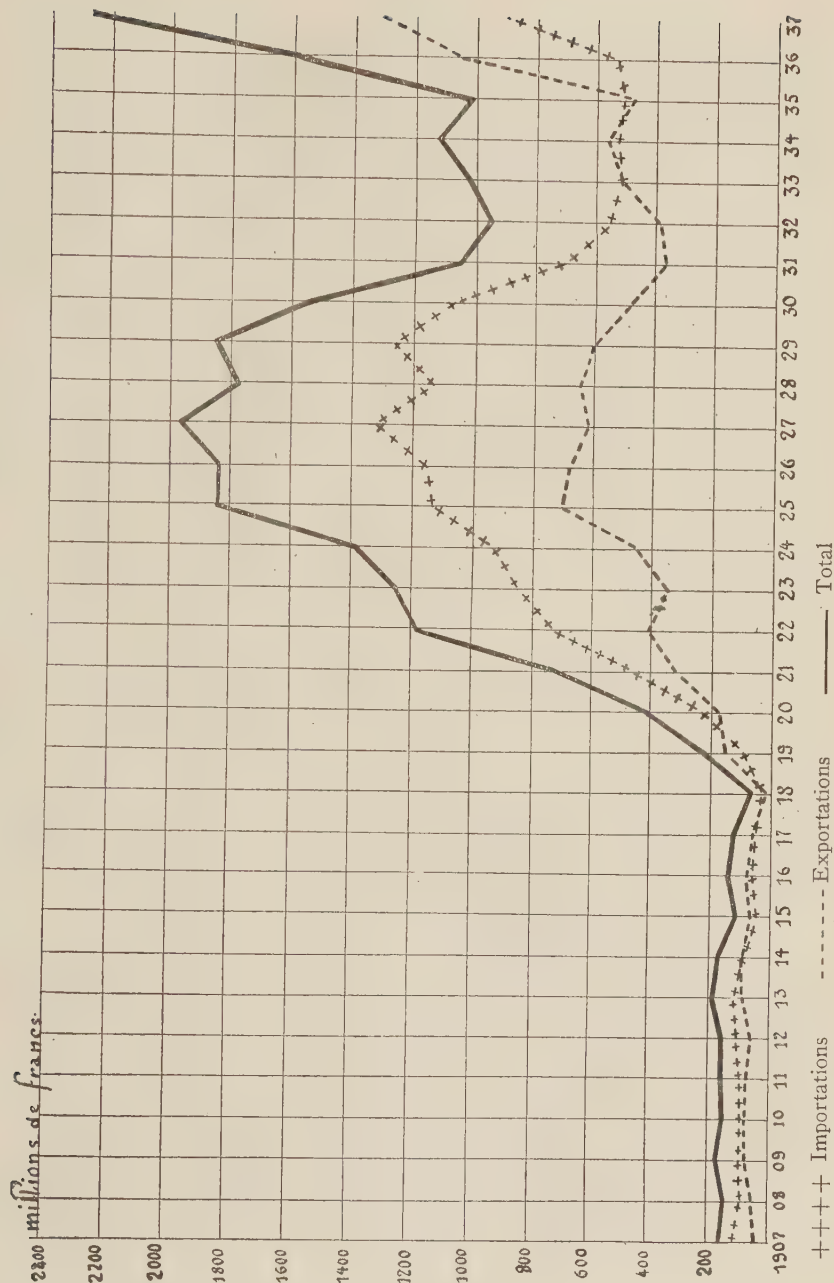
Nous allons dresser dans un tableau, les importations en provenance de la France et de ses colonies et les exportations de l'Indochine à destination de la France et de ses possessions.

Années	Importations (en milliers de tonnes)	Exportations	Importations (en millions de francs)	Exportations
—	—	—	—	—
1906	—	—	87	39
1913	84	506	107	80
1920	—	—	238	170
1925	—	—	953	599
1926	—	—	1.458	851
1927	—	—	1.343	634
1928	146	490	1.147	658
1929	187	427	1.289	607
1930	160	434	1.073	481
1931	110	535	683	373
1931	101	760	556	385
1933	85	1.125	520	510
1934	124	1.483	545	568
1935	114	1.155	527	486
1936	121	1.991	550	1.047
1937	155	1.732	900	1.348

Le mouvement des entrées en Indochine des produits provenant de la Métropole et des colonies a progressé jusqu'à la guerre, passant de 87 millions de francs en 1906 à 107 millions en 1913. S'il y eut un fléchissement durant la période des hostilités (1), il ne fut que passager : car dès 1920 nous observons que le montant de ces importations atteignait un chiffre supérieur à celui de 1913 ; d'ailleurs la pro-

(1) 90 millions en 1914 ; 47 millions en 1915 ; 63 millions en 1916 ; 60 millions en 1917 et enfin 33 millions en 1918.

II. — COMMERCE FRANCO-INDOCHINOIS



gression est continue de 1920 à 1926, même si on corrige les valeurs absolues en tenant compte de la dépréciation du franc. Les dernières années avant la dépression cyclique marquent un ralentissement, sauf toutefois en 1929 qui voit une reprise, toute passagère, due uniquement, croyons-nous, à l'application dans cette colonie du régime douanier défini par la loi du 13 avril 1928. Par contre la crise devait atteindre douloureusement l'Indochine et ses achats à la Métropole en subirent d'autant une diminution. Cependant le marché d'importation des produits métropolitains et coloniaux se trouva très rapidement stabilisé autour d'un montant moyen de 530 millions de francs et d'un tonnage moyen de 110 milliers de tonnes.

Aux exportations de l'Indochine vers la Métropole et les colonies, les valeurs absolues sont généralement moins élevées, mais la progression est très sensible aussi. De 39 millions en 1906, elles montent à 80 millions en 1913, puis continuant leur progression atteignent 851 millions en 1926, année record d'avant la crise, redescendent ensuite de façon assez régulière, pour atteindre en 1931 le point le plus bas à 373 millions. A partir de cette date la progression recommence régulière jusqu'en 1935, où par suite de circonstances économiques particulières, un léger recul est enregistré: 1937 marque le point culminant de ce marché avec ses 1.652 millions de francs (2).

(2) Soit sensiblement le double du montant des exportations indochinoises à destination de la France obtenu en l'année record de 1926.

En 1937 l'Indochine a vendu à la Métropole le double environ de ce qu'elle lui a acheté: situation inverse de celle de 1926.

Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur la colonne des exportations en poids, on note immédiatement que ce marché d'exportations indochinoises sur la France s'amplifie d'année en année; constatations que nous relèverons un peu plus tard.

La balance commerciale de l'Indochine, favorable pour l'ensemble de ses échanges avec l'extérieur, est intéressante à analyser dans ses relations avec la Métropole et les colonies :

Années	Excédent des Import. (millions de francs)	Excédent des Export. (millions de francs)	Années	Excédent des Import. (millions de francs)	Excédent des Export. (millions de francs)
1906....	48		1922....	154	
1907....	64		1923....	320	
1908....	47		1924....	366	
1909....	30		1925....	354	
1910....	16		1926....	607	
1911....	30		1927....	709	
1912....	52		1928....	489	
1913....	27		1929....	682	
1914....	12		1930....	592	
1915....		14	1931....	310	
1916....		5	1932....	171	
1917....	3		1933....	10	
1918....	11		1934....		23
1919....		62	1935....	41	
1920....	68		1936....		497
1921....	107		1937....		448

A part les exercices 1915, 1916, 1919, 1934, 1936 et 1937 la balance commerciale de l'Indochine avec la France et les colonies est restée constamment déficitaire. Ce déficit qui tendait à se résorber depuis 1912 jusqu'à la cessation des hostilités, s'est accentué à partir de 1920 pour atteindre son maximum en 1927 avec 709 millions de francs. Réduit en 1928, il augmente à nouveau en 1929 puis fléchit rapidement pour n'être plus que de 10 millions en 1933. Ce déficit se transforme en un excédent, sauf en 1935, de 23 millions en 1934, 497 millions en 1936 et de 448 millions de francs en 1937.

La Métropole est devenue une cliente complaisante pour l'Union indochinoise, lui achetant sensiblement le double de ce qu'elle lui vend. Alors que jusqu'en 1932 la France ne considérait sa colonie que comme une cliente éventuelle de ses produits exportés, cette dernière, par suite de circonstances exceptionnelles, s'est transformée, dans un temps très court, en un des principaux fournisseurs de denrées alimentaires et de matières premières nécessaires à l'industrie de la Métropole.

Cette progression des exportations indochinoises à destination des territoires français est générale, sauf quelques exceptions sans grande portée (Guadeloupe et Martinique, Kouangtcheou-Ouan et les Etablissements français de l'Inde). Le tableau que nous établissons ci-après est suffisamment explicite à ce sujet.

EXPORTATIONS

Pays de destination	QUANTITÉS			VALEURS		
	Quantités en 1936	Différences en 1936 par rapport à 1935		Valeurs en 1936	Différences en 1936 par rapport à 1935	
		en plus	en moins		en plus	en moins
		(milliers de tonnes)			(millions de francs)	
France	1.807,2	768,3	—	943,2	510,5	—
Colonies franç....	184,2	68,3	—	104,3	50,6	—
dont :						
Autres poss. franç.						
d'Afrique	113,4	48,2	—	55,7	31,9	—
Réunion	35,2	3,5	—	19,9	4,5	—
Algérie	16,5	12,6	—	11,7	8,0	—
Madagascar . . .	6,8	4,1	—	10,5	6,1	—
Nouv ^{lle} Calédonie.	7,2	2,9	—	3,2	1,3	—
Guadeloupe et						
Martinique . . .	2,1	—	0,3	1,0	—	0,1
Syrie	0,9	0,3	—	0,6	0,2	—
Kouang - Tcheou -						
Ouan	0,4	—	0,1	0,5	—	0,2
Inde	0,8	—	2,7	0,4	—	1,3
Nouv ^{lles} Hébrides.	0,8	—	—	0,4	—	—
Tunisie	0,1	0,1	—	0,4	0,4	—

Ainsi nous assistons à une évolution, quel que peu inattendue : la Métropole tend à devenir pour sa colonie son meilleur client après avoir été depuis la con-

quête son principal fournisseur. Voyons, dans la section suivante, les raisons d'un tel changement d'attitude et les différentes modifications survenues dans les courants commerciaux entre la Métropole et ses colonies et l'Union indochinoise durant ce dernier quart de siècle.

SECTION II

Evolutions du commerce franco-indochinois

Nous avons noté que dans l'esprit du législateur de 1892 le principe de l'assimilation douanière devait, avant tout, assurer à la production métropolitaine des débouchés dans les colonies, à l'abri de la franchise des droits, protectrice contre la concurrence étrangère. La franchise à l'entrée dans la Métropole garantissait une protection équivalente aux marchandises des colonies assimilées et l'entrée dans la Métropole des produits coloniaux aux meilleures conditions de prix.

On escomptait ainsi un développement des échanges réciproques entre la Métropole et les colonies assimilées. Certes, si nous considérons les chiffres fournis par la statistique, nous constatons bien un développement du commerce extérieur de l'Indochine, mais il fut aussi net avec l'étranger qu'avec la Métropole, tant aux importations qu'aux exportations. Ceci semble indiquer que les progrès de toute sorte, réalisés dans la mise en valeur de la colonie, ont eu une répercussion sur son économie et par suite sur ses échanges extérieurs, beaucoup plus grande que celle occasionnée par le régime douanier.

La nouvelle loi du 13 avril 1928 n'a point bouleversé le régime douanier antérieur, puisqu'elle conserva le principe de l'assimilation. Toutefois pour donner satisfaction, dans la mesure du possible, aux réclamations soulevées par divers groupes coloniaux relativement à l'octroi éventuel de la personnalité douanière aux Colonies assimilées, la nouvelle loi douanière permit aux assemblées locales de recourir plus facilement et plus rapidement que jadis au procédé des dérogations de tarif.

Si nous considérons les résultats du régime douanier en Indochine, nous constatons que jusqu'en 1930 les producteurs français y ont trouvé un débouché de plus en plus large, comme les producteurs indochinois en France et dans les Colonies; mais l'avantage a été pour la Métropole, puisqu'à part l'exception de 1915, 1916 et 1919, la balance commerciale lui a toujours été favorable.

Le régime de l'assimilation semble donc avoir répondu à l'attente du législateur de 1892 et 1910 et avoir favorisé le commerce français. Cependant cette progression se constate aux exportations comme aux importations, alors que la Colonie n'a pas bénéficié, à l'entrée de ses produits en France, d'une franchise aussi complète que les marchandises françaises introduites sur son territoire. D'ailleurs l'octroi plus libéral de la franchise à ses produits, en 1910 et 1928, n'a pas stimulé comme on l'espérait son mouvement d'échanges vers la France, tout au moins jusqu'en 1930.

Donc, en valeur absolue, la franchise douanière a

été plus favorable à la métropole qu'à la colonie, les produits indochinois entrant en France représentaient une valeur globale moindre que les produits métropolitains admis en franchise en Indochine (3), la France était le premier fournisseur de l'Union alors qu'elle n'était que son quatrième acheteur.

Il ne faudrait point croire cependant que le régime d'assimilation fut un stimulant actif à l'essor économique de la colonie et que le développement des échanges franco-indochinois se fit au détriment des courants commerciaux avec l'étranger.

Sur le premier point, d'éminents Economistes se sont élevés, en de véhémentes apostrophes, sur les inconvénients et les graves abus qui résultent de ce système. Certains allèrent même, jusqu'à critiquer le principe de l'assimilation, il ne nous paraît point opportun d'intervenir dans le débat, quoique nous nous déclarions partisan convaincu d'un régime d'économie impériale se rapprochant du « Self contained economic system » mis sur pied à la conférence d'Ottawa en 1932. Quoiqu'il en soit, ce régime d'assimilation ne permit pas à l'Indochine de développer ses échanges commerciaux comme elle en aurait eu la possibilité dans un régime de libre concurrence (4).

Le meilleur exemple, et là nous touchons la seconde question, en est justement en cette progression des marchés étrangers constatée et soigneuse-

(3) Jusqu'en 1930, l'Indochine achetait à la Métropole environ le double de ce qu'elle lui vendait.

(4) Exemple des colonies anglaises. Cf. note 4, chapitre I, II^e partie.

ment notée par la statistique. Pendant que les échanges commerciaux entre la France et l'Indochine passaient de 1906 à 1929 de 125 millions de francs à 1.895. millions; ceux entre l'Indochine et les pays étrangers connurent respectivement les chiffres de 198 millions et de 3.319 millions de francs.

Si nous établissons la proportion respective de ces deux marchés, nous constatons un parallélisme à peu près complet, la progression fut toujours constante dans les deux cas. De 49,10 % en 1906 les importations françaises étaient encore à 49,51 % en 1929. Donc proportionnellement, pour les importations tout au moins, le régime d'assimilation ne s'avoua point d'une efficacité absolue; quant aux exportations la part de l'étranger resta là encore sensiblement la même: 76,77 % contre 73,47 % en 1906.

Depuis 1929 le mécanisme se trouva faussé par l'arrivée de la crise.

On assista en Indochine, comme partout ailleurs, à un amenuisement rapide des échanges commerciaux tant dans les importations que dans les exportations et vis-à-vis du marché français comme de celui de l'étranger.

Les pays étrangers qui, jusqu'alors, achetaient à la colonie beaucoup plus qu'elle ne leur achetait (5) se trouvèrent bientôt en proie à de terribles difficultés financières et s'efforcèrent de comprimer le plus possible leurs dépenses. En particulier ils portèrent

(5) Les pays étrangers absorbaient, en effet, près des trois quarts des produits indochinois exportés (73,80 % en 1930) et ne fournissaient qu'un peu plus du tiers des produits importés en Indochine (40,76 % en 1930).

leurs efforts à combler et à réduire au minimum le déficit de leur balance commerciale. C'est ainsi que soit pour des considérations d'ordre interne, comme un relèvement général des droits d'entrée à l'égard des produits étrangers entrant sur leurs territoires, soit pour des considérations d'ordre politique ou économique, comme les prohibitions d'entrée, ou des taxations à un taux exagéré de certains produits importés, par mesure de représailles, les débouchés étrangers se fermèrent peu à peu aux marchandises indochinoises, apportant une preuve formelle qu'en commerce international la loi de Jean-Baptiste Say, se trouve pleinement justifiée (6).

L'Indochine devant cette fermeture progressive des frontières étrangères par des barrières douanières à peu près infranchissables, comprit le danger. Par l'organe de son Gouverneur Général elle adressa à la Métropole une requête demandant, d'une part, que celle-ci recourut immédiatement à des négociations commerciales avec les nations asiatiques commerçant avec l'Union et d'autre part, que la Métropole n'abandonna point, dans un tel malheur, sa possession à son triste sort.

La France soucieuse de maintenir un contact étroit entre son économie et les diverses activités coloniales de son Empire, comprenant son devoir de nation civilisatrice, ne voulut point voir annihiler en quelques années, les efforts soutenus depuis un demi-siècle,

(6) La Chine, violant les accords qu'elle avait signés à Nankin le 22 décembre 1928, releva son tarif douanier en 1930.

Le Japon frappa le riz d'Indochine de prohibition d'entrée en 1931 et menaça également de frapper l'anthracite d'un droit élevé.

avec le succès que l'on connaît. Aussi se décida-t-elle à intervenir en faveur de l'Indochine: emprunt du Gouvernement Général voté par le Parlement, création du fonds colonial, inauguration de la politique de soutien, enfin et surtout achat par la France, malgré les récriminations multiples des Chambres d'agriculture française, de quantités considérables de paddy et riz blanc.

Or, le riz représente environ 60 % du total des exportations après avoir été à 75 %, c'est-à-dire que le commerce du riz s'effectuant normalement, les exportations indochinoises devaient se relever très rapidement. C'est ce qui se passa de 1930 à 1936; durant cette période, le marché d'exportation du riz fut le suivant:

EXPORTATIONS DE RIZ

Années	Exportations totales	Sur la France	% France	% Etranger
1930	1.121.593	269.184	24	76
1931	959.504	309.000	33	67
1932	1.214.000	420.000	37	63
1933	1.221.000	605.000	49	51
1934	1.528.552	783.000	51	49
1935	1.765.585	475.000	27	73
1936	1.781.000	1.166.000	65	35

La France devient donc le principal acheteur de la denrée asiatique: de 269.184 tonnes en 1930, ce qui

représentait 24 % du total, elle achetait à sa colonie en 1936 1.166.000 tonnes, c'est-à-dire les 65 centièmes de ses exportations. S'il y eut en 1935 un arrêt très marqué dans la progression des achats, il est dû, essentiellement, à une demande exceptionnelle de la part de l'étranger, la récolte ayant été déficitaire en Chine et au Japon, alors qu'elle avait été normale en Indochine.

Les résultats de cette nouvelle attitude de la Métropole se sont avérés très heureux pour l'économie de l'Union. Elle a pu, grâce à elle, surmonter assez facilement la crise et retrouver l'équilibre dans ses échanges. L'Indochine est entrée, définitivement espérons-le, dans l'orbite du marché impérial, la Métropole étant susceptible, comme nous le verrons plus loin (7) de trouver dans sa colonie des richesses qu'elle n'exploite encore que bien faiblement.

Il ne faudrait point, néanmoins, négliger les anciens marchés étrangers et un des principaux devoirs actuels de la Métropole est de veiller à une reprise des relations commerciales de sa possession avec les pays d'Extrême-Orient, ses voisins. Il nous paraît inadmissible à présent que l'étranger n'achète plus que le tiers des sorties de l'Union, alors qu'il lui vend dans la proportion de 50 % environ des produits qu'elle importe chaque année (8).

Ajoutons que pour 1937 l'Union indochinoise est passée au sixième rang des fournisseurs de la Métro-

(7) Cf. section 2, chapitre I, III^e partie.

(8) En 1936 les pourcentages étaient de 44,61 % pour les importations et de 38,70 % pour les exportations alors qu'en 1929 ils étaient respectivement de 50,49 % et de 76,77 %.

pole avec ses 1.348 millions de francs et au neuvième rang des clients avec ses 900 millions de francs, marquant ainsi une avance considérable par rapport à 1913, où elle n'occupait que le quatorzième rang aux importations dans la Métropole et le onzième rang aux exportations de France.

SECTION III

Etude statistique des divers produits échangés entre la Métropole et l'Indochine

Dans cette étude, limitée à l'exercice d'une seule année: 1936, nous nous bornerons strictement à indiquer les données générales, renvoyant nos lecteurs pour le détail aux tableaux statistiques sis dans l'annexe I.

En 1936 l'Indochine a reçu de la France et des colonies les quantités et valeurs suivantes, groupées par catégories:

	Milliers de tonnes	Millions de francs
Objets d'alimentation	16	57
Matières nécessaires à l'industrie ..	48	47
Objets fabriqués	57	446
TOTAUX	121	550

Elle leur a expédié les quantités et valeurs suivantes:

	Milliers de tonnes	Millions de francs
Objets d'alimentation	1642	867
Matières nécessaires à l'industrie ..	339	148
Objets fabriqués	10	32
TOTAUX	1991	1047

Les importations en objets fabriqués représentent près de la moitié en quantités (47,10 %) et plus des 4/5 en valeurs (81,09 %) : Résultat normal pour un pays jeune sans grande industrie et à grande richesse agricole. Par contre les objets d'alimentation n'y figurent que pour 13,22 % en quantités et 10,36 % en valeurs. Les matières premières pour 39,67 % en quantités et 8,54 % en valeurs.

Les proportions aux exportations sont bien différentes. Les objets d'alimentation constituent de beaucoup l'élément essentiel : plus des 4/5 en quantités (82,47 %) et en valeurs (82,80 %) (9) résultante de l'économie essentiellement agricole de l'Indochine. Les matières premières atteignent environ le 1/6 en quantités (17,02 %) et le 1/7 en valeurs (14,13 %). Quant aux objets fabriqués ils n'y figurent que pour une part infime : 0,70 % en quantités et 3,05 % en valeur.

(9) Le riz, à lui seul, représente 70 % du total des objets d'alimentation, le maïs 29 % avec 496.000 tonnes.

CHAPITRE III

RELATIONS COMMERCIALES DE L'INDOCHINE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

Second aspect du problème qui ne manquerait point de devenir angoissant dans un avenir plus ou moins rapproché, si dès à présent le Gouvernement central n'intervient point d'une manière vraiment efficace et sans une arrière-pensée d'égoïsme métropolitain.

En contrepartie, en effet, de l'accroissement du trafic de l'Indochine avec la France et les colonies françaises, les rapports commerciaux de l'Union avec les divers pays étrangers, surtout ceux d'Extrême-Orient, ont enregistré un amenuisement qui va toujours en s'accroissant d'année en année. Des pays de l'Asie, l'axe de l'activité commerciale de l'Union indochinoise s'est déplacé vers l'Ouest : la Métropole.

Et pourtant de par sa situation géographique et son éloignement de la Mère-Patrie n'est-elle point appelée naturellement à commercer surtout avec ses voisins, les pays d'Asie ?

SECTION I

Régime de ce mouvement commercial

Nous avons vu, au cours du chapitre précédent, que malgré l'institution du régime de l'assimilation par la loi de 1892, l'Indochine était parvenue jusqu'en 1929 à accroître parallèlement ses échanges tant avec la Métropole que les Etats voisins : les pays d'Extrême-Orient. Les dérogations, en effet, qui étaient contenues dans l'ancien tarif spécial découlant de la loi du 11 janvier 1892, avaient été dictées essentiellement par deux ordres de considération. D'abord, la situation géographique de l'Indochine qui, abstraction faite du caractère très développé d'affinité de races, la faisait non seulement la pourvoyeuse en riz, mais la cliente naturelle des pays qui l'entouraient, en particulier de la Chine. Ensuite la nécessité de favoriser l'importation de certains articles à l'usage exclusif des indigènes ou des colonies japonaise et chinoise et que la France ne produit pas. Aussi l'application des droits du tarif métropolitain à un grand nombre de ces produits nés d'une civilisation, de religions et de coutumes différentes des nôtres ne se justifiait aucunement. D'ailleurs cet esprit se trouvait si nettement marqué que le dit tarif spécial avait pris quasi-figure d'un tarif pour la Chine, d'où son appellation commune de « tarif chinois ».

Le nouveau tarif spécial de 1929, très protectionniste, est marqué, en réalité, par une réaction contre la tendance antérieure, dans un dessein légitime de

protection de la production nationale et depuis 1929 cette réaction, sous la poussée irrésistible des événements, est devenue de plus en plus violente.

La réforme de 1929 se caractérise par la suppression du tarif de faveur consenti en fait à la Chine et la mise des importations de ce pays sous le régime de droit commun. Aussi bien loin de favoriser les courants commerciaux naturels de l'Indochine par un régime libéral, le tarif de 1929 a rendu plus mauvaise, qu'elle ne l'était, la position douanière des pays d'Extrême-Orient, au détriment des véritables intérêts de la colonie.

« Le nouveau tarif indochinois », écrit M. TOUZET (1) « contient un certain nombre de taxes purement fiscales, inutiles pour la protection de l'industrie métropolitaine et qui, s'appliquant à des objets très répandus chez les indigènes, leur impose des charges qu'il faudrait leur épargner. L'annamite consomme des denrées et des produits chinois, utilise des ustensiles domestiques de ce pays, s'habille d'étoffes spéciales, accomplit des obligations cultuelles, rituelles ou traditionnelles avec des produits que seuls ses voisins peuvent lui fournir. L'application à la masse de ces objets, des quotités les plus élevées du tarif général augmente sans profit pour le commerce métropolitain le prix de la vie de l'indigène et contribue à empêcher la masse de la population d'adopter nos goûts, nos mœurs et notre genre de vie en rendant impossible pour elle l'achat des objets qui pourraient les développer ».

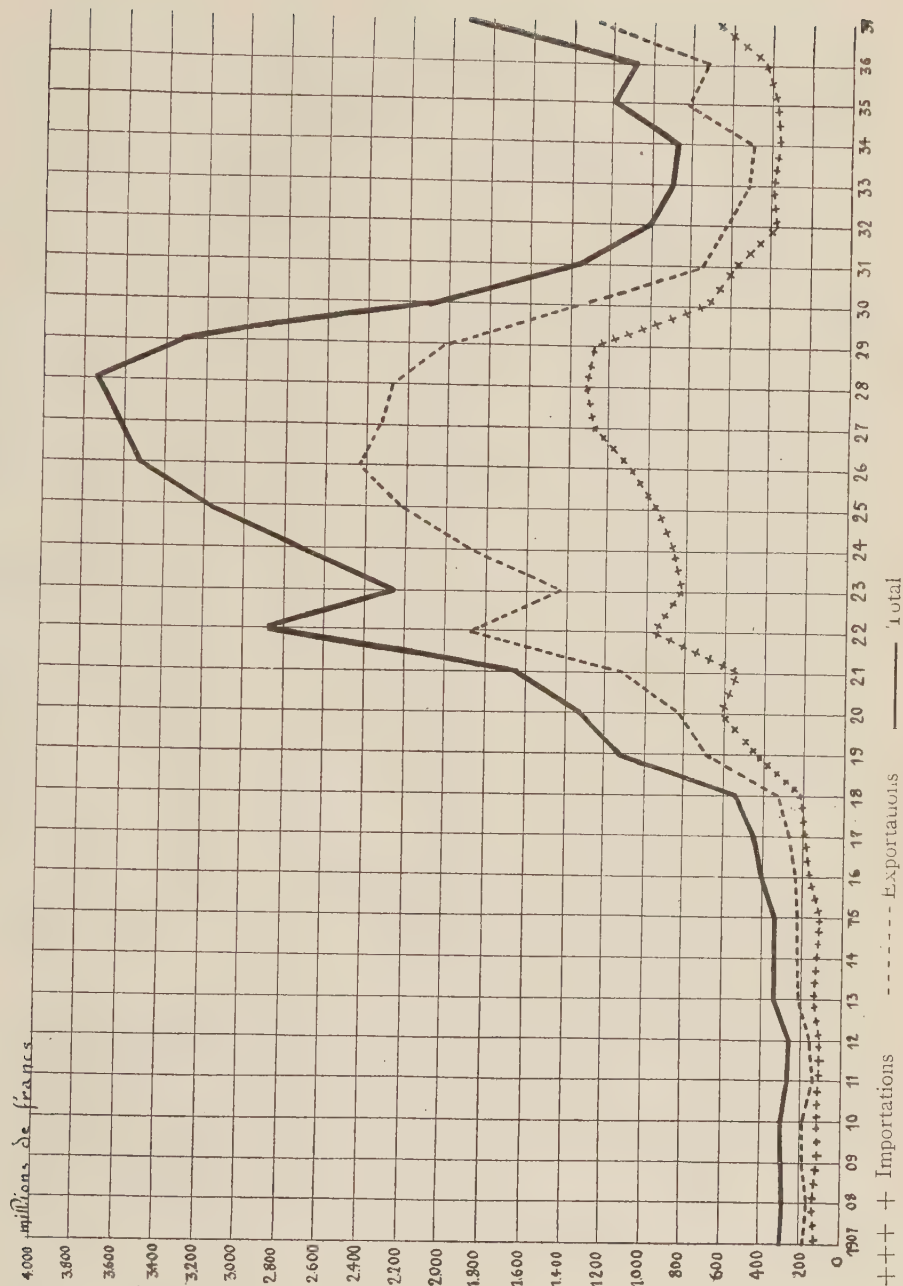
(1) André TOUZET, ancien gouverneur, dans : « Economie indochinoise et la grande crise universelle ». Paris, 1934.

Une comparaison rapide des quotités qui s'appliquent à certains articles de consommation asiatique démontrera l'exagération des charges nouvelles, imposées par le tarif métropolitain à ce commerce particulier.

Produits taxés	DROITS	
	anciens	nouveaux
Tabac à fumer chinois	350	1.000
Légumes desséchés	30	130
Thé	353	800
Sauce chinoise	17	300
Faïence décorée	117,60	300
— non décorée	66,15	160
Porcelaine décorée	135	1.200
Fils de chanvre	382,50	1.000
Fils de soie écrus	340	12.000
Tissu de soie	1.360	de 6.000
		à 70.000
Parapluies en papier	76,50	2.200

Les différences considérables, allant de 100 % à 5.000 %, expliquent les diminutions sensibles subies par les Importations chinoises, d'autant plus que venaient s'ajouter à leur intensité propre les effets d'une crise économique qui s'avéra particulièrement vive sur les marchés d'Extrême-Orient.

III. — COMMERCE INDOCHINE - ETRANGER



SECTION II

Importance de ce mouvement d'échanges

Années	Import. (millions de francs)	Export. (millions de francs)	Années	Import. (millions de francs)	Export. (millions de francs)
—	—	—	—	—	—
1906	90	108	1922	483	910
1907	119	175	1923	546	928
1908	127	161	1924	676	1.425
1909	112	175	1926	1.409	3.004
1910	110	184	1928	1.451	2.280
1913	127	205	1929	1.314	2.005
1915	115	225	1930	738	1.360
1916	171	230	1931	603	747
1917	184	259	1932	382	632
1918	210	329	1933	391	505
1919	441	693	1934	369	493
1920	610	812	1935	374	812
1921	532	1.115	1936	425	661

Données provisoires de 1937 : Importations : 678 millions de francs
Exportations : 1.241 millions de francs

Ainsi que nous l'avons énoncé ci-dessus, les échanges entre l'Indochine et les pays étrangers accusent, comme les transactions entre l'Indochine et les territoires français, une progression à peu près continue jusqu'en 1929, en dépit de quelques oscillations en sens contraire.

Les importations étrangères en Indochine représentent en 1906 une valeur totale de 90 millions de francs, en 1913 elles atteignent 127 millions et 610 millions de francs en 1920, la progression ayant été rapide durant les hostilités. Après deux années de regression le mouvement ascendant reprend en 1923 pour atteindre le point le plus élevé en 1928 avec 1.451 millions. A partir de cette date, la mise en application du nouveau régime douanier et surtout l'apparition de la crise apportent un fléchissement très accusé dans les importations, qui passent ainsi à une valeur totale minimum de 369 millions de francs en 1934: 93 millions de francs-or, c'est-à-dire à un montant-or légèrement supérieur à celui de 1906 (2). Depuis lors le mouvement ascendant reprend sa marche normale; 374 millions de francs en 1935, 425 million en 1936, 678 millions en 1937, progression beaucoup moins caractérisée en valeur qu'en poids, car durant le même laps de temps, les importations en Indochine d'origine étrangère se sont élevées de 259 milliers de tonnes en 1934 à 319 milliers en 1936 et 371 milliers en 1937.

Aux exportations, on relève les valeurs suivantes: 108 millions de francs en 1906; 205 en 1913, une augmentation continue de 1913 à 1921 atteignant 1.115 millions de francs à cette date. Après un léger fléchissement en 1922 et 1923, un rebondissement à 1.425 millions de francs en 1924, 3 milliards en 1926; depuis lors les exercices accusent une diminution,

(2) En poids on notait un excédent notable en faveur de 1934: 259 milliers de tonnes contre 180 milliers de tonnes en 1906.

lente à ses débuts, qui s'accroît rapidement en 1929 et 1930: 2 milliards en 1929, 1.360 millions en 1930, 747 millions en 1931. Le fléchissement dure encore trois exercices, atteignant son point le plus bas en 1934 avec 493 millions de francs; l'année 1935 voit s'opérer le redressement des exportations à 812 millions de francs. Par contre 1936 devait accuser, à nouveau, un recul notable, les sorties de l'Indochine à destination de l'étranger s'établissant alors à 661 millions de francs, total légèrement supérieur à celui de 1932, 1937 confirme la reprise des exportations avec 1.241 millions de francs.

Cette brusque poussée des exportations indochinoises vers l'étranger, constatée en 1935, résulte d'une demande accrue de riz par les pays asiatiques; d'ailleurs en poids les exportations marquent cette poussée: 2.891 milliers de tonnes (chiffre supérieur à celui de 1929) en 1935 contre 1954 milliers seulement en 1934, 2.484 en 1936 et 2.626 en 1937.

Consultons maintenant la balance du commerce entre l'Indochine et l'étranger:

TABLEAU.

Années	Défavorable (millions de francs)	Favorable (millions de francs)	Années	Défavorable (millions de francs)	Favorable (millions de francs)
—	—	—	—	—	—
1906	—	18	1922	—	427
1907	—	56	1923	—	382
1908	—	34	1924	—	749
1909	—	63	1925	—	1.030
1910	—	74	1926	—	1.595
1912	—	50	1927	—	1.004
1913	—	78	1928	—	829
1914	—	89	1929	—	691
1915	—	110	1930	—	622
1916	—	59	1931	—	144
1917	—	75	1932	—	250
1918	—	119	1933	—	114
1919	—	252	1934	—	124
1920	—	202	1935	—	438
1921	—	582	1936	—	236

Données provisoires de 1937: + 563 millions de francs.

La balance commerciale avec l'étranger est donc constamment favorable à l'Indochine: elle vend aux pays étrangers plus qu'elle ne leur achète. L'excédent de ses exportations est très variable, notamment parce que l'élément essentiel qui y figure, le riz, est sujet à des variations dans le rendement des récoltes.

Cependant dans l'ensemble les oscillations font ressortir une tendance générale à l'accroissement en valeur de l'excédent des exportations sur l'étranger, une reprise s'étant manifestée en ce sens dès 1934: de 18 millions de francs en 1906 il passe à 78 en 1913; 582 en 1921, 1.595 en 1926. Il fléchit durant les années de crise à 114 millions en 1934, pour remonter à 236 millions en 1936 et 563 millions de francs en 1937.

Il y a lieu de noter, cependant, qu'à partir de 1934, la balance commerciale avec l'étranger passe au second plan dans le montant global de la balance des échanges de l'Indochine, le premier rang étant très largement tenu par la France et ses colonies qui accusent, dans leurs relations commerciales avec l'Union indochinoise, un déficit de 497 millions en 1936 et 448 millions en 1937.

Nous allons, au cours des pages qui vont suivre, nous livrer à une étude statistique des divers produits échangés entre l'Indochine et les Etats étrangers, comme nous l'avons précédemment fait pour la France et ses colonies.

En 1936 l'Indochine a reçu de l'étranger les quantités et les valeurs suivantes, groupées par catégories:

	Milliers de tonnes	Millions de francs
Objets d'alimentation	66	73
Matières nécessaires à l'industrie ..	198	198
Objets fabriqués	55	154
TOTAUX	319	425

La même année, elle leur a expédié les quantités et valeurs suivantes :

	Milliers de tonnes	Millions de francs
Objets d'alimentation	666	332
Matières nécessaires à l'industrie ..	1718	314
Objets fabriqués	100	15
TOTAUX	2484	661

Les importations en objets fabriqués ne représentent que près du 1/6^e en quantité (17,24) et un peu plus du 1/3 en valeur (3) (36,24 %); par contre les matières nécessaires à l'industrie y figurent pour près des 2/3 en quantité (62,06) et près de la moitié en valeur (46,58 %); les objets d'alimentation pour 20,69 % en quantité et 17,18 % en valeur. Ces données confirment amplement ce que nous avons énoncé plus haut : à savoir que l'Indochine a intérêt à faire revenir de la Métropole des produits de coût élevé mais de volume réduit comme le sont, en général, les objets fabriqués et de l'étranger les marchandises à gros volume pour un prix moyen ou minime, telles les matières premières, standardisées d'ailleurs, pour la plupart.

Sans vouloir entrer dans le détail des divers produits importés par l'Indochine, nous nous bornerons à en indiquer dans chaque catégorie les postes les

(3) A rapprocher des importations d'objets fabriqués de provenance française : 47,10 % en quantité et 81,09 % en valeur.

plus importants, renvoyant le lecteur, pour le détail aux tableaux statistiques sis dans l'Annexe II.

Le poste le plus important, tant en poids qu'en valeur, des objets d'alimentation est occupé par les farines, légumes et fruits: plus de 58.000 tonnes d'une valeur de 42 millions de francs. Il se compose, soit de produits exotiques, comme le vermicelle chinois, soit de légumes ou de fruits de table frais; tous produits ne pouvant être exportés de France en raison de leur inexistence ou des difficultés de transport: exception faite pour le froment en grains ou en farine.

Pour la catégorie la plus importante: celle des matières premières, le poste principal y est représenté par les combustibles dans la proportion de 60 % en poids (116.000 tonnes) et de 35 % en valeur (69 millions de francs). La houille, les huiles minérales et lourdes, le mazout sont, ou inconnus du sous-sol métropolitain, ou extraits en quantités insuffisantes pour donner lieu à une quelconque exportation.

Cette dernière considération est valable en ce qui concerne la plupart des métaux que l'Indochine importe: l'étain, le zinc proviennent de la Chine principalement; par contre pour les fers et aciers, fonte, elle nous est d'une fidélité vraiment remarquable.

En outre il ne saurait être question pour la Métropole d'alimenter sa colonie d'Asie en coton, laine ou ramie, puisque son propre marché de textiles est largement tributaire de l'étranger.

Pour terminer cette courte, mais combien aride étude des importations étrangères sur le territoire

indochinois envisageons la catégorie des objets fabriqués.

Le poste le plus important est, sans conteste, celui occupé par les fils et tissus. Sur une valeur globale, en effet, de 154 millions de francs, le montant des divers articles que ce poste englobe s'élève à près de 84 millions, soit 54 % environ. L'article le plus demandé à l'étranger est le jute, soit en tissus, soit en sac; or, il n'est pas sans intérêt de rappeler que cette matière textile est de production essentiellement asiatique.

Le second poste est tenu par les produits industriels: machines motrices et outils: articles dont diverses Nations étrangères ont acquis un quasi-monopole de fabrication: machines agricoles du Canada ou des United States of America, machines à tisser de la Grande-Bretagne, moteur diesel d'Allemagne.

A considérer les expéditions de l'Indochine à destination de l'étranger, nous voyons que les matières premières constituent près de 7/10 en quantité: 69,16 % et un peu moins de la moitié en valeur: 47,50 (4). Les objets d'alimentation représentent 26,81 % en quantité et 50 % en valeur. Quant aux objets fabriqués ils ne figurent au tableau que pour une part infime: 4,02 % en quantité et 2,26 % en valeur.

A tout seigneur tout honneur, Le riz, qui est la source principale de la richesse de l'Union, est exporté

(4) A l'égard de la France ces proportions étaient respectivement de 17,02 % en quantité et de 14,13 % en valeur: l'élément essentiel étant l'exportation d'objets d'alimentation.

en grosses quantités; malgré un ralentissement sensible constaté depuis quelques années (5) il représente encore 37 % de la valeur totale des sorties: 246 millions de francs pour 620.000 tonnes.

Parmi les matières premières exportées à l'étranger il en est une qui mérite une mention particulière: nous voulons parler du caoutchouc. Ses exportations croissent de façon régulière d'année en année (6) contribuant ainsi pour une part toujours plus grande à la richesse de la colonie. Il est, après le riz, le poste le plus important de ses exportations à destination de l'étranger, représentant avec ses 174 millions de francs, 26 % du montant global des sorties de l'Indochine.

En dehors du caoutchouc il nous est agréable de noter que notre possession exporte à l'étranger des quantités toujours plus grandes de minerais et surtout de combustibles. Alors qu'en 1900 ce commerce était insignifiant, il s'élève, aujourd'hui, à plus de 88 millions de francs, soit 12 % environ du total des ventes.

Quant aux objets fabriqués, nous n'avons qu'à constater le peu d'importance qu'ils représentent dans les exportations de l'Union. Cette dernière, en tant que pays neuf, n'a point encore d'industrie propre-

(5) En 1930 elle exportait 852.000 tonnes de riz à l'étranger sur un total de 1.121.593 tonnes, soit 76 %. En 1933, 616.000 tonnes sur un total de 1.220.000 tonnes furent exportées de l'Indochine à destination de l'étranger, soit 53 %. En 1936, la part de l'étranger s'est abaissée à 35 %: 620.000 tonnes sur un total de 1.780.000 tonnes.

(6) De 8.000 tonnes en 1925, ces exportations sont passées successivement à 10.400 tonnes en 1930; 17.570 en 1933; 29.100 en 1935, et enfin 41.400 tonnes en 1936.

ment exportatrice: la plus grande partie des articles qu'elle vend à l'étranger provenant de l'industrie artisanale.

SECTION III

Relations commerciales de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient

Le tarif douanier de 1928, en venant renforcer le protectionnisme de la loi de 1892, devait porter une vive atteinte aux relations commerciales, jusqu'alors florissantes, qu'entretenait l'Indochine avec les Etats étrangers, en particulier les pays asiatiques, ses voisins. Les principaux fournisseurs de la colonie, en effet, les pays d'Extrême-Orient continuaient à subir le tarif général métropolitain, le « tarif chinois » ayant été abrogé, tandis que les importateurs secondaires bénéficiaient, pour la plupart, du tarif minimum ou de tarifs intermédiaires: Allemagne, conformément à la convention du 28 juillet 1934; Etats-Unis: accord commercial du 6 mai 1936; Italie: *modus vivendi*, 4 mars 1932; Pologne..., etc...

Aussi n'y a-t-il point lieu d'être surpris en constatant qu'aussi bien pour les importations que pour les exportations, la diminution est proportionnellement beaucoup plus forte pour les pays voisins de l'Indochine que pour les pays d'Europe. Pour certains pays asiatiques elle atteint de 50 à 80 % et ne laisse pas d'être inquiétante.

Au point de vue commercial et douanier, les rapports commerciaux de l'Union indochinoise avec ses

voisins les plus immédiats se classent en trois groupes :

Le premier comprend les Indes Néerlandaises, les Iles Philippines et jusqu'à ces derniers temps le Siam (7). Ces pays, bien que n'accordant aucune bonification sur leurs tarifs, concèdent à l'Indochine la clause de la nation la plus favorisée et ne surtaxent pas ses produits.

Le second groupe, constitué par le port anglais de Hong-Kong et Singapore (Les Straits Settlements), tous deux entrepôts de distribution, pratique une politique libre-échangiste : aucun régime de faveur à l'égard de l'Indochine, aucune mesure de retorsion.

Le troisième groupe, que nous étudierons plus particulièrement, comprend la Chine et le Japon : pays qui ont vu leur trafic considérablement atténué, à la suite de l'application du nouveau tarif 1929, venu abroger l'ancien tarif de faveur dit « tarif chinois » et le remplacer par l'application pure et simple du tarif général métropolitain.

*
* *

Envisageons successivement la situation nouvellement créée par la loi du 13 avril 1928 dans les relations commerciales de l'Indochine avec ces deux pays :

(7) Le Siam ayant dénoncé le 5 novembre 1936 le traité de commerce et de navigation qu'il avait signé le 14 février 1925, des négociations nouvelles se sont ouvertes aussitôt entre le Gouvernement du Siam et celui de l'Indochine et ont abouti à la conclusion d'une convention, non encore ratifiée, signée le 7 décembre 1937 à Bangkok. Un accord commercial doit suivre.

I. — LES ÉCHANGES ENTRE LA CHINE
ET L'INDOCHINE

Les deux pays s'appliquant mutuellement pour leurs échanges respectifs leur tarif général, ont vu ces derniers s'amenuiser d'une façon inquiétante et marquer en l'espace de deux années un recul sensible de plusieurs centaines de millions, que l'on peut juger par ces quelques chiffres évocateurs.

Les importations chinoises de tissus de soie ont fléchi de 285 tonnes en 1929 à 52 tonnes en 1931, celles de fils de lin de 264 tonnes en 1929 à 62 tonnes en 1931, celles de papier de 2.970 tonnes à 1.211 t. Quelques marchandises ont même pour ainsi dire disparu du marché : telles les porcelaines, avec une chute de 501 tonnes à 7 tonnes, de 1929 à 1931 ; le thé de 1.614 tonnes à 23 tonnes dans la même période.

Réciproquement, les exportations indochinoises en Chine ont été décevantes dans le même laps de temps : le riz et ses dérivés de 78.882 tonnes en 1929 sont passés à 47.688 tonnes en 1931 ; la houille de 622.368 tonnes à 515.014 ; la ferronnerie de 635 tonnes à 35 tonnes ; les chapes et pneumatiques de 50 tonnes en 1929 à 9 tonnes en 1931.

Cette diminution réciproque dans les échanges commerciaux des deux pays nous paraît être normale, car, comme le notait très justement le Gouverneur Général de l'Indochine de l'époque, M. PASQUIER : « Nos exportations sont conditionnées au moins partiellement par des échanges en nature. La Chine ne peut faire face à ses achats habituels de riz qu'à la

condition d'offrir, en contre-partie, les stocks accumulés dans ses entrepôts. Or, elle ne les écoule qu'en quantité très restreinte en Indochine, en raison des droits trop élevés qui les atteignent ».

Il était urgent de pallier rapidement à cette situation nouvelle et combien angoissante. Aussi des conversations s'ouvrirent avec le Gouvernement chinois dès 1929. Les négociations furent longues et difficiles. Trois fois interrompues par suite de l'intransigeance des délégués chinois, trois fois elles furent reprises et aboutirent à la conclusion, le 16 mai 1930, d'un traité en 11 articles avec 4 lettres annexes et 3 lettres séparées, signé à Nankin par notre Ambassadeur accrédité à Pékin: M. DE MARTEL.

Il comprenait trois dispositions essentielles:

1° Reconnaissance du droit de transit pour les marchandises étrangères traversant le Tonkin à destination de la Chine. Ce droit maintenu était abaissé à 1 % *ad valorem*, avec franchise pour certaines matières premières d'origine chinoise.

2° Etablissement d'une liste (liste A) accordant à certains produits chinois entrant en Indochine le bénéfice du tarif minimum ou intermédiaire.

3° Consolidation du tarif chinois de 1929 [établi par la Chine aussitôt après la reconnaissance de sa liberté tarifaire (8)] aux produits français et indo-chinois (liste B) en provenance de l'Indochine et importés dans les trois provinces chinoises limitrophes.

(8) Traité du 22 décembre 1928 signé à Nankin par la France et d'autres nations étrangères accordait à la Chine sa pleine autonomie douanière.

Ce traité resta en quelque sorte lettre morte, car le Gouvernement chinois, devant la misère grandissante de la nation et devant l'épuisement de l'économie chinoise, fut amené à prendre à son tour des mesures pour la défense et la sauvegarde du patrimoine national. Il éleva tous ses tarifs en janvier 1931 et en mai 1933, frappant rudement nos exportations en anthracite, ciment et riz. Il a agi non point par mesure de représailles contre l'Indochine, comme le prétendent d'aucuns (9), car aucune taxation spéciale n'a frappé les produits indochinois, les taxes nouvelles visant les riz, charbons et ciments de toutes provenances.

Aussi de nouvelles négociations eurent-elles lieu; elles se montrèrent très laborieuses par suite des exigences chinoises. Nous n'avions, en vérité, que peu de choses à accorder à la Chine, car il fallait maintenir à nos industries locales, à l'artisanat indigène, qui avait pris un réel essor depuis la suppression, en 1929, du régime spécial dont bénéficiaient jusqu'alors nombre d'articles chinois, une protection nécessaire et que réclamait également les exportateurs métropolitains.

De son côté la Chine ne pouvait nous donner que peu de satisfaction, car il ne faut point oublier que la Chine, ayant recouvré sa liberté tarifaire en 1928, est tenue de soumettre aux mêmes droits de douane les produits de même catégorie, quelque soit leur provenance.

(9) Marius MOUTET, ancien ministre des Colonies, dans une intervention lors de la ratification de la Convention protocolaire du 4 mai 1935.

Cependant on parvint à s'entendre, à force de diplomatie et de concession réciproque et le Protocole fut signé à Nankin le 4 mai 1935 (10).

La liste B, telle qu'elle résulte du nouvel accord commercial contient les dispositions essentielles suivantes :

diminution de la taxe de 1,90 gold unit à 0,89 frappant l'entrée de l'anhracite indochinois sur le territoire chinois ;

diminution de la taxe sur le riz et ses dérivés de 1,65 G. U. à 1,50 G. U. par quintal.

En outre le Gouvernement s'engage à ne pas appliquer aux riz, ciment, poissons secs ou salés, originaires de l'Indochine, des droits d'entrée supérieurs à ceux frappant les produits similaires originaires de n'importe quel autre pays.

La liste A contient 36 articles chinois, admis en Indochine au bénéfice du tarif minimum : les uns sont ceux qui ont toujours alimenté la consommation indigène du Tonkin ; les autres sont d'un usage plus étendu et comprennent, soit des produits locaux comme poivres, piments, cannelle, thé, soit des produits français comme les tissus de soie.

Sous l'action bienfaisante mais par trop modérée de ces accords, le commerce sino-indochinois se redresse légèrement : de 79 millions en 1933 il passe à 141 millions en 1936 ; par contre en poids il accuse une diminution très nette entre ces deux dates : 497

(10) La ratification par le Parlement eut lieu le 28 juin 1935.

milliers de tonnes en 1933, 418 milliers de tonnes seulement en 1936. Ce fléchissement est dû essentiellement aux fluctuations de la demande chinoise en riz, suivant les résultats obtenus chaque année dans la production de cette denrée. (11).

Dans l'ensemble l'amélioration est manifeste, surtout en ce qui concerne les importations chinoises en Indochine, dont le total est passé de 15.474 tonnes en 1933 à 35.472 tonnes en 1936, marquant ainsi une augmentation de 120 % en poids et de 155 % en valeur: de 35.355 mille francs en 1933 le montant global de ces marchandises importées est passé en 1936 à 90.244 mille francs.

Parmi les progressions les plus manifestes, citons le vermicelle chinois: de 1,1 tonne en 1934 à 1.949 t. en 1936; les fruits de table frais, de 653 tonnes en 1934 à 2.286 tonnes en 1936; le coton égrené, de 72 t. en 1934 à 1.205 t en 1936; l'étain, de 743 t. en 1933 à 2.228 tonnes en 1936.

En ce qui concerne les exportations indochinoises en Chine l'amélioration n'est que bien relative, elle s'est manifestée, cependant, dans une reprise très sensible des exportations d'anthracite, conséquence, sans nul doute, de la diminution de la taxe d'entrée: 300.194 tonnes sont entrées en Chine en 1936 contre 218.888 tonnes en 1935, nous sommes encore très éloignés du chiffre de 1933: 415.825 tonnes. Le caoutchouc a vu aussi une progression importante de 39 t.

(11) En 1935, en effet, par suite de circonstances atmosphériques défavorables, la récolte en riz s'est avérée déficitaire. La Chine a dû faire un large appel au riz étranger dont 425.162 tonnes à l'Indochine.

en 1934 à 1.066 tonnes en 1936. Par contre le ciment a vu sa situation aggravée, au bénéfice des ciments nippons: de 11.320 tonnes en 1934 il est tombé à 2.250 tonnes en 1936.

D'ailleurs pour la première fois depuis vingt ans la balance commerciale sino-indochinoise s'est penchée favorablement vers la Chine, nous n'avons donc aucune raison de nous déclarer satisfaits de ces derniers accords commerciaux.

CHINE

Importations en Indochine

Articles	Quantités		Valeurs	
	1934	1936	1934	1936
	tonnes		mille francs	
Vermicelle chinois..	1,1	1.949	2,5	3.702
Fruits de table	653	2.286	614	1.664
Thé	7,9	210	76	2.143
Coton égrené	72	1.205	163	5.116
Etain	987	2.228	14.182	30.777
Jossticks	289	1.130	425	1.628
Soies grèges	265	625	6.719	19.711
Papier	954	1.588	3.627	5.296

Exportations d'Indochine

Riz	107.665	55.326	39.039	25.157
Caoutchouc	39	1.066	163	6.330
Coton	240	50	1.019	193
Ciment	11.320	2.250	1.801	638
Houille	276.921	300.194	10.023	12.336
Métaux	193	469	737	1.185
Art. de ménage..	21	244	60	428
Ferronnerie	107	319	184	546

II. — LES ÉCHANGES ENTRE LE JAPON ET L'INDOCHINE

Les exportations japonaises vers l'Indochine sont tombées de 40.807.000 fr. en 1929 à 20.347.000 fr. en 1931. Quant aux exportations de l'Indochine vers le Japon, si elles demeuraient sensiblement plus importantes, elles marquaient, cependant, une régression sensible puisque de 149.989.000 francs en 1929 elles tombèrent à 49.350.000 francs. Régression due pour une bonne part au fait de la crise, mais aussi à l'application du tarif général au Japon pour ses produits importés en Indochine, comme l'a noté avec quelque partialité du reste, le grand quotidien japonais : *Osaka Mainichi* : « la valeur des exportations du Japon en Indochine s'élevait chaque année jusqu'en 1928, à la somme de 4 millions de yen. Les principaux produits exportés étaient des tissus de coton, les marchandises générales et les tissus contenant de la soie naturelle. Mais, depuis que le Gouvernement de l'Indochine a imposé des droits douaniers très élevés, comme mesures de représailles, par suite de la prohibition au Japon du riz d'Indochine, les exportations japonaises en Indochine ont diminué de moitié en 1929 et cette baisse s'est accentuée en 1930 ».

Et ce journal proposait de frapper de droits élevés le charbon provenant de Hongay « afin d'obliger le Gouvernement de l'Indochine à mieux traiter les articles japonais ». Or, cette mesure ne pouvait laisser indifférente notre colonie, car sur les 1.278.000 t. exportés en 1930, le Japon en avait absorbé plus de

405.000 tonnes et l'institution d'une taxe de 1 yen par tonne aurait abouti pratiquement à la fermeture du marché nippon pour les anthracites indochinois.

Il apparaissait donc qu'un accord avec le Japon, sauvegardant les intérêts essentiels en cause, était désirable au plus tôt. L'arrangement commercial franco-japonais relatif à l'Indochine fut enfin signé le 13 mai 1932, il marque l'aboutissement laborieux de conversations ayant duré 25 ans depuis 1907.

La raison principale, qui a entravé les négociations, est que l'Indochine ne paraissait point pouvoir obtenir de compensations sérieuses aux concessions qu'elle était amenée à consentir aux importations japonaises. En effet, tandis que les importations japonaises en Indochine, se composent presque exclusivement d'objets manufacturés, les importations d'Indochine au Japon se réduisent à différentes matières premières non taxées ou faiblement taxées. La seule concession sérieuse, que le Japon aurait pu nous octroyer, concernait le riz, dont il est gros acheteur. Or, les négociateurs français ne semblent point avoir agi avec assez de fermeté sur ce point pourtant essentiel. Le Japon ne nous a pas concédé, en compensation des avantages consentis, un régime de faveur pour nos riz indochinois, dont l'importation est en fait, prohibée, depuis le rescrit de 1928 instituant l'autorisation préalable, formalité évitée aux pays, qui, comme le Siam, sont liés au Japon par un traité de commerce.

Cette convention commerciale, mise en application à partir du 26 août 1932, par le décret du 4 août

1932 (12), accorde des pourcentages de réduction sur le tarif général à l'importation en Indochine de certaines marchandises (environ cent cinquante) japonaises inscrites sur une liste A. Elle contient les principaux produits que le Japon peut fournir à bon marché à l'Indochine ou qui conviennent, par leur genre et leur présentation, au goût de la population indigène de l'Union.

En contre-partie, les produits originaires de l'Indochine ou de sa provenance, énumérés dans la liste B bénéficient à leur entrée au Japon des droits les plus réduits ou même de la franchise: maïs, caoutchouc brut, gommés, laques, coton égréné ou non-égréné (y compris le coton cordé ou peigné), houille, minerai de zinc et matte de zinc, zinc en lingots ou saumons, coprah, joncs et roseaux, rotin non fendu et autre bois (teck).

Par lettre annexe, on prévoit qu'une surtaxe compensatrice de change de 15 % *ad valorem* sera appliquée à quelques marchandises japonaises, en cas de modification dans l'écart des changes entre yen et piastre.

Grâce à cet accord les relations commerciales entre les deux pays se raffermissent aussitôt. Le Japon voit doubler ses sorties sur l'Indochine en l'espace de trois années, de 18.667 tonnes en 1934 le tonnage global de ses exportations sur l'Indochine atteint en 1936 36.842 tonnes; le montant total passe de 22.382 milliers de francs à 34.643 milliers de francs pour la période correspondante. L'Indochine voit égale-

(12) J. O. du 18 août 1932, p. 9005 ss.

ment une reprise de ses exportations sur le Japon: de 629.280 tonnes en 1934 elles passent à 1.136.559 t. en 1936, atteignant un montant total de 78.295 mille francs contre 40.985 milliers de francs en 1934.

A l'inverse de ce que nous avons relevé pour la Chine, l'amélioration des échanges commerciaux entre le Japon et l'Indochine fut générale et parfaitement équilibrée, l'Indochine conservant l'avance qu'elle possédait jadis dans sa balance excédentaire.

Contre toute attente les importations japonaises dans notre possession ne portent point sur des objets fabriqués tels les tissus de coton, de soie ou les lainages, comme on aurait pu le craindre, en accordant une diminution de 40 % des droits à l'entrée de ces divers produits manufacturés. Elles portent, essentiellement sur des objets d'alimentation (pommes de terres, légumes frais) et surtout sur des matières premières comme la houille grasse, goudron minéral, bitumes, coton égrené en masse.

Quant aux exportations indochinoises à destination du Japon, elles confirment l'orientation antérieure: accroissement des sorties d'anthracite, du caoutchouc brut, de la laque, maintien des exportations de riz à un niveau insignifiant.

Importations en Indochine

Articles	Quantités		Valeurs	
	1934	1936	1934	1936
	tonnes		mille francs	
Huitres	19	75	109	649
Fruits de table ..	140	1.362	126	995
Pommes de terre.	1.789	2.376	639	826
Légumes frais ..	181	2.046	117	795
Houille	5.879	11.164	354	671
Fils de fer	20	1.614	19	1.242
Porcelaines	241	375	817	1.366
Tissus de soie ..	48	40	4.003	3.401

Exportations d'Indochine

Articles	Quantités		Valeurs	
	1934	1936	1934	1936
	tonnes		mille francs	
Riz	879	2.922	299	1.441
Baque	1.046	1.445	8.114	6.360
Caoutchouc	2.375	5.256	10.226	32.419
Houille	547.305	913.073	18.979	32.642
Ferrailles	1.529	3.872	123	611
Coton	714	269	809	317
Sable	71.600	128.172	716	1.314
Mineral de fer..		1.158		20

TROISIÈME PARTIE

L'avenir du commerce de l'Indochine avec la France

Sous l'active impulsion des divers Gouverneurs Généraux qui se sont succédés, depuis Paul BERT, à la tête de l'administration indochinoise, le développement économique de l'Union s'est considérablement accru. Son outillage, sa mise en valeur, son commerce ont connu une extension telle que l'on est en droit, parfois, de se demander s'il se trouve au terme de son évolution économique ou à l'orée d'une prospérité beaucoup plus magnifique encore à l'avenir.

Certes la politique d'assimilation suivie jusqu'à présent par la métropole, n'a point empêché ce développement de se réaliser; mais il est certain qu'elle l'a considérablement contrarié en de nombreux points. L'avenir de l'Indochine est dans une extension de ses industries et dans une reprise de relations commerciales très suivies avec les pays asiatiques: ses voisins. Deux principes en plein désaccord avec la politique impériale actuelle qui admet l'industrialisation com-

plémentaire des colonies et non la création d'industries concurrentes aux activités métropolitaines, comme c'est le cas en Indochine et qui recherche surtout à étendre et renforcer les liens économiques entre la Métropole et ses terres lointaines.

CHAPITRE PREMIER

POSSIBILITÉS D'EXTENSION DU COMMERCE IMPÉRIAL

Nous avons assisté depuis une quarantaine d'années à une extension progressive des échanges commerciaux entre la France et sa possession asiatique. Cette progression, due avant tout à cette politique d'assimilation définie par nous dans la première partie de cet exposé, n'a point exercé, comme on serait tenté de le croire, une action identique sur les deux compartiments des échanges, en leur assurant un équilibre sensiblement constant durant ce laps de temps.

Bien au contraire, ainsi qu'il ressort des diverses statistiques y afférentes, ce furent d'abord dans le sens métropole-colonie que s'orientèrent ces échanges. La Métropole s'efforçait avec succès, à l'abri de l'union douanière qui la liait avec sa Colonie, d'écouler en très grande quantité ses produits manufacturés tout en ne lui achetant que le strict minimum. Mais sous l'influence de circonstances malheureuses, nées surtout d'une crise d'une exceptionnelle gravité pour la jeune et déjà puissante économie indochinoise, on assista à un brusque bouleversement de situation; la

Métropole se chargeant à elle seule de devenir le principal client de sa colonie, tout en conservant ses anciens attributs de premier pourvoyeur des produits manufacturés introduits en Indochine.

Les rapports très étroits qui unissaient déjà la nation suzeraine à la colonie vassale, se sont donc trouvés encore renforcés de ce fait : le sort des exportations indochinoises étant lié au bon vouloir des importateurs français. Eventualité qui n'est point sans émouvoir certaines personnalités coloniales qui craignent, à juste titre semble-t-il, d'assister un jour à des mesures de représailles de la part de ces importateurs, devant les exigences grandissantes d'une Indochine qui veut s'industrialiser, fut-ce même au détriment de notre propre industrie.

Voyons, dans les deux cadres des importations et des exportations indochinoises, quels sont encore les différents articles pouvant, soit immédiatement, soit dans un avenir pas trop éloigné, être l'objet d'une amélioration dans les échanges franco-indochinois.

SECTION I

Importations françaises en Indochine

Nous avons vu que la part de la France oscillait aux environs de 55 ; 60 % dans le commerce total des importations indochinoises ; or, y a-t-il possibilité de renforcer cette part ?

L'intérêt même de l'Indochine lui commande d'acheter près de chez elle les articles de grand poids

pour un prix modique (matières premières et objets d'alimentation) et plus loin les produits de grand prix sous un faible volume. C'est une loi fatale en régime d'assimilation, elle préside ainsi aux destinées des importations de la colonie, lui faisant importer, d'une façon générale, de la Métropole, les objets fabriqués et de l'étranger, les objets d'alimentation et les matières premières nécessaires à l'industrie.

De cette donnée découle la conséquence superficielle suivante: une éventuelle amélioration des exportations métropolitaines sur l'Indochine ne peut porter que sur les deux premières catégories de marchandises et très accessoirement sur la troisième. Or, si nous envisageons *in globo* l'état actuel des importations, nous constatons que pour les deux premières catégories la part de la France est assez faible, moins du $\frac{1}{3}$, contre $\frac{3}{4}$ pour les objets fabriqués.

Les perspectives d'extension sont donc bien beaucoup plus vastes en matière d'approvisionnement en objets d'alimentation et matières premières qu'en produits manufacturés.

Cette solution serait juste, si la considération du coût élevé du frêt n'entraînait point en cause. Ce dernier, en effet, de par les circonstances et aussi par suite des exigences immodérées des équipages des vaisseaux français, chargés du transport des divers produits échangés entre France et Colonie, a vu son taux s'élever dangereusement, grevant d'autant le prix d'achat des produits importés de la métropole; si bien que, malgré l'application du tarif général à certains produits étrangers, l'Indochine trouve encore son

intérêt à les importer plutôt que de les faire venir de la Métropole.

Comment en ce cas augmenter les débouchés français dans l'Union? A moins de velléité de suicide économique, notre possession se verra contrainte à l'avenir de réduire ses importations de provenance métropolitaine et d'accroître celles de l'étranger; à moins que l'Etat, grand responsable de l'état de choses actuel, ne manifeste enfin son intervention par un octroi de subventions aux Compagnies de Navigation, leur permettant ainsi de revenir à des frets normaux.

Cette remarque étant faite et la question des frets étant supposée résolue, voyons successivement dans les trois catégories susvisées quelles sont les perspectives d'extension du courant commercial entre la France et sa colonie.

I. — OBJETS D'ALIMENTATION

Parmi les viandes importées annuellement par l'Indochine, la part de la France en 1936 s'élève à 1.450.000 de francs sur un total de 3.821.000 francs. Il ne semble point qu'il faille dans un avenir proche escompter une extension de notre trafic, Certes avec les installations modernes de salles frigorifiques dont certains de nos cargos sont dotés, le transport de viandes fraîches, frigorifiées, de charcuterie fabriquée ne présente plus les graves inconvénients de jadis. Cependant le développement du trafic de ces articles ne sera que très faible à côté de celui des con-

serve de viande, de gibier, de volailles, d'extraits de viande, pâtés de foie, articles dont la France fait un grand commerce d'export avec le monde entier.

Parmi les nombreux produits de ferme qu'achète l'Indochine, figurent le lait naturel ou concentré pur et les beurres: deux articles susceptibles d'enrichir notre activité exportatrice.

En ce qui concerne le lait naturel ou concentré pur, l'effort de la France a été remarquable: en 1913 elle n'exportait que 39 tonnes de lait sur sa possession, chiffre qui était tombé à 4 tonnes en 1928 alors qu'en 1936 elle lui a envoyé 158 tonnes de ce lait sur un total de 372 tonnes importées par l'Indochine. Il paraît donc certain que la France parviendra à alimenter sa colonie de la totalité de ses besoins en lait, d'autant plus qu'un décret du 6 septembre 1935 est venu interdire l'importation et la vente des laits écrémés et demi-écrémés, qui se faisaient surtout à notre détriment.

Pour les beurres la situation paraît être beaucoup plus délicate. Nous pouvons certainement fournir l'intégralité des importations indochinoises puisqu'en 1913 nous lui avons fourni 209 tonnes contre 2 seulement à l'étranger. Or, en 1936 la situation était la suivante: France, 233 tonnes; étranger, 181 tonnes. Il est regrettable de constater que, pour un produit dont la réputation n'est plus à faire hors de nos frontières continentales, nous enregistrons ici un recul sensible. Ce recul semble dû à une consommation accrue de beurre frais, provenant principalement de Singapour et de Hong-Kong, puisque pour le beurre salé,

dont le transport est plus aisé, la part de la France est demeurée intacte à 2.362.000 francs sur un total de 2.375.000 francs.

Il semble bien cependant qu'on puisse exporter, sans grand danger de perte aujourd'hui, des beurres frais; la France trouverait là un débouché qui n'est point à dédaigner.

Peut-être pourrions-nous accroître nos exportations d'huitres, moules et autres coquillages, pleins ou marinés qui ne représentent en 1936 qu'une part insignifiante: 3 tonnes valant 11.000 francs sur un tonnage global de 238 tonnes d'une valeur de 1.243.000 francs.

Le poste qui offrirait certainement le plus de possibilités dans les débouchés français serait sans conteste celui des farines, légumes et fruits. Sur un total de 59.429 tonnes la France n'est intervenue que pour 1.088 tonnes en 1936 alors qu'en 1913 elle avait vendu à sa colonie 3.080 tonnes. La situation présente apparaît quelque peu confuse puisque la France, qui se plaint d'une mévente de ses produits agricoles, perd cependant une excellente occasion d'en placer quelques-uns sur le marché indochinois. Bien mieux aux 2.164 tonnes de froment qu'elle avait expédiées en 1913, n'ont correspondu que 69 tonnes en 1936; durant la même période l'étranger a vu ses entrées passer de 11.660 tonnes en 1913 à 18.459 tonnes en 1936.

La France a donc de réelles possibilités d'extension commerciale en ce poste, d'autant plus que, en dehors

de ce froment en grains ou en farine, il est d'autres articles importants rentrant dans ses attributs ordinaires d'exportation tels les pommes de terre (9 tonnes seulement sur un total de 4.185); les légumes frais (28 tonnes sur 15.165); et les fruits de table (41 tonnes sur 8.690 tonnes que l'Indochine a importées en 1936).

En résumé la France est susceptible de prendre une part beaucoup plus vaste que l'actuelle, dans la fourniture des diverses denrées alimentaires importées annuellement par l'Indochine pour la satisfaction de ses besoins sans cesse grandissants.

II. — MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDOCHINE

Nous ne pourrions point en dire de même pour cette catégorie de produits, car à considérer les divers postes étrangers les plus importants, on est amené à constater qu'ils portent essentiellement sur des articles inconnus de chez nous ou produits alors en quantité insuffisante pour permettre une quelconque exportation de notre part.

Que l'on considère les textiles : le coton y occupe le premier rang, la part de la France y est insignifiante et pour cause, de même la laine pour le même motif ; le jute est inconnu de l'industrie textile française. Que l'on jette un regard sur les métaux et sur les combustibles importés par l'Union, la même constatation en découle : impossibilité matérielle pour la France de fournir à l'Indochine l'étain, le zinc et au-

tres minerais : la houille, les huiles minérales et le mazout que cette dernière importe annuellement pour une somme considérable (1).

III. — OBJETS FABRIQUÉS

Nous disions, au commencement de cette section que l'extension éventuelle des exportations françaises en territoire indochinois viendrait plutôt des deux premières catégories que de la dernière : les produits finis. Nous avons vu, d'après les déductions tirées de la considération des tableaux statistiques, que seule la catégorie des denrées alimentaires était susceptible de procurer, dans une mesure assez large, un accroissement de nos débouchés à destination de l'Indochine.

Les objets fabriqués ne peuvent plus être d'un grand apport dans cette dernière éventualité heureuse, car l'Indochine a toujours réservé au marché français une préférence très notée. Ainsi, en 1936 elle lui a acheté pour plus de 446 millions de francs de produits finis sur un total très voisin de 600 millions. Cependant, malgré ce pourcentage élevé, il nous paraît assez facile d'améliorer encore la situation du marché d'exportation français dans différents postes importants.

Si l'on considère, par exemple, les importations en 1936 des machines motrices et autres, on constate que la participation française ne s'est élevée qu'à

(1) En 1936, 128.465 tonnes de métaux et combustibles valant 115 millions de francs furent importées de l'étranger contre seulement 33.618 d'une valeur de 36 millions de provenance française.

16.800.000 de francs sur un total de 28 millions de francs : c'est-à-dire 60 % seulement de ces machines étaient d'origine française, en regression notable sur 1935 (2). En outre nos exportations sont particulièrement modestes dans les catégories de machines ci-après : tracteurs et machines agricoles, machines à vapeur fixes et demi-fixes, machines à coudre, machines à écrire, métiers à filer et toutes les spécialités de la ferronnerie et une concurrence de plus en plus sérieuse menace dangereusement notre activité exportatrice de l'industrie automobile.

Or, nos rivaux sont tous des pays d'Europe ou d'Amérique : U.S.A. ; Grande-Bretagne ; Allemagne. Ces nations jouissent de l'application du tarif minimum à leurs produits introduits sur le territoire de l'Union, en vertu des conventions commerciales qu'elles ont passées avec nous.

La progression de leurs ventes en Indochine est donc la conséquence de l'insuffisance de notre tarif minimum relativement à ces divers produits manufacturés.

En effet, pour de nombreuses spécialités de notre industrie de la construction mécanique, tels que les moteurs Diesel, les petits locotracteurs, les appareils de levage, certaines catégories de machines-outils, des relèvements substantiels de tarif s'imposent.

Cependant cette amélioration dans nos relations commerciales, si désirable qu'elle puisse être, ne sem-

(2) La part française était en effet de 17.268 mille francs sur un total de 23 millions ; elle représentait alors 75 % de l'importation totale.

ble plus possible avant un temps assez long, car la valeur au kilogramme de nombre de nos produits industriels fabriqués a crû dans de très notables proportions durant ces deux dernières années. Cet accroissement est dû aux charges générales (fiscales et surtout sociales) supportées par l'industrie et aussi à l'augmentation des valeurs intrinsèques constitutives. Nos produits se trouvent être ainsi aujourd'hui d'un coût de revient sensiblement supérieur aux articles étrangers similaires et se présentent sur le marché indochinois dans des conditions de vente très voisines de celles des produits étrangers.

Des efforts énergiques, soutenus par une politique douanière plus avisée, peuvent non seulement nous permettre de conserver le marché actuel, mais encore d'en accroître les débouchés.

En ce qui concerne les fils et les tissus, l'industrie métropolitaine a sensiblement amélioré ses positions depuis 1913. Actuellement elle ne doit pas être loin d'avoir atteint son point culminant, car elle ne saurait espérer avoir l'exclusivité du marché indochinois mais, au contraire, admettre que pour quelques produits, elle peut s'effacer, sans déchoir, devant la supériorité limitée de certains pays plus avantagés qu'elle pour leur fabrication ou leurs ressources naturelles (soie, jute).

L'Indochine constitue pour l'industrie cotonnière française un des éléments les plus importants du débouché colonial. En 1936 elle a importé 70.000 quintaux métriques de tissus de coton valant 125 millions de provenance française sur un total de 75.000 quin-

taux d'une valeur de 133 millions. Malgré la proximité du marché japonais et malgré la diminution des droits d'entrée, consentie aux exportateurs nippons, lors de la conclusion de l'accord commercial en mai 1932 entre la France et le Japon, le marché indochinois est resté notre fidèle client.

Par contre l'industrie métropolitaine ne peut rivaliser d'une façon sérieuse avec les pays d'Extrême-Orient dans la fourniture à l'Indochine de soies grèges ou de sacs et tissus de jute, car ces derniers jouissent en cette matière d'un quasi-monopole.

Le débouché actuel des industries porcelainière et faïencière françaises ne semble point devoir s'améliorer à l'avenir. Les frais d'emballage et de transport prohibent la poterie commune et quant aux produits de choix ou de luxe, la lutte est particulièrement difficile contre la concurrence des porcelaines chinoises et japonaises qui, non seulement sont à pied d'œuvre et de qualité indéniable, mais dont à la fois, la forme, les dimensions, le décor conviennent à merveille à la clientèle indochinoise.

Par contre la situation prépondérante dont bénéficient les verrerie et cristallerie françaises est le résultat d'une élimination progressive de la concurrence étrangère par la supériorité de notre production, à l'abri d'une protection douanière modérée. Elle est encore susceptible de s'améliorer d'une façon sensible par un relèvement léger des droits d'entrée.

Si nous considérons le marché du papier, nous constatons que l'amélioration de notre position s'affirme d'année en année, puisque des 20 millions

exportés en 1913 nous sommes passés à 22 millions (3) en 1936, devançant de très loin le marché étranger qui n'atteignait plus que 9 millions de francs, en regard des 32 millions de francs de 1913. Nul doute qu'à l'avenir la situation de la position française ne s'améliore encore.

*
* *

A part ces quelques perspectives heureuses, il ne semble point qu'il faille escompter, dans l'ensemble des exportations françaises à destination de l'Indochine une amélioration sensible, d'autant plus que cette colonie, par sa situation géographique vraiment exceptionnelle, par son dynamisme économique de plus en plus manifeste, est appelée à jouer dans le monde extrême-oriental un rôle de premier plan. Un développement de tels échanges commerciaux ne peut, malheureusement, s'effectuer sans atteindre notre propre activité exportatrice.

SECTION II

Exportations indochinoises en France

Alors que le pourcentage des marchandises françaises importées en Indochine passait de 49,10 % en 1906, à 55,33 % en 1936 en suivant une évolution lente et continue; la part que la France prenait dans l'absorption des exportations indochinoises, progres-

(3) De 2.800 tonnes en 1913, les exportations françaises de papiers à destination de l'Indochine sont passées à 6.419 tonnes, alors que le papier étranger, durant la même époque, accusait une chute passant de 5.961 tonnes en 1913 à 3.600 tonnes en 1936.

sait durant la même période de 26, 53 % à 61,30. Cette brusque participation du marché français aux débouchés de notre colonie a été due, comme nous l'avons vu précédemment, d'une part, au renforcement de la politique d'assimilation, et d'autre part, à l'acuité d'une crise qui s'avérait catastrophique sans l'aide puissante apportée par le marché français.

Il ne semble plus qu'il faille espérer, à l'avenir une nouvelle amélioration dans la participation française, car, cette dernière ne saurait prétendre absorber, sans inconvénients graves tant pour la Métropole que pour la colonie, la quasi totalité des exportations de l'Union.

Cependant pour quatre articles au moins : l'anthraxite, le caoutchouc, le thé et le café, le développement des relations franco-indochinoises est susceptible de connaître à l'avenir une extension fort appréciable. Ces quatre produits du sol et du sous-sol de la colonie revêtent une importance, sans cesse grandissante, dans le commerce d'exportation de l'Indochine. Une amélioration notable de leur débouché sur le marché français soulagerait d'autant notre lourd tribut payé chaque année aux Etats étrangers, nos fournisseurs actuels.

Le riz indochinois a acquis droit de cité en France, ayant éliminé les uns après les autres les concurrents étrangers, mais il semble bien qu'il ait atteint son point culminant ces dernières années sans grand espoir de l'améliorer encore. Le problème du riz indochinois en France n'est plus un problème de quantité, mais bien plutôt de qualité.

I. — LE RIZ

Le riz occupe dans l'économie indochinoise une importance supérieure à celle du blé dans la production métropolitaine. Aliment de base de la population, cette céréale représente 60 % environ de la valeur totale de ses exportations.

Alors qu'avant notre conquête, l'Indochine exportait lors des bonnes récoltes, 50.000 tonnes de riz, la moyenne de la dernière période quinquennale s'est élevée à 1.500. 000 tonnes (4). Durant cette magnifique progression, due principalement aux travaux d'hydraulique agricole entrepris par le Protectorat français, la part de la France dans les exportations de riz d'Indochine s'accroissait d'année en année, passant de 7 % seulement en 1883, à 33 % en 1930, enfin 65 % en 1936.

Ces derniers chiffres sont assez éloquents par eux-mêmes, mais ils ne furent point atteints sans rencontrer des résistances opiniâtres sur le marché français: résultat d'une éventuelle concurrence entre le blé et le riz. Or, en 1933, sur les 60.000 tonnes de riz expédiées d'Indochine sur la France, les 9/10 ont servi à la nourriture des animaux, pour laquelle le marché intérieur absorbe tous les ans 120 millions de tonnes de céréales secondaires et fourrages d'où position du riz = 0,50 %. Les importations de riz ne pouvaient être la cause de la ruine des producteurs métropolitains de blé.

(4) 1.781.000 tonnes en 1936 égalant à quelques tonnes le record d'export maximum obtenu en 1929 avec 1.797.000 tonnes.

D'ailleurs la politique de revalorisation des cours du blé, doublée de récoltes déficitaires, fit perdre à la question de son importance et on assista depuis 1932, à des arrivages de plus en plus importants de riz indochinois sur le marché français.

1932..	425.000 tonnes, soit 37 % environ du total exporté
1933..	605.000 tonnes, soit 49 % environ du total exporté
1934..	783.000 tonnes, soit 51 % environ du total exporté
1935..	475.000 tonnes, soit 27 % environ du total exporté
1936..	1.166.000 tonnes, soit 65 % environ du total exporté

La cause de cette brusque augmentation a été surtout une active propagande; mais les bas-prix, pratiqués durant ces dernières années au lieu de production, ont agi certainement sur cette amélioration de la consommation tant pour la nourriture des hommes que pour celle des animaux.

C'est ainsi que grâce aux efforts considérables fournis par le Gouvernement de l'Indochine et diverses maisons françaises; grâce aussi à une publicité bien menée et très largement entendue, la consommation du riz indochinois tripla en l'espace de cinq années, trouvant dans l'élevage de la volaille son principal débouché. Il ne semble point qu'une amélioration soit encore possible de ce côté, car durant le même laps de temps, les importations de maïs indochinois en France sont passées de 96.000 tonnes à 471.000 tonnes, concurrençant sérieusement le riz dans son débouché n° 1.

Le problème du riz indochinois est devenu plutôt qualitatif que quantitatif, en ce sens que pour la nourriture des hommes il ne correspondait point, ces

dernières années, aux conditions généralement exigées à l'entrée en France des riz blancs de première qualité (5). Les efforts conjugués de l'Office du riz et de l'Institut des Recherches Agronomiques ont abouti à un sélectionnement des variétés « standard » correspondant aux besoins des divers marchés. D'ailleurs les associations d'exportateurs se sont bénévolement chargées du contrôle qui a permis ainsi d'améliorer la qualité de ces céréales, comme on le note dans cette déclaration faite par un importateur (6). « Un progrès très réel a été constaté à Marseille sur la qualité de la majorité des arrivages de Saïgon n° 1. Le grain est sain, exempt de maladie, très bien usiné et peu chargé de brisures et de grains jaunes : ce qui, pour le technicien, est une indication précieuse du progrès industriel et rizicole de l'Indochine..., preuve que notre colonie est capable de produire comme les autres pays, des riz de luxe; elle concurrence avantageusement des qualités étrangères dont nous étions jusqu'ici tributaires et il en résulte que le consommateur français demande et apprécie de plus en plus nos riz coloniaux ».

II. — L'ANTHRACITE

Les importations de houille en France constituent environ le dixième de la valeur de nos importations totales. En 1927 nous en faisons venir pour 5.509

(5) En 1932, la France a acheté 51.311 tonnes de riz étranger, riz blanc premier choix, dont 30.300 tonnes à l'Italie et 8.400 tonnes aux Etats-Unis.

(6) Dans *Asie Française*, mai 1937, p. 156.

millions et en 1935 pour 1.947 millions représentant respectivement 24.754 milliers de tonnes et 20.918 milliers en 1935.

C'est assez dire que le débouché de l'anthracite indochinois serait susceptible de connaître un développement illimité, si la considération du coût de fret ne venait apporter un frein sérieux à tout essor quelconque (7).

Malgré cet handicap d'importance, les importations d'anthracite indochinois sur le marché français se sont accrues durant ces dernières années. Ce développement est dû à deux causes essentielles : la qualité vraiment exceptionnelle des charbons de Hongay et de Dông-Triêu et une propagande très active en leur faveur. De 35.000 tonnes en 1930 les quantités importées sont passées en 1936 à 285.000 tonnes en suivant une marche ascendante très régulière.

Que le fret redevienne normal, nous verrions tout aussitôt une nouvelle progression dans ces arrivages.

III. — LE CAOUTCHOUC

Le caoutchouc, introduit en 1897 dans la colonie, devait se révéler en très peu de temps comme un des plus importants éléments de l'avenir économique de l'Indochine, les conditions d'habitat : sol et climat y étant incomparables.

Dès 1917 les plantations couvraient plus de 21.000 hectares avec 6.000.000 de pieds en place dont un

(7) De 19 schillings en janvier 1936 le fret sur la France s'est élevé à 27,4 schillings en décembre de la même année et à 32 schillings en mai 1937.

million en saignée et en 1927 comprenaient 50.000 hectares. En l'espace de trois années ce chiffre doubla passant à 120.000 hectares. Mais la grande baisse des cours du caoutchouc survenue en 1930 a arrêté les nouvelles extensions. L'accroissement des surfaces consacrées à l'hévéaculture n'a pas dépassé 4.000 hectares depuis cette date; les sociétés préférant se borner à améliorer les plantations créées en 1927 et 1928 en greffant sur place les jeunes arbres; les petits planteurs français et indigènes se contentant d'entretenir les plantations existantes.

Devant la baisse excessive des cours de Londres, due principalement à une sous-consommation mondiale, la situation des planteurs indochinois s'avérait des plus sombre, leur prix de revient étant supérieur au prix de vente. Très rapidement le Gouvernement Général d'abord, et le Gouvernement Central ensuite, sont venus à leur secours en faisant voter le 31 mars 1931 la loi de sauvegarde coloniale.

Cette loi a atteint entièrement le but que s'étaient proposé ses auteurs. La compensation entre prix de revient et cours mondial, conjuguée avec les avances du Gouvernement Général aux plantations non encore productives, ont permis aux planteurs de Cochinchine d'attendre la revalorisation des cours consécutive à l'accord international de Londres (8).

Aujourd'hui la majeure partie des plantations sont dans une situation excellente: les avances consenties sont, dans de nombreux cas, remboursées ou en voie d'extinction. De 1933 à fin juin 1936, 40 % des prêts

(8) Convention internationale de Londres du 7 mai 1934.

consentis par le Gouvernement Général ont été remboursés soit 32.700.000 francs. Le redressement et l'assainissement réalisés depuis 2 ans nous permettent d'envisager l'avenir sous les couleurs les plus favorables, surtout si, comme tout le permet d'espérer, la réglementation internationale actuelle est prorogée durant une seconde période de 5 ans : de 1939 à 1943.

Grâce à cette intervention étatique, la production et l'exportation de caoutchouc ont pu continuer leur marche ascendante comme en témoigne ce tableau des exportations :

Années	France et Col.	Etranger	Totaux
1900	340		340
1910	170	5	175
1913	169	45	214
1920	2.297	845	3.142
1925	7.196	811	8.007
1926	8.208	570	8.778
1927	7.215	2.442	9.657
1928	6.334	3.459	9.793
1929	5.483	4.835	10.308
1930	4.481	5.973	10.454
1931	5.030	6.871	11.901
1932	5.199	8.157	13.716
1933	6.237	11.340	17.577
1934	6.883	13.031	19.914
1935	9.769	19.380	29.149
1936	11.020	30.463	41.483

Ainsi en l'espace de six années, les sorties de caoutchouc brut sont passées de 10.454 tonnes à 41.483 t., c'est-à-dire qu'elles ont quadruplées en suivant un développement régulier et harmonieux. Un avenir proche va permettre à l'Indochine d'élever ses sorties à un taux voisin de 70.000 tonnes.

Or, il n'est pas sans intérêt de comparer les chiffres de la production annuelle indochinoise et les chiffres correspondants de la consommation en France: de 49.034 tonnes de caoutchouc brut importé par la France en 1927 on est passé à 82.032 tonnes en 1930 pour tomber finalement à 66.645 tonnes en 1936. Ainsi la production indochinoise qui ne représentait en 1922 que 16 % de la consommation française représente en 1936 plus de 62 % et dans un proche avenir, qui, d'après les estimations raisonnables, ne saurait excéder cinq années il est probable que l'Indochine produira à elle seule la totalité des besoins de la métropole.

Par l'institution d'un droit de douane, frappant le caoutchouc d'origine étrangère importé dans la Métropole, il semblerait qu'il soit facilement aisé de favoriser les exportations indochinoises sur la France car la part de l'Indochine dans l'approvisionnement de la Métropole n'a point progressé selon le rythme de la production ci-dessus observée. De 5.200 tonnes en 1929 les quantités de caoutchouc brut d'origine indochinoise ne se sont élevées seulement qu'à 11.020 tonnes en 1936.

La France a, dans sa colonie asiatique, la possibi-

lité d'échapper à toute dépendance étrangère dans son approvisionnement en caoutchouc ; à nous d'en savoir retirer les profits par des moyens adéquats.

IV. — LE CAFÉ

La France importe annuellement 180.000 tonnes environ de café, dont la quasi totalité provient du Brésil ; 15.000 tonnes seulement nous sont fournies par nos colonies. Le Gouvernement français, soucieux d'une économie impériale bien comprise, doit tendre tous ses efforts vers le développement de la production du café dans ses possessions coloniales : « Il y a lieu d'encourager dans les diverses colonies qui s'y prêtent, les plantations de caféier, donnant des produits de valeur marchande égale ou supérieure au café moyen du Brésil. Pour y parvenir, il est nécessaire que les services agricoles déterminent les régions réunissant les conditions optima de production et déconseillent l'établissement des plantations dans des régions où l'échec leur semble probable » (9).

L'Indochine semble répondre à ces conditions et des stations expérimentales de culture de café ont été créées dans diverses régions de l'Union, notamment à Blao, dans le Haut-Dônai : région au sol particulièrement fertile et suffisamment arrosée. Cette station étudie la culture du café sous ses différentes espèces : arabica, robusta et chari.

(9) Vœu adopté par la Commission générale de la production à la Conférence de la France Métropolitaine et d'Outre-mer.

Des expériences portant sur cinq années et faisant entrer en jeu l'humidité, l'ombrage et la fumure, ont prouvé que cette culture, surtout l'arabica, convenait particulièrement à cette région du centre Annam. Elle exige surtout de l'ombrage obtenu par des plantations d'arbustes, dont l'élagage annuel procure un excellent humus ; en outre les conditions culturales exigent de fortes fumures (fumier de ferme, engrais enfouis en vert, engrais chimiques).

Les plantations obtenues en cette région s'avèrent d'une grande capacité productive. Ainsi des possibilités d'extension de la culture du café en Annam s'offrent avec quelque chance de réussite si les planteurs se conforment aux méthodes aujourd'hui mises au point pour cette région par la station expérimentale de Blao.

Le Tonkin lui aussi, grâce aux qualités naturelles de son sol, a vu la culture du café se développer particulièrement bien sur les terrasses d'alluvions anciennes conservées entre les chaînons calcaires, dans la bordure méridionale du delta tonkinois, d'autant plus que les conditions climatiques sont satisfaisantes. Malgré les aléas cultureux et les ravages du Borer, la culture du café y progresse légèrement.

Les plantations, d'après les statistiques les plus récentes, s'étendaient, fin 1935, sur 10.260 hectares seulement, dont 6.100 pour l'Annam et 3.500 pour le Tonkin.

La majeure partie de la production est exportée ; l'arabica du Tonkin reste très coté sur le marché du

Havre (10). Cette exportation est encore extrêmement faible, mais promet de devenir dans un avenir assez proche, beaucoup plus intéressante, quand les diverses plantations, assainies par la loi de sauvegarde du 31 mars 1931, entreront dans leur phase de production active.

En 1936, 441 tonnes valant 2.641.000 francs furent seulement exportées, dont la presque totalité fut dirigée sur le marché français: 439 tonnes pour 2.629.000 francs. L'Indochine a donc, devant elle, des perspectives de débouchés quasi-illimitées à sa production de café.

V. — LE THÉ

La consommation du thé en France oscille autour de 1.500 tonnes. Le débouché métropolitain sera toujours modeste, la masse populaire étant réfractaire à l'infusion de thé, par contre un champ d'action magnifique s'ouvre à la production indochinoise en Afrique du Nord. Ainsi en 1935-1936 les importations de thé se sont chiffrées à 1.142 tonnes pour l'Algérie; à 2.867 pour la Tunisie; à 7.720 tonnes pour le Maroc.

Le thé importé dans ces trois pays provient surtout de la Chine. La consommation de l'Afrique du Nord française s'établit en moyenne pour les dernières années autour d'une dizaine de milliers de tonnes, en grande majorité, de thé vert.

(10) Fin septembre 1937 le prix minimum du Tonkin y était de 780 francs les 100 kilogrammes, le maximum de 980 francs; alors qu'on cotait au même marché le Brésil 567 francs aux 100 kilogrammes.

Les quantités exportées varient assez sensiblement d'une année à l'autre, mais elles s'accroissent progressivement: alors qu'elles ne dépassaient guère 150 tonnes au début du siècle, elles oscillent maintenant au delà d'un millier de tonnes (11).

Pendant de longues années, l'Indochine n'a fourni qu'un thé très ordinaire, recherché seulement à cause de son bas prix. Mais des essais méthodiques poursuivis par les services agricoles et l'initiative privée, ont montré qu'il était possible pourtant d'y produire un thé noir, d'une qualité susceptible de soutenir avantageusement toute comparaison avec les meilleurs types de Chine, de Ceylan ou des Indes. Il faut, pour cela, avoir recours à des méthodes modernes de culture, de cueillette et de préparation.

De grandes plantations, fort bien outillées, ont été créées dans les régions élevées du Sud-Annam et du Tonkin, en tout près de 8.000 hectares, dont 3.500 ha. en Annam et 4.000 hectares au Tonkin. Elles commencent à fournir un thé d'excellente qualité, supérieur aux meilleures variétés de Ceylan et de Java. Il trouve, sur le marché métropolitain, une grande faveur: 963 tonnes furent ainsi introduites en France en 1936, sur un total de 1.473 tonnes importées. La question de notre approvisionnement en thé de provenance indochinoise paraît être ainsi en bonne voie.

La question de l'approvisionnement en thé vert de nos possessions africaines est également des plus intéressantes. La fourniture assurée de cet important

(11) 1.306 tonnes valant 9.240.000 francs en 1936 contre 1.168 tonnes valant 7.922.000 francs en 1935.

marché colonial serait précieuse pour l'économie de notre possession asiatique. C'est ce qu'a parfaitement bien compris l'Administration locale en se préoccupant d'organiser la production de thé vert : des ateliers modèles ont été ouverts en vue de mettre à la portée du planteur indigène la technique de la fabrication du thé vert, d'après les expériences faites à la station expérimentale de Phu-Ho.

A l'heure actuelle l'Indochine exporte de plus en plus de thé en Algérie, comme il en ressort de ces chiffres : 157 tonnes en 1936 contre 57 tonnes en 1935 et 16 tonnes en 1934. La Tunisie, se montrant moins favorable au commerce indochinois, ne lui en achète que des quantités peu importantes : 50 tonnes en 1936 contre 11 tonnes en 1935. Quant au Maroc les plus grands espoirs sont fondés, le Gouvernement Chérifien considérant indispensable la participation indochinoise dans l'approvisionnement du Maroc en thé vert.

« On sait, écrit M. Hoang-van-Co, dans *France Outre-Mer*, que pour avoir du thé vert, environ 70 millions d'argent frais marocain s'en vont chaque année en Chine, pays dont l'effort de réciprocité se borne à un achat de 3.000 francs de crin végétal.

« Pour mettre un terme à cette anomalie, le Gouvernement chérifien a demandé, il y a cinq ans, au Gouvernement indochinois, de mettre au point sa production de thé vert.

« Pour activer les choses, au début de 1936, le Gouvernement indochinois envoya en mission d'étude au Maroc, le directeur de la station expérimentale de

Phu-Ho au Tonkin où se poursuivent des essais de culture du thé vert ».

Ces perspectives de débouchés nombreux et des plus diversifiés à la production théière de l'Indochine autorisent donc les plus brillants espoirs.

CHAPITRE II

OBSTACLE A CETTE EXTENSION : L'INDUSTRIALISATION DE L'INDOCHINE

L'Indochine est un pays essentiellement agricole. Les produits de la terre représentent, en effet, à peu près 70 % de ses exportations et un pourcentage au moins égal de la production intérieure totale. Tout l'effort principal poursuivi jusqu'à présent par le Gouvernement Général s'est porté sur l'amélioration, l'extension de la culture du riz, base de l'alimentation indigène, source de la richesse de la colonie.

Toute la politique économique, suivie et réalisée de concert avec les diverses assemblées locales et l'assentiment intéressé de la métropole, s'est bornée presque uniquement à développer et intensifier l'activité agricole de la colonie, au grand détriment de son développement industriel ou de la mise en valeur de son sous-sol pourtant des plus riches.

Il est certain que l'industrialisation progressive de l'Indochine formera de plus en plus un obstacle à l'extension du marché métropolitain à l'intérieur de l'Union. Celle-ci réduira ses achats de produits manufacturés à mesure que des entreprises industrielles

appropriées se seront constituées sur son sol et nous avons vu plus haut la part prédominante qu'occupe actuellement la Métropole dans l'approvisionnement de l'Indochine en objets fabriqués.

Mais outre le facteur temps nécessaire à la création et au développement de telles industries, il n'est point certain que le commerce métropolitain en souffrirait dangereusement ; car en face des richesses nouvelles ainsi créées et mises en mouvement, les produits de demi-luxe ou de luxe, jusqu'alors négligés, trouveraient sur le sol indochinois des débouchés nouveaux.

Il était normal que la France, à son arrivée sur ces terres d'Asie, ait poursuivi une action économique presque uniquement agricole. Mais aujourd'hui, surtout depuis l'achèvement du transindochinois, la Métropole doit orienter délibérément l'outillage économique vers une mise en valeur scientifique et technique des richesses du sous-sol de la colonie et un développement rationnel de ses ressources industrielles.

D'ailleurs l'Indochine ne peut échapper, devant les brillantes possibilités qui lui sont ouvertes, à s'orienter, tôt ou tard, vers l'industrialisation de son économie. Elle suivra, en cela, l'évolution normale et inéluctable des économies des peuples jeunes qui s'orientent, à mesure qu'ils prennent conscience de leurs forces, tant politiques qu'économiques, vers une économie industrielle, plus conforme à leurs ambitions, plus utile à leurs besoins grandissants.

Or, l'Indochine, comme nous le verrons plus loin, possède sur son sol et dans son sous-sol les matériaux nécessaires à ce développement industriel. La France,

en qualité de nation colonisatrice, doit pourvoir au plus tôt à cette organisation nouvelle de l'économie de l'Indochine.

SECTION I

Possibilités industrielles de l'Indochine

Le sous-sol de notre colonie asiatique renferme, en quantité considérable, non encore évaluée exactement, du charbon, fer, zinc, étain, tungstène, plomb, graphite..., etc.; en outre elle trouve sur place une population indigène nombreuse, intelligente et travailleuse. Deux sources de richesses encore bien faiblement mises en œuvre.

I. — HOUILLÈRES INDOCHINOISES

En 1936 les différentes houillères indochinoises ont extrait 2.186.000 tonnes de houille crue, dont 1.718.000 furent expédiées au dehors, la colonie ne conservant pour sa consommation intérieure que 404 milliers de tonnes.

Huit sociétés d'exploitation, employant 37.000 ouvriers, existent à l'heure actuelle. Deux, la Société Française des charbonnages du Tonkin (Hongay, Hatou, Mao-Khé, Ké-Bao) et la Société des charbonnages du Dong-Trîeu, fournissent à elles seules 2 millions de tonnes, 95 % du total.

Les sondages effectués jusqu'à ces dernières années ont montré l'existence de nombreux gisements; les réserves actuellement connues sont supérieures à 15 milliards de tonnes. Le dernier bassin reconnu: le bassin houiller de Phu-nho-quan s'étend sur plus de

50.000 hectares. Il n'est pas encore mis en exploitation, mais des travaux miniers, exécutés en de très nombreux points, ont démontré l'existence d'énormes tonnages d'une houille, 1/2 grasse, un peu sulfureuse, mais d'un excellent pouvoir calorifique.

Le bassin anthracifère de Hongay, qui fournit la presque totalité de la production actuelle, s'étend depuis la mer jusqu'à Dong-Trieu, sur 120 km. de long, avec une largeur imprécise mais d'au moins 10 kilomètres, soit six fois le bassin de la Loire. Le cube est impossible à préciser, les sondages n'ayant été, jusqu'ici que superficiels; cependant, en ne tablant que sur les résultats précis et sans conteste, on évalue à 4 ou 5 milliards de tonnes les réserves certaines.

L'Indochine est donc en possession d'une des principales (pour ne pas dire la plus importante) richesses minières: la matière première indispensable à tout essor industriel. En outre les conditions, dans lesquelles l'exploitation de cette richesse s'effectue, apparaissent vraiment exceptionnelles: une grande partie de ces bassins étant exploitée en découvert et se trouvant à proximité, soit d'une voie d'eau courante, soit de la mer. Deux raisons de plus qui militent en faveur d'une extension de la production.

II. — MINES MÉTALLIQUES

Étain

La production indochinoise de minerais d'étain s'est élevée pendant l'année 1936 à 2.416 tonnes de cassitérite contenant 1.403 tonnes d'étain; elle constitue la

quasi-totalité de notre production d'Empire. Elle ne cesse d'augmenter depuis 1930 comme l'attestent les chiffres ci-après :

Années	PRODUCTION		EXPORTATION	
	Minerais	Etain contenu	Minerais	Etain contenu
1930	1.904	1.009	1.172	.550
1931	1.688	888	1.609	828
1932	1.694	1.017	1.706	1.025
1933	1.869	1.055	1.956	1.055
1934	2.048	1.151	2.049	1.108
1935	2.359	1.331	2.554	1.442
1936	2.415	1.403	2.441	1.410

Deux grands centres d'exploitation existent actuellement. Le premier se trouve au Tonkin, le plus anciennement connu et exploité. Deux sociétés : la Société des Etains et Wolfram du Tonkin et la Société d'Exploitation des Etains et Wolfram du Pia-ouac, se partagent les principaux gisements reconnus, l'une exploitant le gîte alluvionnaire de Tinh-Tuc, l'autre les gisements du Pia-Ouac.

Le second centre d'exploitation, plus nouvellement reconnu, s'annonce d'une richesse exceptionnelle ; malheureusement il est situé dans un pays jusqu'à présent sans voies de communication rapides avec l'extérieur, et sans débouchés locaux : nous avons cité le Laos. La mise en exploitation rationnelle de ces richesses minières s'en est trouvée retardée jusqu'à ce jour, mal-

gré de gros efforts entrepris dès 1935 pour l'amélioration des voies de transport terrestre. La route coloniale qui doit mettre Hin-boun, centre actuel d'embarquement des exploitations de la Nam-patène, à 45 km de Thakhek, sera ouverte à la circulation dans le courant de 1938, permettant ainsi un débouché plus rapide aux produits extraits. En outre, l'activité du Gouvernement Général s'est portée, depuis deux années, à « débloquer » le pays, à le relier par deux ou trois grandes routes coloniales à l'Annam. C'est dans cet ordre d'idées que l'an passé on ouvrit à la circulation automobile, en toutes saisons, une voie de terre reliant la province du Cammion au réseau routier de l'Annam et à la mer.

Nul doute que ces nouvelles facilités d'évacuation terrestre permettront, dans un avenir que nous formulons très prochain, un développement général et continu de la production des minerais d'étain.

Zinc

Métal qui a vu son importance grandir et qui fut l'objet, avec le plomb, de la loi du 24 juillet 1935 instituant des primes à la production, en vue de permettre aux diverses sociétés productrices de ce métal de surmonter le lourd handicap de la crise (dépréciation des cours et mévente).

L'Indochine ne possède encore qu'une société d'exploitation : la Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine. La production actuelle, à l'inverse de ce qui s'est passé pour l'ensemble des autres minerais,

marque une tendance à la baisse. Elle n'atteint plus que 11.336 tonnes de minerais contenant 5.221 tonnes de zinc métal contre, respectivement, 18.700 tonnes en 1931 et 38.100 tonnes en 1930.

Années	PRODUCTION		EXPORTATION	
	Minerais	Métal contenu	Minerais	Métal contenu
	milliers de tonnes		milliers de tonnes	
1930	38,1	15,9	28	11,4
1931	18,7	8,0	14,6	6,4
1932	10,1	5,0	3,0	1,8
1933	12,4	5,0	3,4	1,7
1934	12,0	5,0	1,5	0,8
1934	11,6	5,0		
1935	11,3	5,2	1,5	0,8

Aux dires de nombreux experts, la production actuelle peut être, en l'espace de quelques années, multipliée par 10, la mine étant entretenue de façon à pouvoir très rapidement augmenter sa production. Nous ne pensons point, malgré tout, qu'un développement très large soit possible avant un certain nombre d'années.

Plomb et argent

Les gisements indochinois avaient été mis en exploitation par les Chinois bien avant notre arrivée. C'est dire que la plupart des gisements exploitables

sont reconnus depuis longtemps; les vestiges des vieux travaux et les souvenirs conservés par les indigènes ne laissent vraisemblablement pas place à d'importantes omissions.

Les entreprises françaises de recherches ou d'exploitation qui n'ont fait, pour la plupart, que reprendre ces vieux travaux n'ont jamais été dans une situation très florissante, du fait des difficultés d'évacuation; les gisements se trouvant presque tous, à l'intérieur du pays, dans les montagnes du Tonkin, à l'accès difficile, aux voies de pénétration peu nombreuses.

A moins de découverte de nouveaux et puissants gisements, les perspectives d'extension de la production de plomb métal sont des plus problématiques.

Tungstène

Nous n'en dirons point de même pour ce métal, car devant le réarmement mondial, il est en passe de jouer un rôle de tout premier plan. La hausse des cours qui s'en suivra permettra la création de nombreuses mines extractives, annexées, pour la plupart, à des puits d'extraction de minerais mixtes étain-tungstène. Les ressources apparaissent immenses, à nous de savoir les mettre en valeur au plus tôt.

Le tungstène produit, jusqu'ici, en Indochine, provient des alluvions stannifères et de l'exploitation des filons de Wolfram, de Pia-ouac.

Années	PRODUCTION		EXPORTATION	
	Minerais	Wo ³ contenu	Minerais	Wo ³ contenu
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
1930	201	132	189	128
1931	236	156	227	149
1932	221	147	204	135
1933	211	151	211	151
1934	276	182	277	182
1935	383	250	283	250
1936	427	302	522	339

Fer

Jusqu'à ces dernières années, les résultats des diverses prospections effectuées, tant dans le massif montagneux du Tonkin que dans celui du nord Annam, s'étaient montrés assez décevants; ils ne révélaient l'existence de ce minerai ferreux que dans de faibles proportions. Seule la région de Thai-nguyên recélait des gisements importants d'un minerai à haute teneur reconnus déjà par les Chinois.

Le manque de voie d'accès semble être le grand handicap à une mise en exploitation immédiate de cette région. Les demandes croissantes du Japon (1) ont permis la mise en exploitation d'un certain nombre de petits gisements du Nord-Annam et il est per-

(1) Le Japon se montre de plus en plus amateur de ce minerai de fer indochinois à grande teneur : en 1936 il importa les quantités offertes par l'Union : soit 1.158 tonnes, en outre il lui acheta 3.872 tonnes de ferrailles.

mis d'espérer un développement dans l'activité minière de ces régions au cours de ces années.

La découverte d'un gisement, qui s'avère à la prospection important, dans l'île de Kebao, marquera très probablement le point de départ de l'activité industrielle de la contrée, car la proximité des mines de charbon porte à croire que bientôt sera créée une industrie sidérurgique. A peine ces gisements étaient-ils découverts que la puissante firme : la Société Française des charbonnages du Tonkin en obtenait la concession et tout en poursuivant des recherches très actives, elle installait un puits permettant d'extraire en 1936 : 4.874 tonnes de minerai à 45 % de fer en moyenne. Nul doute que, sous la direction de cette importante société, une organisation méthodique et rationnelle de l'exploitation ne permette, dans un temps très proche, de doter l'Indochine d'une des richesses les plus prisées au monde : l'industrie sidérurgique.

*
!* *

L'Indochine recèle, également dans son sous-sol, quelques autres minerais, non encore exploités ou alors que bien faiblement. Ainsi, le manganèse et l'antimoine existent, en quantité considérable, semble-t-il, mais de teneur assez réduite, dans le Haut Tonkin et dans la région de Vinh.

Deux gisements de stéatite furent découverts en 1934 et dès 1936, ils furent l'objet de travaux d'exploration. Situés dans les régions de Hoa-binh et de

Phu-tho (Tonkin) ils contiennent des minerais de belle qualité, mais la mise en valeur de ces gisements reste subordonnée à la possibilité de leur trouver des débouchés...

Des recherches sommaires ont reconnu un gisement de bauxite dans la province de Lang-Son (Tonkin), de barytine, dans la province de Quang-yên (Tonkin).

III. — HYDROCARBURES

Depuis la découverte et l'utilisation de plus en plus grande du moteur à explosion, le rôle des hydrocarbures n'a fait que croître au point d'être aussi indispensable, dans la vie moderne, que la houille qu'il détrôna de son piédestal. Quoique son importance actuelle soit appelée à diminuer progressivement, à mesure que l'énergie électrique se développera dans des domaines plus vastes et étendra peu à peu son emprise grandissante sur des activités qui lui étaient propres jusqu'à présent. Il n'en est pas moins certain que la politique économique sans parler de la politique tout court, exige qu'on apporte une étude approfondie à ce grave problème d'approvisionnement de la colonie en cette matière de toute première nécessité.

Le Gouvernement Général, soucieux de l'avenir, fait activer les recherches, qui n'ont donné encore aucun résultat positif, mais seulement des indices. Puisse-t-il, un jour, avoir la vive satisfaction d'annoncer au monde colonial, la découverte de quelques puissantes sources du précieux liquide!

IV. — MAIN-D'ŒUVRE

L'Indochine avec ses 22 millions d'âmes et ses 736.560 kilomètres carrés ne possède, il est vrai, qu'une densité assez faible: 31 habitants au km². Certes le développement de l'agriculture ne permet pas à lui seul de résoudre le problème du surpeuplement dans le delta du fleuve rouge; il n'existe plus de terres à rizière à défricher et la culture intensive n'absorbe qu'une faible part des bras disponibles.

Les importants travaux d'hydraulique agricole, effectués à l'instigation des pouvoirs publics ont permis d'assurer à la population une ration de riz individuelle sensiblement constante. Ils n'ont point permis d'atténuer le chômage, ni le paupérisme, car la majorité de la population, loin d'être inactive, se trouve employée à des besognes purement animales.

Il serait loisible, sans nuire, en cela, au développement de la culture du riz, de remédier à cet état précaire de la population indigène, en l'employant dans les diverses entreprises industrielles susceptibles de se créer et de prospérer à l'intérieur du pays. L'Indochine semble prédestinée à une telle évolution: ses ressources de main-d'œuvre, dont l'habileté professionnelle n'est pas discutée, se trouvent justement, rassemblées à proximité de gisements de houille d'une richesse inépuisable.

En 1929 l'Indochine comptait 221.052 travailleurs salariés, dont 36,8 % dans les entreprises agricoles, 39,2 % dans les entreprises commerciales ou industrielles et 24 % seulement dans les entreprises minières.

res (2). Ces chiffres, déjà bien minimes par eux mêmes, ne correspondent plus à la réalité, car du fait de la crise et malgré les nombreux indices de reprise, le total actuel de ces divers salariés n'atteint plus 200.000 unités, dont 43.850 sont employés dans les mines indochinoises, ainsi qu'il ressort de ce tableau.

Années	Européens	Asiatiques
1930	370	45.700
1931	350	36.000
1932	250	33.500
1933	220	35.400
1934	200	34.800
1935	201	39.000
1936	212	43.850

Les possibilités de main-d'œuvre sont, pour bien longtemps encore, innombrables. L'administration, d'ailleurs, s'est préoccupée de protéger cette catégorie de travailleurs, en prenant, à des dates diverses, les dispositions dictées par les circonstances. Un projet qui fixait les conditions de travail des enfants, des adolescents et des femmes, ainsi que les conditions d'hygiène et de sécurité dans le commerce et l'industrie, accepté en principe, en 1930, par le Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers et transmis

(2) Chiffres relevés dans : « Problèmes de travail en Indochine » de M. Jean GOUDAL, attaché au Bureau International du Travail, ouvrage publié par le Bureau International du Travail en 1937.

au Ministère, en 1931, ne fut promulgué au *Journal Officiel* que le 19 janvier 1933. Il ne put recevoir d'application pendant près de 4 années, par suite de nombreuses protestations, qui, après enquête, furent reconnues très fondées. Les rédacteurs du projet de décret, toujours soucieux d'assimiler les travailleurs indigènes aux travailleurs occidentaux, n'avaient pas tenu suffisamment compte des conditions locales.

La même erreur s'est reproduite en 1936. Les trois grandes lois sociales des 20, 21 et 24 juin 1936, concernant la semaine de 40 heures, les congés payés et les contrats collectifs furent déclarées applicables à l'Indochine par le décret du 30 décembre de la même année. Une fois encore, l'application des dispositions officielles s'avéra grosse de difficultés et lourde de conséquences : une agitation très vive se manifestant parmi les populations indigènes, entraînées par des éléments anti-français ; des observations et protestations formulées par les organisations patronales étant reconnues bien fondées. Aussi le Ministre dut-il, dans leur mise en application, y introduire des modalités nécessitées par les contingences locales.

L'amélioration du régime minier, l'avancement des études géologiques, le développement des voies de pénétration, l'amélioration incessante des moyens de transports, favoriseront certainement dans un temps très proche la prospection et la mise en exploitation de nouveaux gisements dans un sous-sol encore plein d'espoirs : l'avenir industriel de l'Indochine semble donc être des plus brillants.

SECTION II

Les industries actuelles en Indochine

La crise, survenue en 1930, a fortement ébranlé l'ossature industrielle que l'Indochine s'efforçait d'échafauder depuis quelques années. Les capitaux investis dans l'industrie minière et dans les industries de transformation s'accroissaient d'année en année, les capitalistes se montrant imprévoyants ou faisant montre d'un optimisme par trop exagéré en l'avenir. Les entreprises minières ont ainsi participé de l'engouement dont ont bénéficié les affaires indochinoises à partir de 1926 principalement. Elles ont succédé en 1928 et 1929 aux plantations dans la faveur des capitalistes; le déclin commença en 1930 pour aboutir à l'arrêt complet des émissions à partir de 1932.

Les entreprises proprement industrielles, moins touchées par la vogue au moment du boom, ont résisté plus longtemps à la crise; quoique bien réduits, les placements dans cette branche d'activité se maintiennent à un rythme ralenti, mais constant depuis 1933 (3.)

(3) Capitaux investis dans les industries minière et de transformation:

Années	Industries		Années	Industries	
	minière	de transf.		minière	de transf.
1924	18,7	63,1	1930	91,8	27
1925	18,8	47,5	1931	33,7	34,2
1926	72,5	75,8	1932	1,2	26,9
1927	72,4	48,5	1933	11,7	3,2
1928	156,1	35,5	1934	3,4	3,9
1929	125,8	71	1935	0,2	4,3

Les industries autres que celle du riz ont été fortement ébranlées par la crise générale. Seules y ont résisté avec succès celles qui ne travaillaient pas pour l'exportation : les industries « abritées » comme les distilleries, brasseries, briqueteries et celles qui, pour d'autres raisons, échappaient à la concurrence comme les compagnies de distribution d'électricité, de navigation et de transport. D'ailleurs sous la pression déprimante des circonstances, une certaine tendance à la concentration apparut parmi les unes et les autres industries. Les Brasserie et Glacière de l'Indochine ont fusionné avec la Brasserie Hommel, la Compagnie des Eaux et Electricité de l'Indochine a absorbé l'Energie électrique indochinoise, etc...

Malgré l'impulsion économique remarquable donnée par la France à sa possession asiatique, l'Union indochinoise est encore à peine sortie de son économie traditionnelle. Cependant la préparation des produits agricoles qui ne sont pas consommés sur place ainsi que les sous-produits de l'élevage, donnent lieu à une importante industrie de transformation. L'utilisation des produits et des sous-produits des forêts et leur traitement font vivre, en dehors de nombreuses activités artisanales, quelques industries d'utilisation ou d'exportation. Les industries alimentées par les richesses innombrables du sous-sol se limitent presque exclusivement à l'industrie minière extractive, le pays n'étant pas encore équipé pour transformer sur place, dans des conditions avantageuses, les différents minerais extraits.

I. — INDUSTRIES DES PRODUITS DE CONSOMMATION

Ce sont, à l'heure présente, les industries les plus importantes, et parmi ces dernières, il en est une qui joue un rôle de tout premier plan: l'industrie du riz.

Les indigènes, pour leur consommation quotidienne, décortiquent le paddy et blanchissent le riz par des moyens très primitifs. Mais le riz exporté est traité dans des usines appelées décortiqueries ou rizeries qui n'existent que depuis l'arrivée des Français.

Au Tonkin, les rizeries travaillent surtout pour alimenter les distilleries de Hanoï, Van-Dinh et Nam-Dinh, cependant Haïphong possède d'importantes rizeries travaillant pour l'exportation. Mais les plus grandes rizeries sont groupées en Cochinchine et particulièrement à Cholon: la cité rizicole de l'Union. Plus de vingt rizeries se sont créées depuis notre arrivée dans ce centre important, plus de la moitié appartiennent à des chinois.

En dehors des rizeries, mais fonctionnant de pair, dans de nombreux cas, les distilleries de transformation du riz en alcool se sont également développées. Depuis notre prise de possession jusqu'en 1933 le monopole de la fabrication de l'alcool en Indochine a appartenu à la Société des Distilleries de l'Indochine; puis à cette date le monopole lui fut retiré, un régime de libre fabrication de l'alcool ayant été institué. Une dizaine de distilleries existent actuellement, produisant environ 200.000 hectolitres par année. A côté de cet alcool de bouche et l'alcool industriel, les produits secondaires sont le rhum de canne, traité prin-

ciipalement aux distilleries de Nam-Dinh et de Cholon, l'amidon, le glucose, le maltase.

Parmi les nombreuses autres industries des produits de consommation, citons les Brasseries, fabriques de glace et d'eaux gazeuses (Brasserie Hommel de Hanoï), l'industrie des pâtes alimentaires (vermicelle, tapioca et farines diverses), l'industrie sucrière (sucre de canne et sucre de palme), et surtout les huileries et savonneries qui utilisent les graines d'arachides, les noix de coco et le ricin.

II. — INDUSTRIES TEXTILES

A côté de nombreuses petites soieries indigènes, existent de grandes entreprises modernes de filature et de tissage de soie : telles la Société Anonyme des Etablissements Delignon, en Annam, la Société Franco-Annamite des Textiles et Exportation à Nam-Dinh (Tonkin) et surtout la Société Générale des soies de France et d'Indochine, au Cambodge.

Une autre industrie, dont l'avenir s'annonce fort brillant, occupe déjà une place de choix dans le textile : l'industrie cotonnière. Dès les premières années de l'occupation française, une filature de coton avait été installée à Hanoï ; plus tard deux autres se fondèrent à Haiphong et à Nam-Dinh. En 1912 les trois sociétés ont fusionné en une seule : La Société Cotonnière du Tonkin. Elle possède à Haïphong une usine d'une puissance de 30.000 broches, mais son siège central et son usine principale sont situés à Nam-Dinh (54.000 broches et 1.300 métiers en 1935) ; elle a une

puissance productive de 12.000 kgr. de fil et de 3.000 kilogrammes. de coton par jour, employant près de 6.000 ouvriers.

Le développement de cette usine se poursuit sans arrêt par de très importantes constructions nouvelles dont une centrale et des ateliers. Aux ateliers de tissage ont été joints les ateliers de blanchiment et de teinturerie d'une puissance de 3.000 kgr. par jour. Les déchets de coton sont utilisés pour la fabrication des couvertures à raison de 1.000 par jour.

Elle produit annuellement une moyenne de 4.500 à 5.500 tonnes de filés qu'elle écoule en Indochine.

En dehors de cette puissante firme qui voit, d'année en année, un développement remarquable, il existe d'autres entreprises cotonnières: atelier de tissage à Hanoï pour la fabrication des tulles à moustiquaires, une usine à Haïphong pour la fabrication des serviettes éponges et une manufacture de couvertures à Nam-Dinh. D'autre part la Cochinchine possède deux ateliers de tissage à Saïgon.

En outre, une industrie textile nouvelle, la sparterie, est venue s'adjoindre aux deux autres; elle utilise une matière première locale: fibres de coco, dont l'Annam est grand producteur. Dès le début la sparterie indochinoise, produite dans des conditions excellentes, trouva un débouché abondant sur le marché de la Métropole, concurrençant avec succès les produits similaires métropolitains. Aussi la loi du 3 avril 1936 est-elle intervenue pour protéger uniquement la sparterie française, en instituant une taxe spéciale de 0 fr. 30 par kilo sur les filés de coco et produits manu-

facturés en fibres de coco, importés en France, quelle que soit leur provenance.

L'industrie tonkinoise s'est émue de cette disposition contraire aux principes de l'Union douanière entre la France et l'Indochine. Elle lèse profondément les intérêts tonkinois et risque d'empêcher cette industrie nouvelle de prendre un développement intéressant... M. OUTREY préconise (4) « qu'on réduise la taxe instituée sur cet article de provenance indochinoise et qu'on étende aux fabricants de ces produits le bénéfice de la ristourne accordée aux producteurs de fibres ».

Ajoutons que des fabriques de tapis et une industrie dentellière se sont créées dans un but précis d'exportation, les petites industries familiales produisant uniquement pour le marché local les quantités nécessaires à la consommation.

III. — INDUSTRIES DÉRIVÉES DE L'ÉLEVAGE

Cette branche industrielle n'a point encore connu un grand développement, cependant quelques tanneries, tant au Tonkin qu'en Cochinchine, ont vu leur importance croître normalement. En outre la Société des Brosseries indochinoises utilise les os du bœuf et du buffle et les soies de porcs pour la fabrication des brosses à dents et de certains articles de tabletterie. La Société Industrielle de l'Annam-Tonkin fabrique annuellement 360.000 grosses de boutons.

(4) M. OUTREY, ancien député de la Cochinchine, dans un article intitulé: « L'effort industriel de la France au Tonkin » paru dans le numéro du 28 janvier 1937 du *Midi Colonial*.

IV. — INDUSTRIE MINIÈRE EN INDOCHINE

Nous avons étudié dans la section précédente les diverses richesses minières de l'Indochine. Si leur exploitation n'est point aussi développée qu'il serait souhaitable, la cause réside essentiellement dans les difficultés nombreuses rencontrées dans leur mise en exploitation : nature accidentée des régions minières, exubérance de la végétation qui les recouvre, rareté des chemins qui les desservent, élévation de la température d'été et abondance des pluies, qui, après une courte saison sèche, s'abattent avec violence et rendent les transports pénibles ou même parfois impraticables. Aussi, l'avenir de certaines mines dépend, très souvent, beaucoup plus du développement des voies de communication que de leur richesse propre.

V. — INDUSTRIES EXTRACTIVES DIVERSES

La presque totalité de la production du ciment indochinois est fournie par la Société des Ciments Portland artificiels de l'Indochine qui possède une puissante usine à Haïphong. En 1936 sur une production totale de 149.000 tonnes les quantités exportées ont atteint 59.000 tonnes, dirigées principalement sur Hong-Kong et la Chine (24.000 t.), ainsi que sur Singapour (18.000 t.); la France et les colonies n'en absorbant qu'une faible part (7.500 tonnes) (5).

De nombreuses tuileries et briqueteries existent au

(5) Dont 7.461 tonnes pour les colonies seules : Nouvelle Calédonie : 4.144 tonnes ; Madagascar : 2.442 tonnes.

Tonkin, en particulier à Hanoï où la Société des Tuileries de l'Indochine est organisée pour un gros rendement.

Les deux plus importantes verreries de l'Union sont installées à Haïphong. L'usine de la Société des Verreries d'Extrême-Orient produit 8.000 caisses de verre à vitre par mois et 600.000 bouteilles.

VI. — MÉTALLURGIE

Il n'existe en Indochine que deux fonderies traitant les minerais. Ce sont la petite fonderie d'étain, annexée à la mine du Pia-Ouac; la Société Subira et la fonderie de Quang-Yên, appartenant à la Compagnie Minière et Métallurgique de l'Indochine; elle a produit en 1936, 4.122 tonnes de zinc métallique et 12 t. de plomb.

Le plus important des ateliers de construction, de réparations mécaniques et maritimes de l'Indochine est l'Arsenal de Saïgon qui occupe plus de 3.000 ouvriers et possède un outillage permettant la construction des vapeurs de charge. Il existe encore plusieurs autres chantiers importants: tels les Forges, Ateliers et Chantiers de l'Indochine, à Saïgon, les ateliers de Khanh-Hoï avec slip pour navire, les chantiers de Binh-Khanh.

La réparation du matériel de chemin de fer s'effectue dans les ateliers de Gia-Lâm près de Hanoï et dans ceux de Vinh.

Haïphong possède d'importants ateliers appartenant à la Société anonyme des Constructions mécaniques.

Parmi les diverses industries chimiques, il y a lieu de noter l'existence de fabriques d'oxygène et d'acétylène dissous, confectionnant aussi des appareils pour la soudure autogène (Saigon, Haïphong); d'usines de cheddite, de fabriques de pétards, très demandés à l'occasion des fêtes traditionnelles dans les pays d'Extrême-Orient.

VII. — INDUSTRIES DIVERSES

De nombreuses autres entreprises modernes et bien outillées couvrent le pays, mais tout particulièrement le Tonkin et la Cochinchine à l'économie plus complexe, aux richesses plus variées que les autres régions de l'Union: ce sont des fabriques de meubles, des manufactures de tabac dont l'importance croît d'année en année, des papeteries, imprimeries et surtout la fabrique de caoutchouc manufacturé qui voit sa production et ses débouchés croître suivant un rythme accéléré depuis quelques années.

VIII. — INDUSTRIES INDIGÈNES

Il ne peut être question d'évaluer la production des petites industries annamites; tout au plus pour certaines d'entre elles qui travaillent spécialement pour l'exportation est-il permis de suivre la variation des quantités exportées. Cette petite industrie indigène se montre très active, les indigènes excellent dans le tissage, l'incrustation, laquage, l'orfèvrerie, la broderie de soie, la dentelle, la fabrication de meubles, poteries, d'éventails, la préparation des sauces exotiques et des

saumures; dans la fabrication de l'huile et d'autres corps gras, dans la préparation des poissons secs ou salés en vue de l'exportation.

Leur méthode n'a point évolué depuis notre arrivée et leur matériel est demeuré, dans l'ensemble, des plus primitifs.

SECTION III

L'industrialisation de l'Indochine et la France

L'Indochine est destinée à devenir un grand pays industriel, capable de produire des articles manufacturés non seulement pour sa propre consommation, mais aussi pour l'exportation. Elle a une population travailleuse et si dense dans certains régions qu'elle ne vivrait pas uniquement de l'agriculture. Elle possède des métaux et du charbon et, pour l'avenir, des forces hydro-électriques. Géographiquement, elle est bien située pour faire du commerce avec des pays dont l'évolution industrielle est moins avancée que la sienne.

Cet essor industriel, inévitable à l'avenir, à mesure que l'Annamite prendra conscience de ses possibilités productives, ne fut point favorisé par la politique économique suivie par le Gouvernement Central à l'égard de ses possessions coloniales en général et de l'Indochine en particulier. La France, malgré la suppression du pacte colonial, n'est point encore parvenue à en effacer les souvenirs par trop vivaces d'hégémonie de la Métropole sur ses « terres lointaines et sauvages ». Elle n'admet que très difficilement l'indus-

trialisation de ses colonies, c'est-à-dire la concurrence possible de produits coloniaux manufacturés à des produits similaires de la Métropole.

Ce problème d'industrialisation, comme le note M. MÉRAT, ne fut point totalement ignoré des législateurs de 1928 (6), « car cette loi y fait allusion pour un cas particulier : celui de l'Inde ; elle admet l'entrée en franchise des « guinées » de l'Inde dans la Métropole, où elles n'ont pas de débouchés, mais par contre, reprenant des dispositions antérieures, on en limite l'introduction dans les possessions françaises, où, depuis longtemps, elles concurrençaient les cotonnades métropolitaines, alors que le traitement des produits français dans les Etablissements de l'Inde, n'autorise évidemment guère de compensation d'aucune sorte ».

Par le système de l'assimilation, la France recherche avant tout à favoriser son essor économique et à développer son commerce, fut-ce même au détriment de ses propres possessions. Les tarifs douaniers établis par et pour la Métropole ne sauraient nécessairement convenir à une colonie lointaine, soumise à des conditions géographiques et économiques profondément différentes.

C'est une des raisons pour laquelle dans l'ensemble, nos colonies sont loin d'être entrées dans la phase de l'industrialisation ; cependant l'Indochine, comme nous l'avons vu, est parvenue à se créer une importante

(6) M. Louis MÉRAT, directeur des affaires économiques du Ministère des Colonies, dans un article : « La loi douanière du 13 avril 1928 et l'évolution économique des colonies » dans la *Revue Politique et Parlementaire*, n° de septembre 1937.

industrie, au point de faire peser sur certaines branches d'activité françaises des menaces pour l'avenir.

C'est ainsi que l'industrie cotonnière indochinoise, doublant récemment ses broches et métiers, est en voie d'exclure toute marchandise métropolitaine de Madagascar bien que ses cotonnades n'y aient fait leur apparition qu'en 1934. De même la sparterie indochinoise vient, en France même, d'obliger les usines de production similaire à fermer leurs portes.

Or, les Métropolitains, ayant dans notre régime parlementaire actuel la représentation quasi-intégrale de l'Empire français, ont usé de leurs pouvoirs exorbitants en votant un texte de loi permettant, par une disposition contraire aux principes de l'Union douanière, de réduire ou d'interdire l'importation de modestes tapis-brosses tonkinois dans la Métropole (7). En outre, ils promulguèrent en août 1937, des décrets-lois donnant au Gouvernement le pouvoir d'étendre de pareilles mesures et de sanctionner les infractions qui y seraient commises.

Pourquoi veut-on limiter ainsi l'activité économique de nos possessions? C'est un fait incontesté aujourd'hui, que toutes les sociétés humaines sont passées successivement du pastorat à l'agriculture, de l'agriculture à l'industrie. Evolution commandée à la fois par leurs progrès et aussi par une juste compréhension de leurs intérêts qui les incitait à produire elles-mêmes les articles qu'elles devaient acheter au dehors, dès que la capacité de leur main-d'œuvre et

(7) Loi du 3 avril 1936, précitée.

une meilleure utilisation des ressources naturelles du pays le leur permettaient.

L'exemple anglais devrait nous inciter, bien au contraire, à favoriser l'essor industriel de nos colonies au lieu de le restreindre: les accords d'Ottawa ont consacré et amélioré les facilités des échanges entre les diverses parties du commonweath britannique.

Il est, en outre, profondément choquant de prétendre interdire à des sujets français, quelle que puisse être la couleur de leur peau, de se livrer au genre d'occupation qu'ils prétendent choisir. Dans le cadre très étendu de l'organisation économique de la « France des cinq parties du monde » tous les membres de la grande famille française doivent avoir droit au chapitre et être placés sur un même pied d'égalité dans la discussion.

Comme l'écrit M. P.-B. DE LA BROSE: « il est inadmissible que toutes les parties du territoire national, groupées dans le cadre de l'Union douanière, ne jouissent pas des mêmes avantages et que l'on prétende interdire aux filés et aux cotonnades du Tonkin l'accès de Madagascar, pour la raison que les articles similaires de la métropole y ont des débouchés » (8).

D'ailleurs, une industrie nouvelle étant née dans un pays, grâce aux revenus qu'elle procure, elle augmente le pouvoir d'achat de la population, qui consomme plus et importe davantage. Sans doute si

(8) Dans *Asie Française*, janvier 1938: « Un nouveau problème national devant la conscience française ».

l'industrialisation se manifeste dans les cotonnades, des tissages de France pourraient en supporter les répercussions, mais il est à peu près certain que d'autres industries en profiteraient. A l'ère des cotonnades d'importation succédera celle des objets de luxe et autres produits non encore importés aujourd'hui.

Enfin il nous paraît matériellement impossible de freiner cet essor, sans heurter la fierté des Annamites et c'est faire preuve d'un manque total de jugement que de prétendre empêcher, au milieu de nombreux exemples d'industrialisation dans le voisinage de l'Indochine, leur évolution intellectuelle, sociale et industrielle, qui à leur regard est un tout. On n'agirait point autrement si l'on voulait créer un abîme profond entre leur opinion et la nôtre.

Le Gouverneur Général BREVË, comprenant la portée exacte du problème, a déclaré lors du discours d'ouverture de la session du « Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers (9). » « Il n'est pas possible de concevoir, en effet, que le principe de l'assimilation douanière soit poussé jusqu'à ses conséquences extrêmes et que l'Indochine soit maintenue dans un état permanent de vassalité économique sous le prétexte qu'elle ne doit concurrencer les produits de l'industrie nationale, ni sur le marché métropolitain, ni sur le sien propre. Un tel état d'infériorité deviendrait rapidement dangereux et intolérable, du simple fait, notamment, de l'équipement industriel auquel parviendront tôt ou tard des pays voisins de l'Union... Force est donc d'envisager pour l'avenir un aména-

(9) 2 décembre 1937.

gement différent de notre politique de mise en valeur fondé sur une conciliation plus large des intérêts en cause.

« A mesure que se développeront ses ressources propres, la possibilité apparaîtra nettement aux capitalistes et industriels français de créer en Indochine un relai asiatique des activités métropolitaines ».

Puisse ce puissant appel, lancé par le Représentant de la Métropole en Indochine, ne point rester sans écho auprès de nos politiciens, trop insouciants hélas ! du prestige et de la grandeur de notre Empire. L'Indochine, relai industriel et commercial de la France en Extrême-Orient, est le premier terme de l'évolution qui doit nécessairement conduire à la notion de métropole-seconde que justifie pleinement la forte personnalité de notre grande colonie du Pacifique.

CONCLUSIONS

Arrivé au terme de cette étude, nous connaissons, dans son évolution historique, son état actuel et ses résultats, l'action économique que la Métropole a poursuivie à l'égard des échanges de l'Indochine et l'influence qu'elle a exercée sur le mouvement de ses relations commerciales avec l'extérieur.

Nous sommes en mesure de voir, aujourd'hui, notre possession asiatique en plein développement. La civilisation occidentale, étendant ses bienfaits, tant moraux que matériels, a contribué largement à l'amélioration du sort de l'indigène en lui épargnant les affres de la faim, en lui assurant la paix dans ses travaux, en lui permettant d'échapper à des épidémies autrefois terriblement ravageuses. Il est certain que ces résultats sont dus à notre action et qu'il faut les étendre encore.

Nous voudrions, dans cette conclusion, esquisser quelques-uns des devoirs urgents, que la métropole, soucieuse de sa qualité de tutrice, doit examiner avec sang-froid et suivre avec foi et l'espoir au cœur. Assurer la sécurité de sa colonie ; lui accorder une certaine autonomie douanière et enfin permettre aux indigènes de participer davantage encore à l'administration de leur propre pays.

Chaque peuple connaît, à certaines heures de son existence, des situations délicates, devant lesquelles il s'agit pour lui de faire un choix judicieux et précis des diverses solutions qui peuvent alors se présenter, s'il tient à conserver intacte son indépendance, aussi bien politique qu'économique, ou à se soustraire à toute emprise de l'étranger.

L'Indochine française est actuellement à l'un des tournants de son histoire, mais ce problème n'est pas uniquement indochinois, il est français. S'il est certain que la France ne poursuit point une « politique impériale » à travers le réseau très dense de ses possessions coloniales, il n'en est pas moins vrai — et cette étude en fait foi — qu'elle accomplit sur sa terre d'Asie une œuvre remarquable de mise en valeur, jugée avec admiration par le monde colonial étranger.

Les graves événements qui se déroulent actuellement sur les terres lointaines de l'Extrême-Orient peuvent avoir une répercussion très vive, non seulement sur l'économie mais également sur le moral de l'Indochine. Ils ne doivent donc point nous laisser indifférents et surtout inactifs. L'influence heureuse et bienfaisante que la France y exerçait jusqu'alors se trouve gravement compromise. La vie de notre colonie court un immense danger.

En face de ces dangers la France, forte de son prestigieux passé, doit suivre avec confiance et fermeté la voie qui lui est tracée par les circonstances présentes. Elle doit agir au plus tôt au mieux de ses intérêts propres, sans se laisser aller au flot débordant d'une idéologie qui n'est plus de mise dans la société inter-

nationale actuelle. Cette ligne de conduite à adopter, ces devoirs à accomplir, cette voie impérieuse qui lui faut suivre, si elle veut agir en Grande Puissance, lui sont fixés par ses intérêts du présent et par sa qualité de Nation européenne doublée de celle de tutrice du second Empire colonial du monde.

En faisant respecter ses droits acquis tout au long de l'histoire et en sauvegardant son influence, elle conservera et même accroîtra son autorité sur ce terrain si mouvant de l'Extrême-Orient. Par là même elle contribuera à renforcer sa position tutélaire en Indochine, tout en mettant cette dernière à l'abri de toute intervention étrangère.

*
* *

Le système de l'assimilation est le fondement du régime douanier de l'Indochine. Il peut se défendre du point de vue juridique et politique: les colonies ne sont-elles point des portions du territoire de la France et leurs habitants des sujets, protégés ou citoyens français? Mais sur le terrain des réalités économiques, qui est le principal à envisager pour un statut douanier appelé à régir des faits, des échanges commerciaux, l'assimilation des Colonies à la Métropole se heurte à de graves objections. Elle prétend, entre autres griefs, soumettre à un régime uniforme des courants d'échanges très différents par leur orientation et par la nature des produits.

Les courants sont aussi commandés par des situations géographiques, orographiques, climatologiques,

ethniques des plus variées qui déterminent la diversité des productions de chaque territoire, ses besoins en consommations et en débouchés.

L'Indochine, séparée de la France par plus de 12.000 kilomètres, proche au contraire de vastes régions asiatiques, qui peuvent lui fournir des approvisionnements et des débouchés, est amenée à entretenir, avec ses voisins, une part très large de ses relations d'échange.

Certes, l'utilité d'un tel système douanier n'est plus à démontrer ici même, puisque, grâce à lui, les relations commerciales de l'Indochine avec la métropole se sont considérablement accrues ces dernières années. En outre ce système n'est-il point un des organes essentiels de l'ossature impériale, dont nous nous déclarons partisan enthousiaste?

Aussi nous n'en préconisons point sa suppression, comme d'aucuns le souhaitent, — l'économique est trop lié, de nos jours, au politique pour pouvoir envisager sérieusement cette hypothèse. — Nous demandons seulement une atténuation de ses effets par l'octroi à l'Union indochinoise de la liberté, étroitement contrôlée d'ailleurs, de conclure des accords commerciaux avec les pays d'Extrême-Orient.

Cette possibilité laissée à notre colonie aurait, à n'en pas douter, des conséquences heureuses sur ses échanges, sans que la Métropole en souffrit beaucoup. Elle permettrait en outre à l'économique de jouer son rôle de progrès, sans être sous la tutelle étroite du politique et favoriserait ainsi la reprise de relations commerciales heureuses avec ses proches voisins.

Malgré, en effet, le traitement de rigueur dont sont l'objet, en général, les relations commerciales de l'Indochine avec ces pays, ces dernières se sont maintenues à un niveau fort important. Elles marquent ainsi qu'elles ont un caractère de fatale nécessité et qu'elles sont commandées par la nature des choses.

D'ailleurs, le tarif général qui leur est appliqué dans un très grand nombre de cas, empêche l'Union de se procurer dans son voisinage, à bon marché, les produits dont elle a besoin. Il détermine une hausse du coût de la vie qui réduit d'autant le pouvoir d'achat des indigènes : populations dont les besoins modestes devraient au contraire être stimulés. Par réciprocité, les débouchés vers les pays d'Extrême-Orient se ferment à l'Indochine, comme nous l'ont révélé les données statistiques. Or, l'Indochine, plus exportatrice qu'importatrice, a besoin de larges débouchés.

La Métropole, malgré de belles perspectives, n'a pas une faculté d'absorption suffisante et c'est en Extrême-Orient que les producteurs indochinois doivent chercher leurs principaux clients.

Nous avons vu, au cours de cette étude, qu'à deux reprises, en 1932 avec le Japon et en 1935 avec la Chine, la France avait conclu des accords commerciaux dans le but de retrouver pour sa terre d'Asie, les débouchés, qu'elle avait perdus à la suite de l'application de la loi de 1928. Il faut poursuivre l'effort dans cette voie en permettant au Gouvernement Général de l'Union de passer avec les Nations extrême-orientales les conventions de commerce qu'il estime nécessaires.

Cette méthode des conventions commerciales permettrait d'adapter la personnalité de l'Indochine à la variété de son économie avec les divers pays. Elle pourrait, au prix de certaines concessions, obtenir de chacun d'eux des conditions d'entrée plus favorables pour certains de ses produits.

La Métropole ne verrait point ses échanges avec la colonie sensiblement modifiés. Par contre l'Indochine, en concluant elle-même ses accords en conformité de ses besoins réels, retrouverait très rapidement une situation privilégiée, analogue à celle dont elle jouissait avant l'application du régime actuel.

*
* *

La France s'est trouvée, sur les terres indochinoises, en présence de races multiples mais qui toutes eurent, à une époque pas trop éloignée, un passé de civilisation et d'histoire. Devant ce peuple évolué, la Métropole, renonçant à l'ancienne politique de l'assimilation intégrale, institua la formule, plus neuve et plus souple, de l'association.

La Colonisation française n'a jamais manqué de bon sens, car comme l'écrit M. PIÉTRI (1) : « La France pense que l'œuvre de mise en valeur, pour indispensable et éminemment bienfaisante qu'elle soit, ne suffirait pas à justifier sa présence sur ces bords lointains. Elle n'entend pas faire du travail de ses enfants d'Asie le simple support d'une prospérité

(1) M. PIÉTRI (François), ancien ministre des Colonies, dans « Veillons au salut de l'Empire ». Editions de France, 1937.

égoïste. Contre ce projet coupable s'insurgeraient non seulement des traditions séculaires d'idéalisme et d'humanité, mais aussi toutes les conclusions de sa logique et toutes les prévisions de sa sagesse... ».

« La politique d'association n'est pas pour nous une formule creuse, une façade oratoire, elle est et doit être une règle d'action, inspirée par la raison et par l'amitié, et qui, suivant un programme précis, conduise l'Indochine à des résultats tangibles ».

« Nous entendons faire collaborer, de plus en plus, les Indochinois non seulement à la transformation économique, mais encore à l'administration et au gouvernement d'un pays dont nous avons conscience d'avoir rétabli la grandeur ».

Une grande partie de ce programme énoncé en 1930 se trouve, aujourd'hui réalisée. Le nombre des fonctionnaires indigènes a crû plus rapidement que celui des européens. Des notables élus au suffrage restreint siègent, à côté des Français dans les Assemblées : Conseil Colonial en Cochinchine, Conseils de Gouvernement et surtout le Grand Conseil des intérêts économiques et financiers du Gouvernement Général. L'expérience a prouvé que les membres indigènes avaient souvent le sens judicieux de l'intérêt commun. En outre le Gouvernement de Hué vient d'être réorganisé dans un sens de grand libéralisme.

Mais notre tâche n'est point encore terminée; il nous reste à admettre les Indigènes compétents aux emplois publics supérieurs et à élargir progressivement les attributions de toutes ces assemblées ainsi que les collèges électoraux, notre rôle se réduisant,

dans bien des cas, à celui de protecteurs, d'animateurs. Rôle qui restera fécond et qui nous permettra sans doute, mieux que tout autre, d'imprimer profondément les traces d'une œuvre française que nous persistons à trouver bienfaisante.

ANNEXE I

ÉTUDE STATISTIQUE DES DIVERS PRODUITS ÉCHANGÉS ENTRE LA MÉTROPOLE ET L'INDOCHINE ANNÉE 1936

I. — Importations françaises en Indochine

1° OBJETS D'ALIMENTATION

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
Viandes	133	1.450
dont :		
charcuterie	32	510
conserves de viandes	84	859
Graisses	175	881
dont :		
graisses animales	61	284
huiles d'olive	93	514
Produits de ferme	643	6.046
dont :		
fromages	249	2.879
beurres	233	2.626

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
Boissons	11.644	31.294
dont :		
vins	9.504	22.194
boissons distillées	601	6.020
eaux minérales	1.325	2.608
Poissons	193	1.297
dont :		
poissons secs ou salés	186	1.255
Farines, légumes, fruits	1.088	3.265
dont :		
biscuits de mer	115	559
légumes secs	112	275
légumes salés ou conservés..	433	1.675
Sucres et dérivés	1.862	11.700
dont :		
préparations sucrées	151	1.748
lait condensé	1.222	7.822
chocolat	114	1.203
Divers	116	776

2° MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE

Textiles	48	205
dont :		
laine	1	17
coton	40	147

Métaux	30.305	33.658
dont :		
fonte	1.445	721
fer et aciers	28.182	28.999
cuivre	249	1.354
zinc	152	319
Combustibles	3.313	2.024
dont :		
huiles lourdes	1.065	1.812
houille crue	2.246	194
Pierres matériaux	8.200	2.294
dont :		
Pierres ouvrées	1.768	600
matériaux	6.411	1.638
Divers	1.650	5.230
dont :		
chevaux, mulets, ânes	43	869
graines et fruits	17	54
graines à ensemençer	8	152
tabac en feuilles	249	778
huiles fixes	645	2.362
huiles volatiles	11	457
cire végétale	34	202
soufre	173	192
goudron	183	205
autres	179	466

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
3° OBJETS FABRIQUÉS		
Produits chimiques	15.080	51.206
dont :		
acide formique	386	1.553
soudes	851	929
carbure de calcium	2.421	3.442
sulfate et sels de quinine ...	6	1.839
engrais chimiques	3.006	1.620
autres produits	5.171	9.251
teintures	318	4.623
couleurs	1.243	6.642
parfumeries et savons	945	8.146
médicaments	253	11.290
Produits mécaniques	18.004	109.642
dont :		
machines motrices	1.579	16.833
pièces détachées	1.239	12.859
outils et ouvrages en métal ..	10.769	34.489
voitures automobiles	1.790	23.328
pièces détachées	248	4.890
vélocipèdes	588	7.423
autres véhicules	27	2.910
aéronefs	25	2.393

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
Fils, tissus	8.779	175.228
dont :		
fils de coton	594	7.175
fils de laine	35	1.266
tissus de lin	104	2.192
tissus de coton	7.065	125.476
tissus de laine	580	7.429
tissus de soie	187	29.119
Objets d'habillement	476	11.732
dont :		
lingerie	280	6.381
chapeaux de feutre	63	1.972
autres	121	2.950
Peaux ouvrées	134	3.100
dont :		
peaux préparées	109	2.352
Objets d'art et de luxe	215	6.222
dont :		
orfèvrerie	19	1.086
horlogerie	33	1.379
bimbeloterie	144	2.963
Poteries, verreries	4.008	11.605
dont :		
poteries	319	461
faïence et porcelaines	545	2.222

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
verres et cristaux	3.070	5.403
lampes électriques	40	3.245
Papier et ses applications ..	6.419	21.911
dont :		
papiers	5.784	16.575
livres	90	2.254
cartes à jouer	205	2.048
Divers	3.720	35.972
dont :		
tabacs fabriqués	1.428	15.981
produits photographiques ..	67	2.799
armes, poudres	173	2.496
pneumatiques	969	12.620
matériel de T.S.F.	31	2.356
appareils scientifiques	82	3.529
objets fabriqués	440	4.035
colis postaux	138	5.003

II. — Exportations indochinoises en France

1° OBJETS D'ALIMENTATION

Viandes	23	123
Graisses	298	892
Poissons	37	91

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
Boissons	1.180	3.162
dont :		
rhum	999	2.873
Farines, légumes, fruits	1.632.983	837.650
dont :		
maïs	496.006	298.818
manioc	3.270	2.426
riz	1.160.547	535.886
Sucres et dérivés	1.760	2.100
dont :		
sucre brut ou raffiné	1.709	1.984
Denrées coloniales	5.621	23.419
dont :		
café	440	2.634
poivre	3.878	11.672
thé	1.212	8.892

2° MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE

Textiles	239	604
Métaux	8.825	20.094
dont :		
étain	794	12.057
zinc	5.611	5.611
wolfram	237	1.634
Combustibles	286.965	26.420
dont :		
houille crue	286.952	26.412

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
Pierres, matériaux	7.608	1.838
dont :		
ciment	7.461	1.780
Fruits oléagineux	12.771	11.570
dont :		
coprah	10.681	9.799
autres	1.888	1.612
Huiles et sucs végétaux	13.433	75.056
dont :		
huiles fixes autres que ricin	819	1.899
caoutchouc	12.096	70.439
essence de badiane	99	1.283
Bois communs et exotiques ..	3.034	3.338
bois de teck	2.003	2.529
Divers	6.338	8.949
dont :		
peaux brutes	812	3.618
huiles et graisses de poissons	1.815	1.300
badiane	475	12.054
tourteaux	2.533	987

3° OBJETS FABRIQUÉS

Produits chimiques	729	3.223
dont :		
albumine	51	695
divers	500	2.230

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
Produits industriels	509	4.010
dont :		
machines	257	2.823
outils	195	673
Fils, tissus	873	10.518
dont :		
dentelles	26	1.742
tissus de soie annamite	9	696
tissus divers	821	7.219
Objets d'habillement	79	1.661
dont :		
vêtements, lingerie	55	1.088
Objets d'art et de luxe	30	1.108
Papiers et applications	47	538
Divers	7.917	10.787
dont :		
ouvrages de bois	3.918	3.049
nattes en jonc	2.567	3.224
autres trav. en sparterie ...	980	1.909
vannerie	165	912

ANNEXE II

ÉTUDE STATISTIQUE DES DIVERS PRODUITS ÉCHANGÉS ENTRE L'INDOCHINE ET L'ÉTRANGER ANNÉE 1936

I. — Importations étrangères en Indochine au cours de 1936

1° OBJETS D'ALIMENTATION

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
—	—	—
Viandes	552	2.381
dont :		
bestiaux	404	1.118
viandes fraîches, salées	82	721
Produits de ferme	449	2.742
dont :		
lait naturel, concentré	214	720
beurres	181	1.833
Poissons	735	2.536
dont :		
poissons secs, salés	345	580
huîtres, moules, etc... ..	235	1.232

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
ailerons de requin	155	721
Boissons	154	1.015
Farine, légumes, fruits	58.341	42.037
dont :		
froment en grains	18.459	12.040
vermicelle chinois	2.586	4.884
pommes de terre	4.736	1.923
légumes frais	15.137	6.977
fruits de table	8.649	9.420
Sucres et dérivés	4.448	14.233
dont :		
lait sucré	2.191	9.699
Denrées coloniales	755	6.065
Divers	265	1.860

2° MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE

Textiles	10.332	38.683
dont :		
coton	7.945	34.968
ramie	634	1.514
végétaux filamenteux	834	689
Métaux	11.810	46.150
dont :		
fers et aciers	6.723	9.099
cuivre	464	1.307

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
étain	2.323	31.536
zinc	1.314	2.214
autres minerais	919	1.658
Combustibles	116.655	69.326
dont :		
houille crue	16.825	1.285
huiles minérales	68.062	57.062
huiles lourdes	16.968	6.800
mazout	14.800	4.179
Papiers	2.277	1.604
Pierres, matériaux	23.384	2.226
Divers	33.564	40.284
dont :		
graines oléagineuses	2.686	1.687
noix d'arec	2.457	9.401
tabac en feuilles	308	1.298
espèces médicinales	2.601	9.899
bois communs	12.820	8.136
paraffine et vaseline	1.415	2.492
autres	2.927	1.587
goudron minéral	5.388	894

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
3° OBJETS FABRIQUÉS		
Produits chimiques	5.761	7.662
dont:		
soudes	711	600
engrais azotés, phosphatés ..	1.201	738
divers produits chimiques ..	2.964	2.488
couleurs	197	729
médicaments	108	2.061
Produits industriels	3.816	24.078
dont:		
machines motrices	1.243	11.271
outils	2.062	7.695
voitures automobiles	314	3.186
Fils, tissus	31.954	83.866
dont:		
fils de coton	74	1.101
soies grèges	699	22.091
sacs, tissus de jute	30.056	45.570
tissus de coton	464	7.892
tissus de soie	59	4.627
Objets d'habillement	329	4.586
dont:		
lingerie, vêtements	277	3.465
Objets d'art	46	1.385

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
Poteries, verreries	3.218	5.683
dont :		
poteries	899	428
faïences et porcelaines	1.090	3.254
Papiers et applications	3.635	9.299
dont :		
papiers	3.312	7.940
Divers	6.421	16.097

II. — Exportations indochinoises à l'étranger en 1936

I° OBJETS D'ALIMENTATION

Viandes	3.169	4.715
dont :		
buffles	1.278	1.198
porcs	1.040	1.698
volailles	339	1.287
Produits de ferme	3.480	5.839
dont :		
œufs	3.478	5.809
Poissons	27.553	61.586
dont :		
poissons secs, salés	25.892	55.562
crevettes	1.350	5.298
Farines, légumes, fruits	628.359	250.940
dont :		
maïs	6.671	4.214
riz	620.306	245.824

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
Sucres et dérivés	928	238
Denrées coloniales	2.104	8.328
dont :		
amomes	654	2.187
cannelles	1.330	5.712

2° MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE

Textiles	3.324	7.685
dont :		
coton	379	672
kapok	2.852	6.684
Métaux	15.220	34.087
dont :		
étain	780	11.748
divers	5.045	1.297
minerai d'étain	2.426	18.149
wolfram	253	1.901
Combustibles	1.441.248	54.503
dont :		
houille crue	1.438.674	53.815
Pierres, matériaux	204.575	9.363
dont :		
sable	151.613	1.547
ciment	51.695	7.702
Fruits, graines d'oléagineux	1.622	1.254
dont :		
sésame	874	1.043

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
Huiles et sucs végétaux	32.172	183.944
dont :		
laque et huile	1.913	8.851
caoutchouc	29.218	173.907
Bois communs et exotiques .	10.845	7.810
dont :		
bois de teck	9.545	6.559
Divers	9.377	15.392
dont :		
peaux	2.820	7.942
plumes	510	2.468

3° OBJETS FABRIQUÉS

Produits chimiques	93.120	2.500
dont :		
sel marin	92.875	1.970
Produits industriels	2.086	4.326
dont :		
outils	821	1.989
véhicules autres que autos..	1.170	1.211
Fils, tissus	37	380
Objets d'habillement	67	379
Peaux ouvrées	48	171
Objets d'art et de luxe	9	331
Poteries, verreries	91	171

Articles	Poids (tonnes)	Valeurs (milliers de francs)
—	—	—
Papiers et applications	54	753
Divers	4.423	5.471
dont :		
ouvrages en bois	2.283	1.845
nattes en jonc	922	1.929

VU:

Nancy, le 4 Mai 1938.
Le Président de la Thèse,
DE MENTHON.

VU:

Nancy, le 5 Mai 1938.
Le Doyen de la Faculté de Droit,
SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 5 Mai 1938.
Le Recteur de l'Académie,
BRUNTZ,
Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

Documents statistiques et officiels

Annuaire statistique.

Bulletin de la statistique générale de la France.

Conclusions de la Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-Mer (nov. 1934, mars 1935).

Direction des Douanes et Régies de l'Indochine. Tableau du commerce extérieur de l'Indochine (année 1936).

Direction des Affaires économiques du Ministère des Colonies. Bulletin mensuel de statistiques.

Documents statistiques de l'Agence du Gouvernement Général de l'Indochine, rue de la Boétie, Paris.

Publications de l'Institut colonial français et de l'Académie des Sciences coloniales.

Rapports au Conseil National Economique.

1° Echanges internationaux et politique douanière française au cours de la crise économique, 24 décembre 1932.

2° Les relations économiques entre la France et ses Colonies, décembre 1934.

3° La crise des exportations françaises, juillet 1935.

4° La politique impériale française, décembre 1935.

5° Encouragements à donner à l'Economie nationale, juillet 1936. (*Journal Officiel*. Annexes).

Ouvrages généraux

ALBERTI (J.-B.). — L'Indochine d'autrefois et d'aujourd'hui. *Société d'éditions géographique, maritime et coloniale*, Paris, 1935.

- ALLIX. — Traité théorique et pratique de la législation douanière. *Les Cours de droit*, 1932.
- BERNARD (Paul). — Le problème économique indochinois. *Nouvelles éditions latines*, 1934.
- BERNARD (Paul). — Nouveaux aspects du problème économique indochinois. *N. E. C.*, 1937.
- BOUVIER (R.). — Le commerce colonial français. A Tournon, 1936.
- DESFEUILLES (P.). — L'Indochine. Pierre Roger, 1928.
- DOUMER (Paul). — Indochine française, Paris Vuibert, 1931.
- GOUDAL (J.). — Problèmes de travail en Indochine. *S. D. N. (B. I. T.)*, 1937.
- GOURDON (H.). — L'Indochine, Paris, Larousse, 1931.
- HANOTAUX (G.). — Un cri d'alarme pour l'empire colonial français, Paris, Plon, 1931.
- HANOTAUX (G.). — Pour l'Empire colonial français, Paris, Plon, 1935.
- HANOTAUX ET MARTINEAU. — Histoire des colonies françaises, t. V. *L'Indochine*, Paris, Plon, 1932.
- HARDY (G.). — Nos grands problèmes coloniaux, Paris, Colin, 1933.
- LEVI (S.). — L'Indochine, Paris, Exposition 1931.
- MARTIN DU GARD. — Pour l'Empire, Paris, Flammarion, 1937.
- MASPERO. — Un Empire colonial français : l'Indochine, Paris, G. Van Oest, 1930.
- NOGARO (B.). — Problème monétaire en Indochine. *Revue économique internationale*, avril 1932.
- PARGOIRE. — Problème monétaire en Indochine, Paris, Larousse, 1935.
- PIETRI (F.). — Veillons au salut de l'Empire, Paris, *Les Editions de France*, 1937.
- Réalités coloniales, *Mercure de France*, 1934.
- ROBEQUAIN (Ch.). — L'Indochine française, Paris, Colin, 1935.
- SARRAUT (A.). — La mise en valeur des colonies françaises, Paris, Payot, 1923.

SARRAUT (A.). — Grandeur et servitude coloniales. *Edition du Sagittaire*, 1932.

TOUZET (André). — L'Economie indochinoise et la grande crise universelle, Paris, Giard, 1935.

Thèses

AGARD (A.). — L'Union indochinoise française ou Indochine Orientale. Thèse de Lettres, Montpellier, 1936.

CAULLERY (M.). — La réforme du régime douanier colonial. Thèse de droit, Paris, 1930.

COLAS (R.). — Les relations commerciales entre la France et L'Indochine. Droit, Paris, 1933.

ESTÈBE (Paul). — Le problème du riz en Indochine. Droit, Toulouse, 1933.

GUERNIER (M.). — Essai sur une politique économique de l'Empire français. Droit, Paris, 1936.

HIBOU (A.). — La crise économique en Indochine. Droit, Paris, 1935.

LECOQ (L.). — La piastre indochinoise, Paris, 1929.

MORICE (J.). — Accords commerciaux entre l'Indochine et le Japon. Droit, Paris, 1933.

MUNIER (F.). — Evolution du commerce extérieur français de 1927 à 1936. Droit, Nancy, 1937.

PUAUX (H.). — La stabilisation de la piastre indochinoise. Droit, Lyon, 1929.

SOURDILLE (R.). — La baisse du métal-argent et ses répercussions sur le système monétaire indochinois. Droit, Paris, 1932.

TALON (V.). — Le régime douanier de l'Indochine. Droit, Paris, 1932.

Journaux - Revues - Périodiques

Annales du droit et des sciences sociales, n° 4 de 1934. J. Weiller: Courants commerciaux entre la France et ses Colonies.

- Asie française (L')*, organe du Comité de l'Asie française.
Avenir du Tonkin (L'), articles divers.
Bulletin hebdomadaire d'informations coloniales.
Bulletin Officiel du Ministère des Colonies.
Bulletin de l'Agence Economique de l'Indochine, Paris.
Bulletin Economique de l'Indochine. Gouvernement Général de Hanoï.
Chronique coloniale, en particulier, n° 9 du 20 mai 1936.
Courrier de Saïgon (Le), quotidien de Cochinchine.
Dépêche coloniale (La).
Economiste européen (L'), surtout dans son supplément colonial mensuel.
France-Outre-mer, hebdomadaire de l'Institut Colonial.
Impartial (L'), de Saïgon, numéros cités.
Indochine (L'), revue économique.
Journal Officiel de la République Française, numéros cités.
Journal Officiel de l'Indochine Française, numéros cités.
Journal des Débats (Le), du 4 juin 1934, article de M. E. Payen.
Quinzaine coloniale (La).
Monde colonial (Le).
Midi colonial, n° du 28 janvier 1937, article de M. Outrey.
Politique étrangère, numéro d'avril 1938.
Presse coloniale, divers articles.
Revue d'Economie Politique, en particulier, n° de janvier 1938
Revue Economique Internationale, articles diverses, mars, avril et septembre 1936.
Revue Politique et Parlementaire, numéro de septembre 1937.
Semaine Coloniale (La). — Numéro du 2 décembre 1937.
Sémaphore (Le), n° du 23 mai 1933, article de M. Bouvier.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	I
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE EN INDOCHINE

CHAPITRE PREMIER. — <i>La politique douanière</i>	17
Section 1. De la conquête à la loi du 13 avril 1928. .	17
Section 2. La loi du 13 avril 1928	21
Section 3. Les particularités du régime indochinois.	28
I. Le tarif spécial indochinois	30
II. Les droits de sortie	34
III. Droits de transit	37
Section 4. La politique de soutien	39
CHAPITRE II. — <i>La politique monétaire</i>	49
Section 1. La piastre indochinoise jusqu'à sa stabilisation	49
Section 2. La stabilisation de la piastre	57
Section 3. La dévaluation de la piastre	64

CHAPITRE III. — <i>La politique économique</i>	69
Section 1. Développement de l'outillage économique.	70
I. Voies de communication	70
II. Travaux publics agricoles	80
III. Services des recherches agricoles	85
Section 2. Crédit en faveur de l'Economie	89
I. Crédit populaire agricole	89
II. Crédit colonial	91

DEUXIÈME PARTIE

RÉPERCUSSIONS DE CETTE ACTION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'INDOCHINE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le commerce extérieur de l'Indochine française</i>	97
Section 1. Caractères généraux	98
Section 2. Développement du commerce extérieur indochinois	103
Section 3. Parts respectives de la Métropole, des Colonies et des pays étrangers dans les échanges de l'Indochine	114
CHAPITRE II. — <i>Mouvement du commerce de l'Indochine avec la Métropole et ses colonies</i>	117
Section 1. Importance de ce mouvement d'échanges.	117
Section 2. Evolutions du commerce franco-indochinois	123

Section 3. Etude statistique de divers produits échangés entre l'Indochine et la Métropole	130
CHAPITRE III. — <i>Relations commerciales de l'Indochine avec les pays étrangers</i>	
Section 1. Régime de ce mouvement commercial...	134
Section 2. Importance de ce mouvement d'échanges.	137
Section 3. Relations commerciales de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient	146
I. Chine	148
II. Japon	154

TROISIÈME PARTIE

L'AVENIR DU COMMERCE DE L'INDOCHINE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Possibilités d'extension du com- merce impérial</i>	161
Section 1. Importations françaises en Indochine ..	162
I. Objets d'alimentation	164
II. Matières nécessaires à l'industrie	167
III. Objets fabriqués	168
Section 2. Exportations indochinoises en France ..	172
I. Le riz	174
II. L'anthracite	176
III. Le caoutchouc	177
IV. Le café	181
V. Le thé	183
CHAPITRE II. — <i>Obstacle à cette extension: l'industriali- sation de l'Indochine</i>	187

Section 1. Possibilités industrielles de l'Indochine..	189
I. La houille	189
II. Les mines métalliques	190
III. Les hydrocarbures	197
IV. La main-d'œuvre	198
Section 2. Les industries actuelles en Indochine...	201
I. Industries des produits de consommation..	203
II. Industries textiles	204
III. Industries dérivées de l'élevage	206
IV. Industrie minière en Indochine	207
V. Industries extractives diverses	207
VI. Métallurgie	208
VII. Industries diverses	209
VIII. Industries indigènes	209
Section 3. L'industrialisation de l'Indochine et la France	210
CONCLUSION	217
ANNEXE	225
BIBLIOGRAPHIE	243



